

ALGÉRIE-ALLEMAGNE

Le Président Tebboune reçoit l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie

P. 24

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Le Général de Corps d'Armée Chanegriha installe le nouveau SG du MDN par intérim

P. 24

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE

Farid Zineddine Bencheikh nommé DGSN

P. 24

ALGÉRIE- MALI

Alger et Bamako saluent les "avancées" dans la mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali

L'Algérie et le Mali ont salué les "avancées" enregistrées dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, a indiqué un communiqué conjoint ayant sanctionné la visite d'amitié et de travail à Alger du chef de l'Etat malien, Bah N'Daw. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue malien ont réaffirmé, à cet égard, "la pertinence de l'Accord en tant que cadre idoine pour la consolidation du retour définitif et durable de la stabilité dans le pays".

P. 3

DKnews/APS



LÉGISLATIVES 2021

Révision des listes électorales à partir du 16 mars 2021 (ANIE)

P. 3

ENTREPRISES

11.000 micro-entreprises défaillantes au niveau national (ministre)

P. 6

ENVIRONNEMENT

"L'Algérie consomme 7 milliards de sacs en plastique par an" (Boudjemaa)

P. 8

SANTÉ

SCHIZOPHRÉNIE

Comment réagir face aux délires psychotiques ?

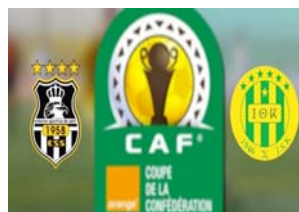
P.p 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2^e JOURNÉE)

La JSK en quête de confirmation, l'ESS pour la relance

P. 21



ICT MAGHREB

Une première édition sous le signe de l'innovation

P. 17

JUSTICE

3 à 8 ans requis contre l'ancien wali de Blida Mustapha Layadhi et ses coaccusés

P. 2

BATNA

Secousse tellurique de 4,2



Une secousse tellurique de magnitude 4,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 19h33 dans la wilaya de Batna, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 5 km au Sud-Est de Tazoult dans la même wilaya, précise la même source.

BOUMERDES

Les corps sans vie de trois enfants repêchés en deux jours dans des étendues d'eau

Les services de la Protection civile de Boumerdes ont repêché en deux jours (dimanche et lundi) les corps sans vie de trois enfants âgés de 12, 14 et 15 ans, noyés dans des étendues d'eau au niveau des communes d'El Kharrouba et d'Issers (à l'est et l'ouest de la wilaya), a-t-on appris, lundi, des mêmes services.

Le chargé de la cellule de communication, lieutenant Hocine Bouchachia a précisé à l'APS que les cadavres des deux enfants noyés ont été repêchés, dimanche, dans un lac à proximité du barrage Kedara dans la commune d'El Kharrouba.

Quant au troisième corps sans vie de l'enfant, il a été repêché lundi dans une étendue d'eau au niveau du village Laabid dans la commune d'Issers, ajoute la même source.

Après intervention des agents de la protection civile dans les deux incidents, les trois victimes ont été transférées aux morgues de l'Hôpital de Thénia et de Bordj Menaïel.

ALGER

Les travaux de réparation sur une canalisation d'eau à Draria et Khraicia reportés (SEAAL)



Les travaux de réparation de deux fuites sur une canalisation principale de transfert d'eau, prévus demain mardi, dans les communes de Draria et Khraicia sont reportés à "une date ultérieure", a indiqué lundi un communiqué de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL).

Auparavant, la SEAAL avait annoncé, dans un précédent communiqué, une perturbation de l'alimentation en eau potable dans sept communes (Draria, Ouled Fayet, Souidania, El Achour, Dely Ibrahim, Cherga et Saoula), en raison de ces travaux.

La société a rappelé la mise à la disposition de ses clients, pour toute information, le numéro de son centre d'accueil téléphonique opérationnel, le 1594, accessible 7j/7 et 24h/24.

THÉÂTRE

Appel à la réintégration du théâtre radiophonique



Le comédien Abdennour Chellouche, a appelé les responsables de la Radio nationale à "la réintégration" du théâtre radiophonique dans la grille de programmes après une absence de plus de 20 ans.

Dans une déclaration à l'APS, M. Chellouche qui supervise actuellement un atelier sur le théâtre radiophonique à la Radio nationale au profit de stagiaires du Théâtre national algérien (TNA), "Mahieddine Bachtarzi", a fait savoir que le théâtre radiophonique "n'existe plus de manière officielle à la Radio algérienne après sa suspension dans le début des années 2000, et ce, en dépit de son rôle pionnier dans la transmission de messages culturels, politiques et sociaux, en sus de défendre l'identité nationale".

BLIDA

Déstockage de 900 tonnes de pommes de terre



Une opération de déstockage progressif de 900 tonnes de pomme de terre de consommation a été entamée, lundi, par la direction de services agricoles (DSA) de la wilaya de Blida afin de réguler les prix de ce tubercule, qui ont flambé dernièrement sur le marché national, a-t-on appris auprès de cette institution.

Sur ces 900 tonnes de pomme de terre, un total de 200 qx a été mis sur le marché national et local comme première étape, a indiqué à l'APS le DSA par intérim Mohamed Zenikhri, relevant que d'autres quantités de ce produit agricole seront progressivement mises sur le marché.

Ce même responsable a observé qu'aussitôt après avoir constaté la hausse continue des prix de ce tubercule, la DSA a pris des mesures urgentes consistant en le déstockage de la pomme de terre qui était au niveau des chambres froides, dans le but de faire baisser les prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment à l'approche du mois de Ramadhan.

Cette mesure urgente permettra de stabiliser les prix de ce légume de large consommation, a indiqué M. Zenikhri, qui prévoit une baisse des prix de ce produit qui a atteint les 70 DA le kilo, à 40 ou 45 DA le kilo dans les prochains jours.

TRIBUNAL CRIMINEL D'OUARGLA

Dix ans de prison à l'encontre de deux narcotrafiquants



Des peines de dix (10) ans de prison ont été prononcées lundi par le tribunal criminel d'appel près la Cour d'Ouargla à l'encontre de deux (2) individus poursuivis pour "détection et transport de drogues dans le cadre d'une bande criminelle organisée".

Les nommés A.Dj (44 ans) et H.B (38 ans) ont écoupé de dix (10) ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un (1) million DA, tandis que M.H (54 ans) a été acquitté par le tribunal.

Selon l'arrêt de renvoi, après avoir reçu des informations faisant état d'une tentative de transport de drogues d'El-Menea vers El-Oued, les services de la gendarmerie nationale d'El-Oued ont réussi, à l'appui d'une extension de compétence territoriale à la wilaya d'El-Menea en août 2019, à intercepter le véhicule suspect.

La fouille du véhicule, à bord duquel se trouvaient les deux (2) mis en cause (A.Dj et H.B), a permis de découvrir une quantité de 269 kg de résine de cannabis.

Le ministère public a requis dans cette affaire, et au regard de la gravité des faits reprochés, la réclusion à perpétuité contre les personnes incriminées et la confiscation des articles saisis.

JUSTICE

De 3 à 8 ans de prison ferme requises contre l'ancien wali de Blida Mustapha Layadhi et ses coaccusés



Le Procureur général près le Pôle pénal économique et financier relevant du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis, lundi, des peines allant de 3 à 8 ans de prison ferme contre l'ancien wali de Blida, Mustapha Layadhi poursuivi avec ses coaccusés dans une affaire de corruption et d'abus de fonction.

Le Procureur général a requis une peine de 8 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (01) million de DA à l'encontre de l'ancien wali, Mustapha Layadhi et des peines de 3, 5 et 6 ans de prison ferme à l'encontre des autres accusés assorties d'une amende d'un (01) million de DA.

Les réquisitions du Procureur général ont porté également sur la confiscation des avoirs saisis durant l'instruction, et l'interdiction du droit de candidature pour une durée de cinq ans pour l'accusé Layadhi.

L'ancien wali de Blida, Mustapha Layadhi, avait été limogé en août 2018.

Il est poursuivi notamment pour dilapidation de deniers publics, abus de fonction et octroi d'avantages injustifiés à un tiers.

ALGÉRIE- MALI

Alger et Bamako saluent les "avancées" dans la mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali

L'Algérie et le Mali ont salué les "avancées" enregistrées dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, indique lundi un communiqué conjoint ayant sanctionné la visite d'amitié et de travail à Alger du chef de l'Etat malien, Bah N'Daw.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue malien ont réaffirmé, à cet égard, "la pertinence de l'Accord en tant que cadre idoine pour la consolidation du retour définitif et durable de la stabilité dans le pays".

Le président N'Daw a exprimé sa "haute appréciation du rôle-clé" que joue l'Algérie en sa qualité de pays voisin, de chef de file de la Médiation internationale et de président du Comité de suivi de l'Accord, pour "restauration de la paix, la sécurité et la stabilité au Mali dans le strict respect de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Etat du Mali sur toute l'étendue de son territoire".

Il a salué "les efforts inlassables de l'Algérie pour consolider la cohésion entre les Maliens par le dialogue et la promotion de ses valeurs ancestrales du vivre-ensemble et d'entente qui ont toujours prévalu au sein de la société malienne dans sa riche diversité", exprimant "le vif souhait que ce rôle soit poursuivi".

Le président Tebboune s'est félicité, de son côté, de "l'opérationnalisation de tous les organes de la Transition conformément à la Charte et à la Feuille de route de la Transition", saluant l'adoption par le Conseil national de Transition du Plan d'action du gouvernement en ce qu'il vise, à travers ses six axes d'action, à "réunir les conditions nécessaires à l'organisation des prochaines élections générales et au retour à la normalité dans le pays".

Le président Tebboune a souligné "la nécessité impérieuse que la Transition se poursuive dans la sérénité et l'apaisement afin qu'elle puisse être couronnée par la tenue des échéances électorales dans les délais fixés", renouvelant "l'entière disponibilité" de l'Algérie à continuer à apporter son "appui multiforme" à la Transition et réitérant "la détermination de l'Algérie à ne ménager aucun effort pour diligenter la mise œuvre de l'Accord".

Volonté renouvelée pour renforcer davantage la coopération bilatérale

Passant en revue l'état de la coopération bilatérale, les deux chefs d'Etat ont réaffirmé leur "volonté de tout mettre en œuvre" pour renforcer davantage la par-



tenariat liant les deux pays et le diversifier à la hauteur des potentialités et opportunités que recèlent les deux économies respectives. Ils se sont, en particulier, félicités des actions initiées dans les domaines de l'énergie, de la formation, de la valorisation des ressources humaines ainsi que dans le secteur administratif et judiciaire.

Dans le domaine de la coopération militaire, les deux Présidents ont salué la tenue de la Commission mixte militaire, le 9 février 2021, à Bamako et la signature, le 11 février 2021, de la convention de partenariat entre l'Algérie et l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye, tout en se déclarant "satisfaits" de la décision de convoquer prochainement la première session du Conseil d'affaires algéro-malien.

Dans ce contexte, les deux chefs d'Etat ont instruit leurs ministres chargés des Affaires étrangères à l'effet de "s'assurer, à la prochaine réunion du Comité bilatéral stratégique, du parachèvement de la mise en œuvre de toutes les actions convenues dans la feuille de route de coopération en vigueur", notamment dans les domaines prioritaires de la défense et de la sécurité, de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'équipement et des transports, de l'énergie et de l'hydraulique, des mines, de la santé, de la communication.

Les deux ministres ont été également instruits à fixer des objectifs pour la réactivation, "dans les meilleurs délais possi-

bles", des mécanismes de coopération bilatérale, notamment la Grande Commission mixte et le Comité bilatéral frontalier, pour "explorer de nouveaux créneaux de coopération en accordant une attention particulière à la promotion de la réalisation des projets structurants, tel que celui de la Route Transsaharienne, notamment le tronçon Tamanrasset - Kidal - Gao.

Convergence des positions sur les principales questions régionales et internationales

Sur les plans régional et international, les deux chefs d'Etat, tout en réaffirmant leur soutien aux principes de la Charte des Nations Unies et de l'Acte constitutif de l'Union africaine, se sont félicités de "la convergence des positions et des analyses des deux pays sur les principales questions" en la matière.

Ils ont réaffirmé, à ce propos, leur "attachement aux objectifs de l'Union africaine et leur engagement à conjuguer leurs efforts pour la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement sur le continent".

Les Présidents Tebboune et N'Daw se sont félicités, dans cet esprit de l'approbation par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine de la proposition de l'Algérie de créer un fonds spécial dédié aux catastrophes provoquées par le changement climatique en Afrique.

Sur les questions de sécurité régionale, les deux chefs d'Etat se

sont félicités de la tenue de la réunion du Comité d'état-major opérationnel (CEMOC) qui a regroupé les états-majors de l'Algérie, du Mali, du Niger et de la Mauritanie, le 10 février 2021 à Bamako, réunion qui a permis aux quatre pays de "partager leurs analyses et points de vues sur les questions liées à la sécurité dans la région du Sahel".

Les deux Présidents ont réitéré leur "ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations" et convenu de "conjuguer davantage leur efforts dans leurs sphères d'appartenance commune pour venir à bout de ce fléau et de ses connexions, notamment la radicalisation et l'extrémisme violent, le crime transfrontalier organisé, le trafic de drogue, les réseaux de trafic d'êtres humains et la pratique du paiement des rançons contre la libération d'otages, qui continuent de compromettre les efforts de stabilité et de développement des Etats du Sahel".

Ils ont souligné, dans ce cadre, la nécessité d'une "collaboration étroite et régulière entre les pays concernés, notamment ceux du champ". S'agissant de la situation en Libye, les deux chefs d'Etat se sont déclarés "encouragés" par les développements en cours, notamment "l'arrêt des hostilités et la mise en place du gouvernement d'union nationale qui a eu le vote de confiance de la Chambre des représentants du peuple libyen frère".

Tout en appelant les Libyens à

"resserrer leurs rangs pour réussir les échéances de la fin de l'année", ils ont rappelé la nécessité de "mettre un terme à toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires de la Libye, afin de permettre au peuple libyen de décider librement de son sort, en préservant l'unité, l'indépendance et la souveraineté du pays".

Concernant la question du Sahara occidental et l'escalade militaire subséquente entre les deux parties au conflit, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, les deux chefs d'Etat "demandent aux deux parties de reprendre les négociations sous les auspices du secrétaire général des Nations Unies, sans conditions préalables et de bonne foi, en vue de parvenir à une solution politique juste et durable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations unies et l'Acte constitutif de l'Union africaine".

Les deux chefs d'Etat ont appelé l'Union africaine à "apporter sa contribution pour le règlement de ce conflit qui menace la paix et la sécurité sur le continent" et ont exprimé leur "satisfaction suite à la réinscription de ce dossier à l'agenda du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine tel que décidé par la réunion du Conseil, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, tenue le 9 mars 2021".

Ils ont réaffirmé, aussi, leur "soutien indéfectible au peuple païstinien pour l'exercice de ses droits inaliénables, y compris l'établissement d'un Etat indépendant et souverain avec pour capitale El-Qods Echarif, conformément à la légalité internationale".

Les deux chefs d'Etat se sont félicités, enfin, de la "qualité" de leurs entretiens, de même que les "résultats positifs" obtenus au cours de cette visite d'amitié et de travail effectuée les 13 et 14 mars et qui témoigne de la "ferme volonté commune de raffermir davantage les liens de coopération existant dans le sens de leurs diversification et de leur consolidation".

Le Président N'Daw a invité le président Abdelmadjid Tebboune à effectuer une visite d'Etat au Mali à une date qui sera à "convenir d'un commun accord par voie diplomatique", conclut le communiqué conjoint.

LÉGISLATIVES 2021

La période de révision des listes électorales à partir de mardi 16 mars 2021 (ANIE)

La période de révision exceptionnelle des listes électorales, dont la durée est de huit (08) jours, s'ouvrira à partir de la journée du 16 mars 2021 en vue des législatives du 12 juin prochain, annonce dans un communiqué lundi soir l'Autorité Nationale Indépendante des Elections (ANIE).

L'ANIE ajoute que "les citoyens et les citoyennes non inscrits dans les listes électorales en particulier ceux âgés de 18 ans le jour du scrutin, soit le 12 juin 2021, doivent

s'inscrire au niveau de la commission communale de révision des listes électorales dans la commune de leur résidence, placée sous l'autorité de l'ANIE".

"Quant aux électeurs et électrices qui ont changé de lieu de résidence, il doivent se rapprocher de la commission de révision des listes électorales au niveau de leur nouvelle résidence pour leur réinscription", précise le même communiqué, qui a souligné qu'"ils doivent se munir d'une attes-

tation de résidence et d'une pièce d'identité lors de leur inscription" dans leur nouveau lieu de résidence. Les citoyens et les citoyennes, rappelle encore la même source, peuvent "s'inscrire via la plateforme électronique de l'ANIE ["HTTPS://services.ina.elections.dz/register"](https://services.ina.elections.dz/register). Selon l'ANIE, les bureaux de la commission communale de révision des listes électorales sont ouverts de 09 heures du matin à 16:30, hormis les vendredis. Quant aux citoyens

résidents à l'étranger, "ils doivent se rapprocher des commissions de révision des listes électorales au niveau des représentations diplomatiques ou consulaires pour leur inscription conformément aux mêmes modalités". Le président Abdelmadjid Tebboune avait, rappelle t-on, signé jeudi dernier le décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour le 12 juin 2021 pour l'élection des nouveaux membres de l'Assemblée populaire nationale (APN).

FRUITS ET LÉGUMES

Plaidoyer pour l'institution de mécanismes efficaces de régulation des prix

Les membres de la Commission de l'agriculture, de l'hydraulique, de la pêche et du tourisme et celle des finances et de l'économie de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Alger ont appelé, lundi, à l'institution de mécanismes plus efficaces pour réguler les prix dans les marchés de gros et de détail des fruits et légumes, souvent en hausse durant le mois de Ramadan.

Lors d'une visite d'inspection organisée par ces commissions à plusieurs installations économiques d'Alger, le président de la Commission de l'agriculture, Khiati Zaoui a affirmé que l'écart considérable des prix entre les marchés de gros et de détail nécessite la création de nouveaux mécanismes permettant aux instances concernées de s'imposer sur les marchés et de contrôler les prix notamment durant les périodes de soudure.

Estimant que la spéculation et le monopole sont les principales raisons de l'instabilité des prix en dépit de la disponibilité du produit, M. Khiati a mis l'accent sur l'importance du renforcement du contrôle dans les marchés de vente en détail et la poursuite des visites périodiques pour situer les responsabilités dans la hausse des prix à des niveaux "records".

Au niveau du marché de gros des Eucalyptus, certains commerçants se plaignent de certaines parties qui saisissent le mois sacré de Ramadan pour imposer des prix élevés sur le marché.

Rationalisation de la demande pour mettre terme à la hausse des prix

Dans une déclaration à la presse, le directeur de l'Agriculture de la wilaya d'Alger, Yacine Ghediri, a rassuré quant à la disponibilité des produits agricoles avec des prix "raisonnables" pour la majorité, soulignant que le problème réside dans la hausse enregistrée au niveau des commerçants de détail.

Pour sa part, le directeur du Commerce de la wilaya d'Alger, Abdellah Ben Halla a estimé que les prix étaient "libres" et que le citoyen est



en mesure actuellement de choisir la qualité et le prix des fruits et légumes qui lui conviennent, relevant une hausse de la demande durant et avant le mois de Ramadan pour la majorité des produits de consommation. Le même responsable a affirmé, dans ce sillage, que l'huile de table connaît durant cette période une pénurie au niveau du marché en raison "de son stockage par les commerçants qui l'utilisent dans la production de certains produits spécifiques au mois de Ramadhan". Appelant les citoyens à l'impératif de "boycotter" les produits dont les prix connaissent une hausse "anormale", M. Ben Halla a fait état de la création de marchés de proximité dans plusieurs localités d'Alger afin de rapprocher les marchés du citoyen, et ce, en coordination avec les associations des commerçants. Il devra être procédé, dans ce sens, au choix des sites en coordination avec les walis délégués et à l'accès aux produits alimentaires de consommation dans la

matinée et aux produits de beauté et d'autres produits artisanaux dans la soirée.

Localisation du terrain pour la réalisation d'un abattoir à Ouled Chebel

Au cours de cette même visite, les membres de la commission se sont rendus au terrain destiné à la construction d'un nouvel abattoir à Ouled Chebel (Baba Ali), lequel remplacera celui qui a été démolie dans la commune de Mohamed Belouizdad (Alger), en adoptant des modes de réalisation modernes, à travers l'aménagement d'un espace pour la vente en gros et un autre pour le traitement des résidus de têtes ovines et bovines tels la laine, les peaux, les viscères et autres. Ce projet dont la phase d'études a été entamée, sera réalisé sous la supervision de la wilaya d'Alger qui a consacré une enveloppe financière à cet effet. L'abattoir s'étend sur une superficie de 6,7 hectares, dont 4,000m² construits. La capacité de

production de ce projet devrait atteindre 5,000 têtes, selon les heures de travail, le nombre des groupes de travail et la cadence de l'activité, dont 3,000 têtes ovines et plus de 1,000 têtes bovines.

Pour sa part, le président de la Commission des finances et de l'économie, Omar Zoubir Saidi a affirmé que la superficie et la capacité de production de ce projet sont suffisantes pour la satisfaction des besoins de la population de la capitale. En se rendant à la Laiterie "COLAITAL" de Birkhadem relevant du Groupe "GIPLAIT", les membres de la délégation se sont enquis de différents départements de la laiterie, où ils ont souligné la nécessité d'intensifier le contrôle en vue d'assurer la distribution optimale de cette matière à travers les différentes communes et d'éviter son orientation vers l'activité commerciale, relevant l'impératif de solutionner le problème de la hausse des prix du lait subventionné dans certains locaux.

TOURISME

Création d'un programme d'incubation et d'accélération des start-up

Une convention cadre portant la création d'un programme d'incubation et d'accélération national des start-up dans le domaine du tourisme, a été signée lundi à Alger, entre le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail de la famille et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up.

Paraphée par les ministres des deux secteurs, respectivement, Mohamed Ali Boughazi et Yacine El-Mahdi Oualid, cette convention permet aux start-up, à travers ce programme, de proposer des projets innovants dans les secteurs des technologies relatives à l'hôtellerie (HospitalityTech), finances (Fintech), agriculture (Greentech), restauration (FoodTech), santé (HealthTech), produits Bio (BioTech) et à la vente (RetailTech). Baptisé "Siaha Lab", ce programme sera réalisé en collaboration avec le Groupe de l'Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT) et prévoit la création de plusieurs incubateurs et accélérateurs de start-up à travers le territoire national à commencer par celui qui sera inauguré à Hammam Bouhnia (Ain Temouchent), à l'occasion de l'organisation de l'événement

"Oran Disrupt" les 20 et 21 mars prochain, alors que le second incubateur sera inauguré à Ghardaïa en marge de la tenue de la manifestation "Ghardaïa Disrupt" prévue le 10 avril prochain.

Les autres villes retenues pour la première phase de ce programme sont Annaba, Sidi Fredj (Alger), Guelma, Batna, Oran, Tamenrasset, Bechar et Biskra. M. Boughazi a qualifié cette signature de "pas inédit" permettant aux jeunes entrepreneurs et porteurs de projets innovants dans le domaine du tourisme de bénéficier de "l'accompagnement du Groupe HTT" pour concrétiser leurs projets, notamment "en utilisant ses infrastructures" et en bénéficiant de "l'expertise de ses effectifs". Ce programme contribuera à la transition numérique qui est considérée par les plus hautes autorités du pays comme un moyen de sortir de la dépendance aux hydrocarbures, a-t-il précisé en lançant un appel aux start-up pour "s'associer" aux responsables du secteur afin de développer les infrastructures touristiques algériennes et leur permettre de proposer "des services de haute facture".

M. Boughazi a expliqué que son secteur ne pouvait pas rater "le train de l'innovation" qui garantira à l'Algérie de rester "en contact des autres nations" en matière de développement évitant ainsi "la marginalisation et la dépendance". Il a annoncé, à l'occasion, la signature d'un arrêté portant la création de la Commission sectorielle permanente de la recherche scientifique et du développement technologique du secteur. De son côté, M. Oualid a indiqué que cette signature constituait "la base d'un partenariat solide et stratégique" entre les deux départements estimant que le secteur du tourisme a besoin "plus que jamais" d'innovation, d'autant plus que l'Algérie recèle un "potentiel important" dans ce domaine. Il a relevé, en outre, la capacité de l'Algérie à devenir un pôle touristique "continental et régional" grâce à la diversité touristique qu'elle offre, a-t-il estimé. M. Oualid a considéré que les start-up et les projets innovants sont en mesure "d'accélérer la valorisation" de cette richesse touristique en prenant en compte "les nouvelles tendances" qui régissent le secteur du tourisme moderne. Pour sa part, le PDG du Groupe HTT, Lazhar Bouafia, a déclaré que ce programme permettra "d'inventer le tourisme de demain" et cela en se basant sur la technologie et en développant des idées qui pourront être expérimentées dans les structures du groupe public avec la possibilité de les adopter "si elles s'avèrent de valeur".

ENVIRONNEMENT

Les CET appelés à exploiter leurs stocks de déchets pour générer des revenus (ministre)

La ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa, a mis l'accent, lundi depuis Batna, sur l'impératif pour les Centres d'enfouissement technique (CET) d'exploiter leurs stocks importants de déchets en vue de générer des revenus.

"A travers la vente des stocks, ces centres à caractère industriel et commercial seront en mesure de réaliser un autofinancement et d'unités de récupération, outre le financement de ses opérations", a fait savoir Mme Boudjemaa dans une déclaration à la presse au niveau du pôle culturel de la cité Kechida (chef lieu de Batna), dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Batna.

Selon la ministre, "le biogaz pourrait être également extrait de ces déchets qui constituent une matière première, et ce,

en coordination avec les universités au niveau national". Concernant la saturation des excavations existantes au niveau des CET, Mme Boudjemaa a précisé qu'il "s'agit là d'un problème de gestion car, à la base, elles étaient destinées à stocker les déchets intraitables", soulignant que "le financement supplémentaire relatif à la réalisation de nouvelles excavations aurait pu être évité étant donné que le coût de réalisation d'une seule excavation s'élève à 50 millions DA, et ce, à travers l'opération de tri des déchets et l'affectation des excavations aux déchets intraitables uniquement".

Lors de sa visite à la société de gestion des CET de Batna, située à la commune Oued Chaaba, la ministre a reçu des explications sur la situation de la société et visité, à cette occasion, la nouvelle unité de traitement de lixiviat. Cette société dispose actuellement de toutes les structures spécifiques à ce genre de sociétés.

"Les déchets produisent une nouvelle richesse consistant en des matières premières moins coûteuses, dont le traitement du lixiviat des déchets avec extraction d'eau pour l'utiliser à l'irrigation", a ajouté la ministre. A la zone industrielle dans la ville de Batna, Mme Boudjemaa a inspecté l'unité de recyclage des huiles et une autre pour le recyclage et la transformation du plastique dans la commune de Fesdis.

Elle a également écouté un exposé sur l'Entreprise d'hygiène et de nettoyage "CLEAN BAT", et un autre présenté par des chercheurs de l'Université de Batna 1 sur la récupération du biogaz à partir des déchets dans le cadre de la convention conclue

entre cette Université et l'entreprise de gestion des CET.

A la commune de Fesdis, la ministre s'est enquis du projet du Jardin vert avant de visiter la maison de l'environnement au pôle culturel de la cité Kechida, où est organisée une exposition diversifiée des start-up activant dans le domaine écologique.

Au terme de sa visite à Batna, la ministre de l'Environnement a fait état de deux projets au profit de cette wilaya, le premier, d'un montant de 100 millions de DA, pour l'examen et l'élimination de trois (3) déchets anarchiques à N'Gaous, Ras El Aïoun et El Madher, et le second, d'un montant de 150 millions DA, pour la réalisation d'une fosse au niveau des CET à Batna, Barika, Ain Touta.

OUARGLA

Le projet du pôle urbain d'El-Bakrat, "des avancées et des attentes"

Le projet du nouveau pôle urbain d'El-Bakrat, dans la périphérie d'Ouargla, enregistre "des avancées et des attentes", selon les responsables locaux de la direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction (DUAC) de la wilaya d'Ouargla.

Occupant une superficie globale de 9.000 hectares au niveau de la localité d'El-Bakrat relevant de la commune d'Ain El-Beida (Est d'Ouargla), ce projet "avance avec une cadence appréciable avec toutefois l'attente du financement de certaines opérations", ont-ils souligné. Le projet est composé, entre autres, de 2.000 logements sociaux de type public localif (LPL) achevés et finis et des VRD primaires et secondaires qui sont concrétisés à plus de 80%, tandis qu'un marché de gros et un stade de 5.000 places sont actuellement en "phase des dernières retouches", a affirmé le DUAC d'Ouargla, Hamid Ouali. Le nouveau pôle urbain d'El-Bakrat est considéré comme une petite ville moderne qui sera dotée de toutes les commodités nécessaires, a-t-il ajouté à la presse.

Cette nouvelle agglomération urbaine offrira une capacité globale de 28.000 logements, tous types confondus, 300 unités de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) et 460 lots sociaux ont été déjà implantés, outre les 2.000 LPL précités, a-t-il fait savoir.

Le projet englobe aussi d'autres installations et équipements d'ac-



compagnement, selon le Plan d'occupation des sols (POS) préalablement établi et approuvé avec le consentement de tous les services concernés (habitat, énergie et hydraulique notamment), a ajouté le même responsable. Il vise à renforcer le potentiel foncier de la commune d'Ain El-Beida, étant donné qu'une extension du noyau urbain existant de cette collectivité n'a pas été possible, estime M. Ouali ajoutant qu'il reste maintenant la prise en charge d'autres opérations, notamment la réalisation du collecteur principal d'assainissement reliant le pôle au rejet final des eaux usées à Sebkhiet Sefioune (un lac), situé à des dizaines de kilomètres. Ceci, en plus de la réalisation attendue d'une station

d'épuration des eaux usées (STEP), des forages et des châteaux d'eau, qui sont prévus dans l'étude, a-t-il aussi fait savoir. "Pour cela, la direction locale des ressources en eaux (DRE) a déposé, en 2019, une demande au niveau de la commission d'arbitrage au ministère des Finances, et attend l'octroi de l'enveloppe budgétaire".

Ce projet a besoin de la mobilisation d'une enveloppe financière très importante qui dépasse les capacités actuelles locales, a conclu le DUAC d'Ouargla, en signalant que "des démarches sont entreprises, actuellement par la DRE et la wilaya auprès des services centraux et des hautes autorités du pays afin de trouver une solution à cette situation".

TIZI-OUZOU

2^e édition du concours du meilleur agriculteur et éleveur

La deuxième édition du concours du meilleur agriculteur et éleveur de la wilaya de Tizi-Ouzou, a été lancée lundi, par la Chambre locale d'agriculture (CAW), a-t-on appris de son secrétaire général Tarik Benabdellaziz.

Cette compétition vise à valoriser les exploitations, créer une concurrence positive entre les éleveurs et les agriculteurs afin d'améliorer les différentes filières agricoles et aussi faire connaître les agriculteurs qui travaillent dans l'ombre et qui font un travail de qualité, a déclaré à l'APS M. Benabdellaziz.

Dix filières, à savoir la céréaliculture (de consommation et de multiplication), le bovin laitier, l'oléiculture (verger et huilerie), l'élevage caprin, l'aviculture, (poulet de chair et poule pondeuse), la cuniculture, l'arboriculture, la pomme de terre, les cultures maraichères et l'apiculture sont concernées par ce concours, a noté M. Benabdellaziz. Des commissions pour chaque filière, composées de représentants de la CAW, de la direction des services agricoles (DSA), de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) et d'un conseil interprofessionnel, de

d'associations professionnelles et de l'Institut technique de la filière concernée.

Ces sorties sont aussi pédagogiques puisque les membres des commissions qui vont sortir sur le terrain donneront des conseils et des orientations aux agriculteurs pour améliorer leurs explorations et leurs élevages, a-t-il observé.

Les inscriptions sont ouvertes du 15 mars au 31 mai, a-t-on annoncé, ajoutant que les agriculteurs intéressés doivent remplir un formulaire disponible au niveau de la CAW, de la DSA, des subdivisions agricoles, de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), des agences de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA), de l'ITMAS et des agences de la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR) comme ils peuvent le télécharger à partir des pages Facebook de la CAW ou de la DSA, a indiqué M. Benabdellaziz.

La première édition de ce concours a été organisée en 2019, la deuxième édition qui devait être organisée en 2020 a été reportée en raison de la pandémie de la Covid-19, rappelle-t-on.

NÂAMA

Promotion de l'entrepreneuriat au profit des zones d'ombre

Une caravane de sensibilisation et d'information s'est ébranlée lundi à Nâama pour sillonner les zones d'ombre de la région afin de faire connaître les nouvelles mesures visant la promotion de l'entrepreneuriat et la création de micro-entreprises. Cette caravane est animée par des cadres d'antennes locales de plusieurs organismes comme l'Agence nationale d'appui à l'entrepreneuriat, l'ANGEM, la CNAC et des directions du tourisme et de l'artisanat, ainsi que la direction de l'action sociale. Les zones d'ombre des communes d'Ain Sefra, de Moghrar et Mekmen

Benmaamar seront ciblées dans une première étape par les animateurs de la caravane. Le chargé de la communication de l'antenne de l'Agence nationale d'appui à l'entrepreneuriat de Nâama, Ahmed Belmahi, a indiqué que "cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de travail portant sur la stratégie du ministère délégué de tutelle pour être effective sur le terrain, notamment au niveau des zones d'ombre afin de présenter aux populations ciblées l'ensemble des informations à l'effet de créer des petites entreprises et contribuer au développement". "La caravane

poursuivra son travail tout le long du mois de mars et ciblera près de 73 zones d'ombre de la wilaya afin d'informer les populations sur les nouvelles mesures leur permettant d'investir le monde l'investissement et bénéficier du dispositif de l'Agence nationale d'appui à l'entrepreneuriat", a-t-il ajouté.

Parmi les autres mesures, la même source a cité l'octroi de prêts sans intérêts supplémentaires et le refinancement des micro-entreprises notamment celles qui étaient confrontées à des contraintes financières et ce, jusqu'à ce qu'elles trou-

vent la possibilité de rééchelonner leurs dettes et de continuer d'exercer leurs activités. D'autres mesures d'accompagnement portent sur l'attribution d'une partie des locaux réalisés par l'OPI afin d'abriter les jeunes micro-entreprises, outre le renforcement des connaissances, par un programme de formation, des porteurs de projets.

Pour sa part, le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Maazou Abdelhamid, a indiqué que "les animateurs de cette caravane compétent aider à promouvoir plusieurs activités en lien avec l'artisanat assuré par les

fémines des zones d'ombre et offrir divers services en lien avec le tourisme dans des créneaux répondant aux attentes des populations de ces zones et de leurs spécificités".

Le programme de la caravane d'information et de sensibilisation comprend, entre autres, des émissions radios, la distribution de dépliants et supports d'information, de même que la tenue d'expositions de certains projets réussis financés par différents dispositifs de soutien afin d'encourager les jeunes des zones enclavées à suivre ces exemples, ont souligné les organisateurs.

MOSTAGANEM

Formation au profit des chargés de communication des instances publiques

L'association des journalistes de la wilaya de Mostaganem a établi un programme de formation au profit des chargés de communication et d'information au niveau des administrations et des instances publiques dont la première session a été ouverte lundi, a-t-on appris du président de l'association Charef Kassous. En marge de la première session de formation, organisée à la maison de la presse à la cité 5 juillet 1962, M. Kassous a indiqué que "ce programme de formation précède l'accord de partenariat que l'association signera cette semaine avec plusieurs partenaires, à l'instar de la wilaya de Mostaganem, de l'université Abdelhamid Ben Badis et du secteur

de la jeunesse et des sports". Ces accords visent à renforcer la coopération et l'échange d'expériences entre la famille de la presse et les partenaires dans les domaines de "la communication d'entreprise" et de "l'information des jeunes", ainsi que la formation des différents intervenants dans le domaine de l'information et de la communication, ainsi que l'organisation de manifestations et activités inhérentes au domaine ciblé. "Ces actions auront un impact positif sur le développement local et renforceront le droit d'accès du citoyen à l'information", a estimé Charef Kassous. L'universitaire de Mostaganem et encadreur de la première session de formation, Mohamed Me-

rouani, a indiqué que la formation permettra d'améliorer les capacités des chargés de communication dans la rédaction des communications de presse et l'utilisation des nouveaux médias, en plus de l'élaboration d'un plan de communication d'entreprise, la gestion et l'organisation des manifestations et séminaires.

Pour M. Merouani l'adaptation de la communication au nouvel environnement a imposé aux responsables de la communication des charges supplémentaires dont, à titre d'exemple, "la rapidité dans le traitement et la vérification de l'information et sa mise à la disposition du public afin d'éviter les rumeurs et les fake news". Les nouvelles technologies

dans le domaine de l'information ont permis aux personnels impliqués au niveau des instances et des directions publiques de s'orienter vers un domaine plus dynamique à travers l'utilisation de la photo et de la vidéo, ainsi que recourir à l'infographie afin de simplifier et de diversifier l'information mise à la disposition des utilisateurs. La première journée de la session de formation a visé les chargés de communication de plusieurs communes et daïras, des directions exécutives, ainsi que les secteurs des douanes, de la protection civile, des ressources en eau et des instances de sécurité sociale, a-t-on relevé de même source.

CONSTANTINE

Plus de 130 affaires de cybercriminalité enregistrées en 2020

Les services spécialisés dans la lutte contre la cybercriminalité relevant de la sûreté de wilaya de Constantine ont enregistré 136 affaires liées à la cybercriminalité durant l'année 2020, a indiqué lundi le chef sûreté de wilaya, le contrôleur de police, Rachid Boutira.

Pas moins de 86 de ces affaires ont été résolues et ont été entièrement traitées, a précisé le même responsable au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan d'activités de ce corps de sécurité de l'année précédente, soulignant que 106 individus impliqués dans ces affaires

ont été appréhendés. "Les affaires de cybercriminalité ont trait notamment aux atteintes aux personnes et aux systèmes informatiques, à l'usurpation d'identité, à la diffamation, au chantage et à l'escroquerie", a relevé le même intervenant, détaillant que ces affaires ont fait 116 victimes. Il a également fait état d'une "hausse sensible" du nombre d'affaires de cybercriminalité enregistrées l'année dernière par rapport à l'année 2019, où 74 affaires avaient été dénombrées, se traduisant par l'arrestation de 46 personnes alors que le nombre de victimes était de 67 per-

sonnes. Le phénomène de la cybercriminalité jugé "très dangereux", a pris de l'ampleur les dernières années à l'échelle locale, a déclaré M. Boutira qui a mis l'accent sur l'importance de la sensibilisation parmi les jeunes particulièrement et cela par la prévention contre la mauvaise utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Il est à signaler que plusieurs campagnes d'information et de vulgarisation, initiées par les services du même corps de sécurité, ont été organisées pendant la même pé-

riode en faveur des élèves des établissements scolaires, tous cycles d'enseignement confondus. Durant l'année 2020, les différentes unités de la police judiciaire de la wilaya de Constantine ont effectué plus de 15.500 opérations de contrôle ayant ciblé 27.037 foyers de criminalité et endroits de regroupement des citoyens, répartis à travers les 12 communes, a par ailleurs précisé le chef du service de la police judiciaire, le commissaire divisionnaire Yazid Boubakeri.

L'ensemble de ces opérations, a-t-il relevé, ont permis le contrôle de 109.461 personnes dont 15.460

personnes ont été arrêtés, parmi lesquels des étrangers, pour leur implication dans diverses affaires liées notamment à la vente de drogue et à la possession d'arme blanche. Les interventions effectuées dans le domaine de la lutte contre la drogue ont contribué à la saisie, durant cette période, de 5,10 kg de kif traité, 129,21 g de cocaïne et 546,438 comprimés psychotropes avec une hausse de 80,081 unités par rapport à la quantité saisie l'année 2019 où 466,407 comprimés avaient été saisis, a fait remarquer le même officier.

COMMERCE L'APOCE lance une application pour signaler les dépassements

L'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE) a lancé, lundi à Alger, une nouvelle application permettant de signaler tout dépassement dans le domaine commercial, y compris l'augmentation injustifiée des prix, les publicités mensongères et les cas de corruption.

L'application "Acheki" a été lancée lors d'une cérémonie organisée par l'APOCE à l'occasion de la Journée mondiale des droits des consommateurs, en présence du ministre du Commerce, Kamel Rezig, du Conseiller auprès du Président de la République, chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane et de responsables de plusieurs départements ministériels et institutions publiques.

Développée par l'APOCE, l'application permet de faciliter la communication entre le citoyen et les instances compétentes, le consommateur étant désormais en mesure de signaler tout dépassement observé concernant les différents types de produits ou de services prodigués, et ce par la possibilité de se renseigner.

En plus des signalements, ladite application permettra aux consommateurs de se plaindre auprès des autorités de contrôle et de sécurité, a précisé le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi.

Il a ajouté que cette nouvelle application, qui est selon lui "la première du genre" en Algérie, permet à l'utilisateur de fournir des informations détaillées sur la nature de la contrevention à travers les images du produit et les factures, outre la détermination géographique du lieu d'achat ou du lieu de la contrevention.

À travers cette application, le consommateur peut également contacter l'organisation via le numéro de téléphone 3311, ainsi qu'à travers les sites des réseaux sociaux. Concernant le slogan choisi cette année pour la Journée internationale des droits des consommateurs, qui s'articule autour de la "lutte contre la pollution plastique", M. Zebdi a souligné la nécessité de lutter contre ce phénomène, notamment à travers la conjugaison des efforts de tous les acteurs intervenants, y compris le consommateur, qui "préfère toujours l'utilisation des matières plastiques malgré la présence d'alternatives à l'instant des sacs en papier".

Sur cette question, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a souligné l'importance d'intensifier les campagnes de sensibilisation dans le cadre de la lutte contre la pollution de l'environnement par le plastique, pour sensibiliser les consommateurs quant à la nécessité de ne pas jeter de manière anarchique les produits en plastique et inciter à l'utilisation de produits alternatifs.

Dans le même contexte, il a attiré l'attention sur l'intérêt accordé par son département ministériel aux associations de protection des consommateurs qui, selon lui, sont "un partenaire important et essentiel dans le développement de la relation entre les citoyens, les pouvoirs publics et les opérateurs économiques". De son côté, le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane a estimé que "la protection du consommateur algérien ne saurait être assurée sans la fédération des efforts des autorités publiques, des associations professionnelles et de celles de protection du consommateur".

Il a également souligné le rôle de ces associations dans la sensibilisation et l'accompagnement des consommateurs, ajoutant qu'elles ont hissé l'action associative à un niveau "professionnel", voire "institutionnel", à travers leur contribution dans la mise au point de différentes stratégies.

M. Berramdane a en outre évoqué le rôle de ces associations pendant la crise sanitaire, estimant que l'Algérie "connaît aujourd'hui une situation stable, avec la préservation d'un niveau de vigilance, tandis que d'autres pays prennent des mesures plus strictes pour faire face à la pandémie de Covid-19 et recourent souvent à une fermeture totale".

"Cela ne saurait se réaliser sans la conjugaison des efforts des acteurs de la société civile et des institutions de l'Etat, à travers un accompagnement réel et complémentaire", a-t-il ajouté.

À ce titre, le conseiller auprès du président de la République a mis en avant la détermination de l'Etat d'impliquer la société civile dans la lutte contre la corruption, y compris les efforts visant la protection du consommateur contre tout dépassement.

Il a par ailleurs indiqué que la politique adoptée par l'Etat en matière d'exportation des produits algériens vers les pays africains et européens nécessitait le renforcement de cette protection et la focalisation sur la qualité de façon à permettre au produit algérien de concurrencer d'autres produits sur différents marchés.

ENTREPRISES Recensement de 11.000 micro-entreprises défaillantes au niveau national (ministre)

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat, a annoncé, lundi à Tissemsilt, que 11.000 micro-entreprises défaillantes ont été recensées à l'échelle nationale.

Le ministre délégué a indiqué, lors d'une conférence de presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt, que "le nombre de micro-entreprises défaillantes a atteint à l'échelle nationale les 11.000 entités", ajoutant que le fonds national de la garantie relevant de l'Agence nationale d'appui au développement de l'entreprenariat (ANADE) a étudié, la semaine écoulée, près de 500 dossiers introduits en vue de l'effacement des dettes des entreprises défaillantes n'ayant pas pu honorer leurs créances.

Dans ce cadre, il a été décidé l'effacement de 250 dossiers de ces entreprises alors que plus de 230 dossiers ont été rejetés. M. Diafat a souligné que "la stratégie prônée par son département ministériel est basée sur le travail avec les différents secteurs y compris au niveau des wilayas, visant essentiellement à créer l'émulation et l'encouragement des jeunes à créer leur propres micro-entreprises et à participer au développement économique durable". Le ministre a



fait savoir également que les cadres du dispositif de l'Agence nationale d'appui au développement de l'entreprenariat (ANADE) ont effectué, en six mois, des sorties sur site au niveau de 7.000 zones d'ombre réparties à travers le pays. "Les besoins de ces agglomérations secondaires rurales ont été identifiés et concernent notamment la création de micro-entreprises et ce, en fonction des moyens dont disposent ces zones enclavées", a-t-il indiqué. Concernant la grève des travailleurs de l'ANADE, il a souli-

gné que "tous les droits des travailleurs de l'agence seront pris en compte et ce, conformément aux textes de loi", notant que son département ministériel demeure ouvert au dialogue avec le syndicat de cet organe. Cette visite d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt a permis au ministre délégué de s'enquérir de visu des potentialités d'investissements touristiques et forestières que recèle le parc national de Théniet El Had.

Il a également visité deux micro-entreprises, l'une spécialisée dans la production

d'œufs et l'autre assure des produits de maintenance.

Sur place Nassim Diafat a promis au responsable de cette entreprise, implantée au chef-lieu de wilaya, de lui assurer un accompagnement et une prise en charge, en lui offrant un nouveau local approprié. Par ailleurs, le ministre délégué a présidé une cérémonie de remise de diplômes de qualification de nombreux jeunes des zones d'ombre après avoir bénéficié d'une formation ainsi que des décisions d'octroi de facilitations et d'avantages fiscaux ainsi que des aides financières. Il a donné aux responsables concernés des inscriptions pour qu'ils soient à l'écoute des jeunes porteurs de projets éligibles au dispositif de l'ANADE.

Dans la commune d'Ammari, le ministre délégué a visité le siège d'une micro-entreprise spécialisée dans l'industrie des petites machines, des systèmes électriques et de matériel de téléphonie.

Cette entité a été réalisée dans le cadre du dispositif de l'ANADE.

LAIT SUBVENTIONNÉ COLAITAL compte renforcer sa production en prévision du Ramadan

Le complexe laitier d'Alger (COLAITAL) compte renforcer ses capacités de production de lait subventionné à l'effet d'assurer la disponibilité de cette matière de première consommation pendant le mois de Ramadan, a indiqué lundi le Président directeur général (P-dg) de ce complexe public, Mohamed Miraoui.

Recevant une délégation de l'Assemblée populaire de wilaya d'Alger (APW/Alger) et des directeurs des deux secteurs de l'agriculture et du commerce de la wilaya, en marge d'une visite d'inspection au nombre de structures économiques dans la capitale, M. Miraoui a précisé que le complexe laitier s'apprêtait actuellement à débiter le Ramadan avec l'entretien de ses équipements, afin d'accroître le volume de production de lait dont la demande augmente pendant ce mois sacré. De plus, COLAITAL œuvre

pour l'élargissement de son réseau commercial en renforçant les points de vente directe (au nombre de 20) dans la capitale par dix nouveaux points à l'arrivée de Ramadan.

Pour M. Miraoui, l'existence de points de vente fixes au niveau des communes "permettra de recouvrer la confiance du citoyen en la disponibilité de ce produit", ce qui contribuera, selon lui, à la réduction de la surconsommation et le stockage à domicile. Le complexe laitier d'Alger produit un quota de 560.000 litres/jour de lait subventionné, distribué par 130 camions frigorifiques à travers les wilayas d'Alger, Blida et Tipaza.

Outre les patrouilles des commissions de contrôle relevant des secteurs du commerce de l'agriculture, le complexe assure également des missions de contrôle en vue de suivre la destination des quotas de

lait préparé à partir de la poudre subventionnée.

Il a également plaidé pour la valorisation du lait de vache frais par les commerçants notamment au niveau des cafés, des restaurants et des hôtels dans le cadre de l'application des instructions du ministère de l'Agriculture visant à réduire la facture de la poudre de lait importée.

Pour rappel, le complexe produit 25.000 litres de lait de vache par jour.

Pour leur part, les membres de la Commission de l'Agriculture et des Finances à l'APW ont insisté sur l'intensification du contrôle afin de garantir une distribution optimale de cette matière à travers les communes et éviter ainsi son orientation vers l'activité commerciale, appelant à l'impératif de trouver une solution à la hausse du prix du lait subventionné dans certains locaux.

CÉRÉALICULTURE Les apports en engrais et l'irrigation d'appoint pour améliorer le rendement

Les apports en engrais et l'irrigation d'appoint sont deux éléments importants que le céréaliculteur doit maîtriser pour améliorer le rendement de ses cultures, a-t-on appris lundi, du directeur général de l'Institut national du sol, de l'irrigation et du drainage (INSID).

Cherif Negri, qui a animé, dimanche à Ouadhias (au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou) une conférence-débat sur "Les bonnes pratiques pour un meilleur itinéraire technique en céréaliculture", au profit des céréaliculteurs de la région, a expliqué que le rendement des cultures menées en pluvial comme c'est le cas à Tizi-Ouzou, exige un suivi particulier de la culture pour

obtenir de bons rendements. "Tizi-Ouzou, qui mène une culture céréalière en pluviale et qui bénéficie d'une pluviométrie de 400 à 500 mm de pluie/an, le rendement céréalier au niveau de cette wilaya ne doit descendre au-dessous de 40 qx/ha".

Pour atteindre ce rendement, il y a tout un itinéraire technique (travail du sol, dose des semis, fertilisation, désherbage) à suivre, a-t-il observé.

Abordant le volet fertilisation qui, a-t-il relevé, est mal maîtrisé par les céréaliculteurs dont certains, par méconnaissance et manque d'encadrement, ne prennent pas en compte la composition chimique de l'engrais utilisé,

M. Negri a souligné que la culture céréalière exige 5 éléments qui sont l'azote, le phosphore, le potassium, le soufre et le magnésium. Des éléments, a-t-il expliqué, qui doivent être apportés à différentes étapes de la culture en respectant un dosage bien précis qui est de trois unités d'azote, 3,5 de phosphore, 1,5 de potassium, 400 gr de soufre et 400 gr de magnésium, pour la culture de blé (avec une légère variation pour le blé dur ou tendre).

Le DG de l'INSID a observé que pour le blé, l'azote est l'élément qui permet d'améliorer le rendement, le phosphore favorise le système racinaire (développement de la plante) alors que le potassium

joue plusieurs rôles dont la résistance de la culture à la sécheresse, aux maladies et au froid. Une vidéo détaillée sur le dosage des engrais sera mise en ligne par la Chambre de wilaya de l'agriculture (CAW) sur sa chaîne Youtube afin de permettre aux céréaliculteurs de profiter des conseils de M.

Negri et d'améliorer leurs rendements, a-t-on appris du président de cette Chambre, Hamid Saïdani.

La CAW de Tizi-Ouzou a initié le 4 de ce mois de mars une caravane de sensibilisation sur le développement de la culture de céréales et visant l'amélioration de la production céréalière à Tizi-Ouzou et de préserver cette filière.

PÉTROLE

Le panier de l'Opep se maintient à plus de 68 dollars le baril

Le prix du panier de l'Opep, constitué de 13 bruts dont le Sahara Blend algérien, se maintient à plus de 68 dollars le baril, le niveau le plus élevé enregistré depuis plus d'un an et ce dans un contexte d'espoir quant à une reprise de la demande mondiale et les efforts de l'Opep+.

"Le prix du panier de référence de l'OPEP de bruts (ORB) s'est élevé à 68,18 dollars le baril lundi, après avoir terminé la semaine écoulée à 68,14 dollars", selon les données publiées mardi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Introduit en 2005, l'ORB est également composé de Girassol (Angola), Djeno (Congo), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Iraq), Kuwait Export (Koweït), Es Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Meruy (Venezuela).

Cette progression intervient dans un contexte d'amélioration des prix de brut, dont le Brent qui a atteint en ce mois son niveau le plus haut depuis janvier 2020 en dépassant la barre des 70 dollars. Le baril



de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé la séance de lundi à 68,88 dollars à Londres après avoir passé dans la journée la barre des 70 dollars le baril. Plusieurs analystes expliquent cette progression par l'optimisme

quant à une reprise de la demande mondiale avec les chiffres encourageants publiés lundi sur l'économie chinoise, deuxième économie mondiale.

Selon les chiffres du Bureau national chinois des statistiques, "la production

industrielle de la Chine a progressé de 35,1% sur les deux premiers mois de l'année comparé à janvier/février 2020, tandis que les ventes de détail, principal indicateur de la consommation, ont augmenté de 33,8%".

D'autre part, les prix restent soutenus par les efforts de l'Opep et ses alliés dans le cadre de la Déclaration de coopération en limitant pour le quatrième mois consécutif la hausse de leur production à 500.000 barils le jour en plus des ajustements volontaires de l'Arabie Saoudite reconduits pour le mois d'avril prochain.

Dans son dernier rapport mensuel, l'Opep a révisé à la hausse ses prévisions concernant la demande mondiale de pétrole en attendant un rebond de 5,9 millions de barils (mbj) pour atteindre 96,3 mbj cette année.

ACCORD COMMERCIAL UE-MERCOSUR

450 ONG appellent à un abandon de l'accord

La pression monte dans la société civile: 450 associations et ONG réunies dans le collectif Stop Ceta-Mercosur ont appelé lundi les gouvernements à abandonner l'accord entre l'UE et le Mercosur, qui doit encore être ratifié par les 27.

Pour le collectif, l'accord entre l'Union européenne et l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay réunis au sein du Mercosur "appartient à une lignée d'accords commerciaux obsolètes qui datent du 20e siècle et qui ont détruit la planète". Il va "aggraver la destruction et l'effondrement de la biodiversité de l'Amazonie, du Cerrado et du Gran Chaco en raison de la

hausse des quotas d'importation de bétail et d'éthanol vers l'Europe, perpétuant un modèle agricole extractiviste fondé sur le sur-pâturage, l'expansion de l'élevage intensif avec des parcs d'engraissement pour le bétail, et des monocultures dépendantes des pesticides et produits chimiques", soulignent les signataires parmi lesquels Attac, Greenpeace, Oxfam ou encore Extinction Rebellion UK.

La déclaration de la coalition s'émue de voir le futur traité "détruire les moyens de subsistance de très nombreux paysans et petites exploitations familiales en Europe et Amérique du Sud". Il risque

aussi d'aggraver "la dépendance des économies sud-américaines aux exportations à bas prix de matières premières".

L'accord conclu en 2019, après plus de 20 ans de négociation, vise à créer un marché de quelque 750 millions de consommateurs entre les 27 pays de l'Union européenne et les quatre pays du Mercosur.

Mais le processus de ratification s'est ralenti depuis la multiplication des incendies dans l'Amazonie, la France et l'Allemagne notamment déplorant le manque d'engagement du Brésil à défendre l'environnement.

USA

Le plan Biden va profiter à plusieurs pays dont la Chine (étude)

La Chine sera le premier bénéficiaire du plan de relance de l'administration Biden de 1.900 milliards de dollars, et en Europe, c'est l'Allemagne qui devrait voir ses exportations le plus stimulées par la demande américaine, prédit une étude d'Euler Hermès publiée mardi.

Les retombées de ce stimulus budgétaire exceptionnel, dont des chèques de jusqu'à 1.400 dollars par personne qui ont commencé à être envoyés aux foyers américains, devraient générer un surplus d'exportations de 360 milliards de dollars d'ici à la fin 2022, a calculé l'assureur-crédit.

Car si une partie de l'argent sera utilisé par les Américains pour rembourser leurs dettes, une partie sera également dépensée et "la hausse de la demande intérieure ne sera pas complètement absorbée par les producteurs américains", pronostique Euler Hermès.

Le stimulus budgétaire

devrait ainsi "générer une croissance additionnelle des exportations chinoises vers les Etats-Unis de 60 milliards de dollars en 2021-2022, selon l'étude.

En conséquence, le déficit commercial américain devrait se creuser pour atteindre 4,5% du PIB d'ici 2022, contre une moyenne de 2,9% lors des cinq dernières années, selon la filiale d'Allianz.

La volonté de rééquilibrer les échanges entre les deux premières puissances économiques mondiales était pourtant à l'origine de la guerre commerciale déclenchée par l'ancien président Donald Trump à coups de hausses de droits de douane.

Après la Chine, le Mexique (+45 milliards) et le Canada (+38 milliards) devraient aussi fortement bénéficier du stimulus.

En Europe, les exportations allemandes vers les Etats-Unis devraient croître de 22 milliards, portant leur total en 2021-2022 à 56 milliards. Le Royaume-Uni (+16

milliards) et l'Irlande (+13 milliards) sont aussi bien placées pour profiter des retombées du plan Biden. Mais les exportateurs français devraient

aussi tirer leur épingle du jeu: la hausse attendue est de 10 milliards de dollars grâce au stimulus, à égalité avec la Suisse.

AUSTRALIE - SINGAPOUR

L'Australie et Singapour envisagent une "bulle de voyage" entre eux

L'Australie "travaille avec Singapour" à l'établissement d'une "bulle de voyage" entre les deux pays pour juillet, afin de relancer le tourisme anéanti par l'épidémie de coronavirus, a annoncé dimanche un ministre australien.

L'Australie "travaille avec Singapour en ce moment pour éventuellement une bulle" de voyage à partir de "juillet", a dit le vice-Premier ministre Michael McCormack sur la télévision publique ABC. "Au fur et à mesure que le vaccin sera déployé, non seulement en Australie mais dans d'autres pays, nous ouvrirons davantage de bulles".

L'Australie avait fermé ses frontières dès le début de la pandémie afin d'empêcher toute flambée épidémique sur son territoire. Les personnes ne détenant pas la citoyenneté australienne ne pouvaient entrer dans le pays, sauf exception. L'accord devrait permettre aux Australiens et aux Singapouriens qui ont été vaccinés contre le Covid-19 de voyager entre les deux pays sans avoir à observer de quarantaine, selon The Sydney Morning Herald.

Le journal avance aussi que Canberra espère que des visiteurs de pays tiers, voyageant pour les études ou les affaires,

ETATS-UNIS

L'administration Biden n'écarte pas la mise en place d'un impôt sur la fortune (Trésor)

L'administration Biden n'écarte pas la mise en place d'un impôt sur la fortune, pour faire participer les entreprises et ménages les plus aisés au financement des dépenses engendrées par la crise, a indiqué dimanche le secrétaire au Trésor, Janet Yellen.

"C'est quelque chose que nous n'avons pas encore décidé et que nous pouvons examiner", a indiqué Mme.

Yellen, interrogée sur la chaîne ABC, soulignant que "le président Biden, au cours de la campagne, a proposé (...) des alternatives qui ont un impact similaire".

Joe Biden avait proposé "que les entreprises et les particuliers aisés paient davantage pour répondre aux besoins de l'économie, aux dépenses nécessaires, et à plus long terme, je pense que nous présenterons des propositions pour maîtriser les déficits", a détaillé la secrétaire au Trésor, équivalent du ministre de l'Economie et des Finances.

Les milliers de milliards de dollars dépensés depuis un an pour aider les entreprises et les ménages, à travers les plans de relance successifs, à faire face à la crise provoquée par la Covid-19, ne cessent de creuser le déficit.

Les républicains, notamment, ont fait état de leur inquiétude quant aux conséquences sur la dette du plan d'urgence de 1.900 milliards de dollars qui a été adopté mercredi au Congrès et signé jeudi par Joe Biden.

Et un nouveau plan, visant à investir dans les infrastructures et les énergies vertes pour créer des emplois, doit encore être présenté.

Mais les taux d'intérêt exceptionnellement bas diminuent considérablement le coût de la dette.

Ainsi, "bien que la dette ait considérablement augmenté, les intérêts sont restés relativement faibles par rapport à la taille de l'économie", a relevé Mme Yellen.

Pendant, "nous devons nous assurer que l'économie, le budget, sont sur une trajectoire durable.

(...) à plus long terme, nous devons maîtriser les déficits", a-t-elle reconnu.

La secrétaire au Trésor a de nouveau balayé les craintes d'un retour de l'inflation, qui ont agité les marchés à cause de l'argent injecté dans l'économie, au moment même où la campagne de vaccination est menée tambour battant aux Etats-Unis.

Le boom économique attendu à partir du printemps devrait faire augmenter certains prix, mais les risques d'inflation sont, selon elle, bien moins élevés que celui de voir une cicatrice durable sur le marché du travail avec un plan de relance moins généreux.

"Je ne pense qu'il y a un petit risque.

Et je pense que c'est gérable", a-t-elle assuré, anticipant "un mouvement temporaire".

ENVIRONNEMENT

L'Algérie consomme 7 milliards de sacs en plastique par an (ministre)

L'Algérie consomme près de sept (7) milliards de sacs en plastique par an, a fait savoir lundi à Alger la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa, appelant à l'adoption de législations limitant les dangers de l'utilisation du plastique sur la santé et l'environnement.

Dans une allocution lue en son nom par la SG du ministère, Meriem Ben Mehdi, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs, célébrée cette année sous le slogan "La lutte contre la pollution plastique", la ministre a indiqué que "l'Algérie fait partie des grands consommateurs des sacs en plastique au niveau mondial", ajoutant que "60 à 80% des déchets plastiques sont jetés dans la nature, la mer et les Oueds".

Elle a relevé, dans ce sens, l'existence de "simples" méthodes pour contenir les déchets plastiques dont les opérations de broyage, de dissolution et de pompage ce qui permet leur transformation en de nouveaux produits recyclés y compris les matières d'échappement.

Mme. Boudjemaa a plaidé pour le lancement d'une réflexion sur ce point en tenant compte du sort du sac en plastique après son utilisation ainsi que les séquelles sanitaires, urbaines et environnementales qui pourraient en découler.

En outre, "les dernières inondations démontrent le risque que constituent ces



déchets plastiques qui bloquent, parfois, les réseaux d'évacuation sanitaires en zones urbaines en sus des gaz à effet de serre (GES) contribuant à l'aggravation du réchauffement climatique, explique la ministre.

Selon les chiffres avancés par la première responsable du secteur, les déchets ménagers contiennent 17% de plastique soit 130.000 tonnes/an de la quantité annuelle produite au niveau national.

De son côté, le ministre du Commerce, Kamel Rezig a souligné l'importance d'intensifier les campagnes de sensi-

bilisation des consommateurs à la nécessité d'éviter le jet anarchique du plastique et d'inciter à l'utilisation de produits alternatifs.

Concernant la protection des consommateurs, il indique que son département ministériel avait préparé plusieurs textes législatifs, en cours de signature et de publication au Journal officiel (JO), relatifs au service après-vente ainsi qu'aux conditions d'hygiène appliquées dans les structures de restauration.

Il s'agit également de la réglementation technique fixant les conditions et moda-

lités applicables à l'apposition du code-barre sur les produits destinés à la consommation humaine et des caractéristiques des produits en caoutchouc destinés au contact alimentaire.

Pour sa part, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar a fait savoir que son département ministériel élaborait des projets de textes réglementaires, lesquels sont "à un stade très avancé" et permettront de renforcer la protection des droits des consommateurs, à l'instar du projet de décret exécutif relatif à la portabilité des numéros et de celui d'arrêté exécutif fixant les conditions et modalités de certification des équipements bancaires et des installations électriques sans fil.

Au terme de cette cérémonie, MM.

Rezig et Boumzar ont supervisé l'émission d'un timbre-poste à l'occasion de la Journée mondiale des droits des consommateurs, consacré au thème "Consommons Algérien".

Conçu par le regretté plasticien Karim Tamardine, ce timbre sera émis en 200.000 exemplaires.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
38 morts
et 1 342 blessés
en une semaine

Trente-huit (38) personnes ont trouvé la mort et 1.342 autres ont été blessées dans 1.129 accidents de la route survenus la semaine passée (du 7 au 13 mars), à travers le territoire national, indique, mardi, un communiqué de la Direction générale de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Biskra avec 05 personnes décédées et 43 autres blessées suite à 33 accidents de la route, précise la même source.

Les unités du même corps ont effectué en outre, 854 interventions pour l'extinction de 510 incendies urbains, industriels et autres.

Ils ont également effectué 5.608 interventions pour l'exécution de 4.853 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

S'agissant par ailleurs, des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 307 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens le respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Elles ont effectué aussi 192 opérations de désinfection générale à travers le territoire national qui ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publique et privés, quartiers et Ruelles, où 981 agents, tous grades confondus, 203 ambulances et 94 engins ont été mobilisés, conclut le communiqué.

Deux études pour la réalisation d'une pépinière de Cèdre de l'Atlas et de classification du Genévrier thurifère

Le ministère de l'Environnement procèdera au financement de deux études pour la réalisation d'une pépinière de Cèdres de l'Atlas et la classification de la région du Genévrier thurifère à Batna, a annoncé lundi la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa. S'exprimant en marge de son inspection du projet de réalisation du jardin urbain dans la commune de Fesdis, la ministre a indiqué que "le travail sera élaboré en

coordination avec la Direction générale des Forêts (DGF)". Cette initiative, selon la même responsable, s'inscrit dans le cadre de la loi relative à la protection des ressources naturelles dont celles en voie de disparition, d'où la réalisation d'une pépinière de Cèdres de l'Atlas en vue de réaliser le renouveau naturel de cet arbre symbolique dans les Aurès, précisant que la superficie de la pépinière est de 11.000 hectares dont 6.000 au niveau du parc

national de Belezma, selon la DGF. Par ailleurs, l'étude relative à la classification de la région du Genévrier thurifère, appelé localement "Aywel", comme réserve par les services des forêts, vise à préserver ce type d'arbres spécifiques à la région des Aurès (notamment Batna) dont le nombre d'arbre restant est de presque 100 arbres. Après avoir suivi les explications sur les deux classes d'arbres, la ministre a insisté sur l'impératif d'associer l'univer-

sité et de sensibiliser les jeunes porteurs de projets à l'investissement dans ce domaine à travers l'extraction des huiles essentielles d'autant que l'Algérie dispose de ressources importantes. Lors de sa visite dans la wilaya de Batna, Mme. Boudjemaa a inspecté différents projets relevant de son secteur.

Une opération de plantation de Cèdres de l'Atlas a eu lieu en présence de la ministre au niveau du parc national de Belezma.

CONSTANTINE

Les prénoms amazighs et turcs en vogue

Symboles de l'identité personnelle, les prénoms des nouveaux nés font souvent l'objet d'une profonde réflexion des parents en quête d'authenticité pour certains, d'originalité pour d'autres, puisant pour ce faire dans le répertoire amazigh ou les trames des feuilletons égyptiens, syriens ou turcs plus récemment, comme l'attestent les registres des naissances de l'état civil de Constantine.

Dans le bureau exigü des inscriptions des naissances du service de l'état civil du chef-lieu de wilaya, dont le siège est situé en plein cœur de la ville, dans la rue du 20 Août 1955 (quartier de Aouinet El Foul), livrets de famille et actes de naissance sont empilés par dizaines dans l'attente d'être enregistrés par les agents assignés à cette tâche.

S'actuant pour tout consigner et remettre les documents aux tuteurs des nouveau-nés, les agents en charge de l'enregistrement des naissances ont révélé à l'APS que les prénoms choisis fluctuent, une année après l'autre, en fonction des desiderata des parents et de leurs proches qui puisent leurs "perles" dans les séries et feuilletons orientaux voire occidentaux du moment et bien évidemment en "écumant" les moteurs de recherche. "A chaque nouveau feuilleton, nous constatons une évolution du répertoire des prénoms", confie Salha une employée du bureau d'inscriptions des naissances, soulignant que la tendance est aux prénoms turcs, avec une prédominance depuis début 2021 du prénom féminin Ayla, alors qu'en 2020 c'est plutôt Myral qui occupait, dit-elle, le haut du podium chez les filles et Daniel qui a fait son entrée chez les garçons. Et d'ajouter : "Nous relevons également bon nombre de propositions de prénoms extravagants, incohérents, parfois incongrus ou à connotation religieuse, mais qui relèvent de la pure invention à l'image de +Abdelouadjed+ ou encore le prénom +Azraël+ qui ont été carrément refusés par nos services". Cette même employée a également précisé que les parents sont avisés quand un prénom n'a aucun sens ou

susceptible de porter préjudice à leur enfant, mais il arrive que certains parents insistent en maintenant leur choix initial en saisissant le procureur de la république pour l'avaliser".

Force est de constater que certains parents s'accrochent aux prénoms choisis aussi farfelus soient-ils, mettant en avant les listes inventoriées par le moteur de recherche "Google", s'interloque la même source.

Les prénoms amazighs, symboles d'authenticité

Obéissant à une nomenclature actualisée chaque année par la tutelle, composée de 150 prénoms dédiés aux filles et 150 prénoms pour les garçons, "les prénoms amazighs sont tendance ces dernières années et semblent avoir la cote auprès des jeunes parents à la recherche d'authenticité", a souligné l'un des employés du bureau d'inscription des naissances.

Renfermant plusieurs colonnes de prénoms amazighs féminins et masculins tels que Koulla, Dihiya, Djouza, Aylana, Asafou, Azwaw, Branis, Iguem et Massinas et bien d'autres, cette nomenclature officielle est ainsi mise à la disposition des parents désirant opter pour un prénom amazigh, symbole de la grandeur de la Numidie et, par ricochet, de l'identité nationale.

"Certains parents ont toutefois besoin d'être canalisés essentiellement quand le choix du prénom de leur enfant, qui échoit souvent à la future mère, en quête d'originalité risque de tomber dans la démesure ou le désaccord avec le père de l'enfant", a souligné la même source, révélant avec humour le cas d'un citoyen qui voulait changer le prénom de son fils prénommé Siradj, car il ne voulait pas, dit-il, que son enfant soit traité plus tard de "cirage pour les chaussures".

De son côté, Hilal Bouderbala, directeur de la réglementation et des affaires générales (DRAG) de la commune de Constantine, a indiqué à l'APS que les prénoms susceptibles de porter atteinte aux composantes de l'identité nationale et à

la religion sont interdits", relevant par ailleurs la problématique des prénoms composés qui embarrassent les agents pour cause de manque d'espace sur les documents de l'état civil ou de leur sens ambigu. Le même responsable a fait état, à ce titre, du cas d'un citoyen et cadre de la wilaya de Constantine qui a procédé au changement du prénom composé "3 en 1" de sa fille à quatre reprises pour des raisons personnelles et vertueuses, mais aussi d'espace inadapté sur l'extrait de naissance.

Une société en mutation

Approché par l'APS, le sociologue Abdallah Hammadi, estime que "la mutation de notre société durant les quatre dernières décennies, s'est concrètement traduite par une évolution de l'éventail des prénoms attribués aux nouveau-nés, particulièrement depuis l'avènement du multipartisme, des réseaux sociaux et l'invasion informationnelle des grandes nations à travers les moyens de communication modernes".

"Les feuilletons égyptiens et syriens à une époque, puis turcs actuellement transmis par la télévision algérienne ont forcément introduit dans les foyers de nombreux prénoms et influé sur le choix des femmes d'autant que le plus souvent c'est la mère qui choisit le ou les prénoms de son enfant", a-t-il expliqué. L'universitaire, également écrivain et chercheur, a mis l'accent sur la tendance très en vogue actuellement des prénoms composés qui peuvent générer, dit-il, de par leur extravagance et leur longueur de "profonds complexes et handicaps à l'enfant dans sa vie future et ses relations avec autrui, en plus des inévitables erreurs de transcriptions commises parfois au niveau de l'état civil".

Le Pr. Hammadi a déploré, en outre, la disparition des anciens prénoms algériens alors qu'ils avaient "résisté à plus de 130 années de colonialisme".

YÉMEN

HRW accuse les rebelles d'un incendie ayant tué des dizaines de migrants

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a accusé mardi le groupe Ansar Allah di Houthis du Yémen d'avoir lancé des "projectiles non identifiés" sur un centre de migrants à Sanaa, provoquant un incendie ayant fait des dizaines de morts.

L'incendie a eu lieu le 7 mars dans un centre de rétention de la capitale yéménite, aux mains des rebelles Houthis comme la majeure partie du nord du Yémen.

"Des dizaines de migrants sont morts brûlés (...) après que les forces de sécurité des Houthis ont lancé des projectiles non identifiés dans un centre de détention pour migrants à Sanaa, provoquant un incendie", a dénoncé HRW dans un communiqué.

Selon l'ONG, les gardes du centre avaient réuni dans un hangar des migrants, essentiellement éthiopiens, qui protestaient contre leurs conditions de détention.

Ils ont ensuite lancé deux projectiles dont l'un "a explosé bruyamment et a déclenché un incendie".

"J'étais terrifié (...) Les gens toussaient, le matelas et les couvertures ont pris feu.

Les gens ont été +rôtis+ vivants. J'ai dû marcher sur



des cadavres pour m'échapper", a raconté un migrant cité dans le communiqué de HRW. Selon l'ONG, des centaines de survivants ont été soignés pour leurs brûlures dans des hôpitaux de la capitale qui étaient étroitement gardés par les Houthis, compliquant l'accès des humanitaires aux blessés. L'Organisation internationale

pour les migrations (OIM) avait demandé la semaine dernière un "accès humanitaire urgent" aux migrants.

Elle avait fait état de divers bilans d'associations estimant entre 40 et 60 le nombre de morts. "L'incident (...) ne devrait pas être politisé ou instrumentalisé", a déclaré à HRW Mohammed Abdelsalam, un porte-parole

des Houthis, selon le communiqué, alors que de nombreux internautes yéménites dénoncent un "massacre" sur Twitter avec le hashtag "Black Lives Matter".

Mohammed Abdelsalam a demandé l'ouverture de l'aéroport de Sanaa, sous blocus saoudien, pour que les migrants "puissent rentrer chez eux". Depuis plus de six ans, le Yémen est ravagé par une guerre opposant les Houthis, soutenus par l'Iran, aux forces gouvernementales, appuyées par une coalition menée par Ryad.

Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts selon des ONG et entraîné la pire crise humanitaire actuelle au monde, selon l'ONU.

Malgré la guerre, des migrants de la Corne de l'Afrique continuent de transiter par le Yémen dans l'espoir de rejoindre les riches pays du Golfe voisins.

JORDANIE

Un quart des réfugiés syriens souffrent d'insécurité alimentaire (PAM)

Un réfugié syrien sur quatre vit dans l'insécurité alimentaire en Jordanie et 65% sont sur le point de s'y retrouver, a affirmé lundi le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) dans ce pays.

"L'insécurité alimentaire parmi les réfugiés syriens a nettement augmenté depuis le début de la pandémie et elle est à son niveau le plus haut depuis leur arrivée en Jordanie il y a dix ans", a expliqué Alberto Correia Mendes, lors d'une visioconférence avec la presse à laquelle participaient toutes les agences de l'ONU en Jordanie.

"Les familles demandent à leurs enfants de manger moins, les font quitter l'école pour les envoyer travailler ou mendier", a-t-il souligné.

"Nous devons garder le cap car les familles ont besoin urgent de notre appui.

L'aide du PAM représente 60% du total des revenus des familles", a-t-il dit.

Fuyant la guerre dans leur pays depuis 2011, 660.000 Syriens sont enregistrés auprès de l'ONU en Jordanie mais les autorités jordaniennes font état de 1,3 million de réfugiés syriens.

"Avant que soit trouvée une solution politique permettant le retour des réfugiés en Syrie, nous devons faire en sorte qu'il y ait des opportunités suffisantes afin que les réfugiés soient des éléments productifs de la société", a déclaré pour sa part Dominik Bartsch, le représentant du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) à Amman.

MOZAMBIQUE

L'ONG Save the Children dénonce le meurtre d'enfants

Des enfants, certains âgés de peine onze ans, ont été victimes de meurtres dans le Cabo Delgado, province stratégique du nord-est Mozambique en proie à des attaques armées, a dénoncé mardi l'ONG britannique Save the Children.

Près de 670.000 personnes ont fui les attaques des groupes armés qui terrorisent depuis plus de trois ans cette province riche en gaz naturel.

Le conflit a fait au moins 2.600 morts, dont plus de la moitié de civils, selon des ONG.

"Les informations concernant des attaques contre des enfants nous dégoûtent", a déclaré Chance Briggs, responsable du Mozambique au sein de Save the

Children. L'organisation relaie sur son site internet les témoignages de familles déplacées, dont celui d'une mère de 12 ans, qui raconte comment son fils de 12 ans a été décapité près de l'endroit où elle se cachait avec ses trois autres enfants.

"Cette nuit-là, notre village a été attaqué et nos maisons ont été brûlées", détaille cette mère.

"Nous avons essayé de fuir dans les bois, mais ils ont pris mon fils aîné et l'ont décapité. Nous ne pouvions rien faire parce que nous aurions été tués aussi". Une autre femme, âgée de 29 ans, explique avoir fui son village dans des conditions difficiles avec trois de ses quatre enfants, après le meurtre de son fils

de 11 ans par des hommes armés.

"Toutes les parties à ce conflit doivent assurer que les enfants ne sont jamais pris pour cibles", a déclaré Chance Briggs.

"Les violences doivent cesser, et les familles déplacées doivent être soutenues", a-t-il insisté, soulignant que près d'un million de personnes étaient menacées de famine.

Un groupe armé désigné localement sous le nom d'"Al-Shabab" a lancé une sanglante insurrection en 2017 dans la province de Cabo Delgado, frontalière de la Tanzanie, avant de faire allégeance en 2019 au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech).

ETHIOPIE

Au moins 42 morts dans deux accidents

Au moins 42 personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées dans deux accidents séparés survenus lundi dans l'Etat régional éthiopien d'Amhara, ont indiqué les autorités locales. Trente personnes

ont trouvé la mort et six autres ont été blessées dans une collision entre un autocar et un camion de transport de marchandises dans la ville de Motta dans la région du Gojjam oriental de l'Etat régional d'Amhara,

ont précisé les responsables locaux, cités par des médias.

Le deuxième accident dû au renversement d'un camion de transport, a fait 12 morts et plusieurs blessés, selon le bureau de com-

munication de Gonder Sud de l'Etat régional d'Amhara.

Selon la police éthiopienne, l'Ethiopie a enregistré plus de 20.600 accidents de la route entre juillet et décembre 2020, faisant un total de 1.848 morts.

FRANCE - CORONAVIRUS

L'UE n'exclut pas des recours juridiques contre AstraZeneca (ministre français)

L'Union européenne "n'exclut pas" des recours juridiques contre le laboratoire AstraZeneca, a déclaré mardi le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, en déplorant des "coups de canif dans le contrat" suite aux retards de livraison annoncés par le groupe.

"Il y a des inquiétudes et plus que ça, sans doute un certain nombre de coups de canif dans le contrat et l'Europe ne sera pas une forme de bisounours sympathique qui donne de l'argent et n'attend rien en retour", a déclaré Clément Beaune au micro de Radio Classique.

"Nous défendrons nos intérêts", a-t-il ajouté. "Il peut y avoir des recours juridiques. On ne l'exclut pas".

Le groupe AstraZeneca a annoncé

samedi de nouveaux retards de livraison de son vaccin contre le Covid-19 à l'UE, invoquant des restrictions d'exportation.

"Il faut mettre la pression, on est plus fort entre Européens que si la France le faisait toute seule", a estimé Clément Beaune. "Avant les recours judiciaires, il y a la pression politique, ou même du conseil d'administration, en interne dans l'entreprise".

"S'il faut faire des recours juridiques on les fera mais ça met du temps.

Aujourd'hui l'urgence c'est produire", a-t-il martelé.

Le président Emmanuel Macron a annoncé lundi la suspension de la vaccination avec le vaccin AstraZeneca, assurant qu'il agissait conformément à une

"stratégie européenne". Au centre de cette méfiance, quelques cas suspects de thrombose.

Clément Beaune a émis le souhait que le vaccin puisse être de nouveau utilisé après un feu vert scientifique.

"On espère bien l'utiliser quand scientifiquement ce sera conforté", a-t-il indiqué, rappelant que plusieurs autres vaccins étaient utilisés et qu'AstraZeneca n'était "pas l'alpha et l'omega" de la campagne de vaccination.

Le ministre a par ailleurs assuré que l'Union européenne produirait entre 2 et 3 milliards de doses annuelles d'ici la fin de l'année, faisant d'elle le premier producteur de vaccins au monde avec les Etats-Unis.

RUSSIE

Un Russe plonge sous la glace à 80 mètres de profondeur

Le plongeur russe vedette, Alexey Molchanov, a revendiqué mardi un nouveau record en descendant à 80 mètres de profondeur en apnée dans les eaux glacées du Baïkal en Sibérie, le lac le plus profond au monde. En tenue de plongée bleue, il s'est enfoncé à travers une large ouverture creusée dans la glace devant un petit groupe de journalistes et spectateurs avant de réapparaître quelques minutes plus tard le sourire aux lèvres. "Pour moi, l'apnée n'est pas seulement un travail ou un passe-temps, mais l'affaire de toute une vie, et je suis ravi d'avoir cette nouvelle opportunité de partager ce sport incroyable avec le plus grand public possible", a déclaré, selon un communiqué, Alexey Molchanov, 34 ans.

Le livre Guinness doit encore homologuer le record. "Je voudrais dédicier ce nouveau record à cet endroit étonnant où nous nous trouvons actuellement.

Le Baïkal est un phénomène naturel unique et un organisme vivant, qu'il est important de préserver pour les générations futures", a-t-il ajouté.

Star russe de la plongée en apnée, Alexey Molchanov détient de nombreux records et 14 titres de champion du monde.

Sa mère Natalia Molchanova, elle-même championne de ces disciplines, a disparu lors d'une plongée en Espagne en 2015.

Igor Kobzev, gouverneur de la région d'Irkoutsk sur laquelle se trouve une partie du Baïkal, a salué sur Instagram la performance en relevant que la température de l'eau en ce moment y est de seulement 3 C.

"Alexey attire l'attention sur les problèmes environnementaux et la pureté de l'eau.

Cela mérite le respect", a-t-il dit.

Plus grand lac d'eau douce du monde et l'un des lieux les plus célèbres de Russie avec ses vastes étendues glacées pendant l'hiver, le Baïkal est confronté depuis des décennies à des problèmes écologiques.

Le Baïkal souffre notamment d'une invasion d'algues, d'un intense tourisme et des feux de forêts qui l'entourent chaque année.

DJELFA

Ouverture d'un hôpital de campagne

Un hôpital de campagne a été installé, lundi, par l'Armée nationale populaire (ANP) à proximité de l'Entreprise militaire de réparation du matériel (EMRM) de la ville de Hassi Babah à 50 km au nord de la wilaya de Djelfa, afin d'assurer des soins de proximité aux militaires, les ayants droit et les civils.

Le coup d'envoi de l'activité de cet hôpital de campagne, qui offrira des soins de qualité, a été donné par le directeur central des services de santé militaire du ministère de la Défense nationale (MDN), le Général-Major Abdelkader Ben Djelloul qui était accompagné par le Commandant de la 12ème division d'infanterie mécanisée, le Général-Major Mustapha Maazouz et des cadres de la 1ère Région militaire de Blida.

Dans son allocution le Général-Major Abdelkader Ben Djelloul a indiqué que cet hôpital "permettra de rapprocher le service de soin et faire profiter les malades de prestations médicales de qualité, ajoutant que les équipements mobiles, les moyens logistiques et les staffs soignants ont été inspectés à l'occasion. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de cet hôpital de campagne, le colonel Bouabdellah Ould Henia, a indiqué que l'objectif visé par l'installation de cet hôpital est de "mettre en œuvre les équipements opérationnels de santé et prendre en charge les militaires, les ayants droit et les civils. Cette initiative rentre dans le cadre du programme d'activités des unités de soins militaires pour la consolidation du lien Armée-Nation, a-t-il indiqué, en notant que cet hôpital, qui offrira ses services du 15 mars au 4 avril prochain, compte plusieurs professionnels de santé et plus de 30 médecins dans différentes spécialités tel que la pédiatrie, la réanimation et la médecine interne.

Au titre des activités de cet hôpital, il a été programmé une opération de vaccination contre la Covid-19. Un appel, via la Radio locale, a été d'ailleurs lancé aux citoyens le désirant se faire vacciner, a-t-on appris du même responsable.

Parallèlement et dans le cadre de la prise en charge des populations des zones d'ombre, il sera procédé au lancement de cinq caravanes médicales équipées de tous les moyens nécessaires, pour sillonner différentes communes de la wilaya durant la période d'activité de cet hôpital de campagne.

S'exprimant sur cette initiative de l'ANP, un citoyen de Hassi Babah qui a reçu au niveau de cet hôpital, le vaccin contre la Covid-19, a salué ce "geste qui n'est pas étranger à l'Institution militaire", a-t-il dit.

A noter que la délégation militaire, qui a inauguré cet hôpital de campagne, a visité l'hôpital mixte Moudjahid Boubekeur Hethat de Djelfa.

130 nouveaux cas, 109 guérisons et 5 décès

Cent-trente (130) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 109 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 115.540 dont 130 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 3045 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 80.103 cas, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, 10 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

En outre, 14 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 29 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigi-



lance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

ALGÉRIE - OMS

Signature d'un programme de coopération

Un programme de coopération biennal a été signé, lundi à Alger, entre le ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), permettant à l'Algérie de bénéficier de l'expérience de l'OMS notamment en matière d'application des Objectifs du développement durable (ODD).

Ont signé ce programme le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid et le représentant de l'OMS en Algérie, Dr. Nguessa Bla François, en présence des cadres du ministère et d'experts de l'Organisation. Le repré-

sentant de l'OMS en Algérie a indiqué que ce programme s'attèle à définir "les priorités" qui permettent à l'Organisation d'accompagner l'Algérie dans le domaine de la santé, notamment les techniques et les expertises.

De son côté, le Directeur de la prévention et de la promotion de la santé, Dr. Djamel Fourar a déclaré que ce programme "prend en considération les priorités sanitaires en Algérie pour atteindre les ODD", ajoutant que l'OMS accompagnera et soutiendra ce programme national par l'expertise nécessaire.

Les deux parties comptent placer les

objectifs tracés au sein d'un programme, alors que l'OMS définira "les normes requises pour apporter l'assistance technique à l'Algérie dans ce domaine", a fait savoir Dr. Fourar.

Soulignant que ce programme comporte plusieurs axes relatifs aux maladies transmissibles et non transmissibles et celles causées par les facteurs environnementaux, Dr. Fourar a fait savoir que les établissements relevant de la tutelle bénéficieront de ce soutien, tels que le Centre national de toxicologie (CNT), l'Institut national de santé publique et l'Institut Pasteur.

APS

CONSEQUENCES PSYCHOLOGIQUES DE LA COVID-19
La population variablement impactée

Par Mekioussa Chekir (APS)

Entre la perte d'un être cher, la hantise d'être contaminé, les violences conjugales, l'enfance perturbée, la précarité socio-économique, soudaine ou exacerbée, les incidences psychologiques de la Covid-19 sont aussi multiples que variablement vécues par les Algériens, selon des témoignages recueillis par l'APS, une année après l'enregistrement du premier cas de la pandémie dans le pays.

Installé depuis des années en France, Kamel Sahed, 55 ans et originaire d'Ath-Yenni (Tizi-Ouzou), continue de susciter l'émotion parmi les proches et amis qui relayent ses soucis de santé depuis plusieurs semaines via Facebook.

Il a été victime d'un AVC en septembre 2020 nécessitant son hospitalisation dans un hôpital parisien.

Son état ayant été jugé stationnaire et face à la saturation que connaît l'établissement en raison du Coronavirus, la direction de celui-ci a décidé de l'extuber, suscitant une mobilisation importante de ses amis et proches aussi bien en France que dans son village pour faire annuler cet extrême recours.

Mais c'est la déchirante détresse de sa famille en Algérie qui est saisissante, lorsque l'on sait que sa mère âgée est suspendue à l'évolution des choses, elle qui espère jeter "un dernier regard" sur son fils, s'il venait à passer de vie à trépas, et que la suspension des liaisons aériennes

met à rude épreuve. A l'instar du reste du monde, une bonne partie des Algériens ont vu leur mobilité contrariée, de et vers l'étranger, les privant de vacances, de retrouvailles avec les leurs et, pire encore, d'assister aux derniers instants de leurs morts : "Je n'ai même pas pu assister à l'enterrement de mon père, décédé l'été dernier en Algérie et le fait de ne l'avoir pas revu une dernière fois, m'empêche de faire vraiment le deuil, même si depuis mon rapatriement en novembre dernier je me recueille souvent sur sa tombe !", témoigne Rachid, "bloqué" plusieurs mois en France à la suite du confinement.

Sarah, jeune étudiante à Paris, "souffre de ne pouvoir se rendre à la tombe de sa maman, décédée et enterrée en Algérie depuis plus d'une année.

"Il me tarde de pouvoir le faire, déjà que la douleur de sa perte est toujours aussi vive, en plus de l'éloignement du pays, de plus en plus difficile à supporter", a-t-elle confié, dans un entretien au téléphone.

Des récits tout aussi bouleversants sont innombrables, tant rares sont les familles qui n'ont pas été affectées, d'une façon ou d'une autre.

"J'ai un ami qui a perdu, en l'espace de quelques jours, sa mère et ses 2 frères, vous pouvez imaginer dans quelles dispositions psychologiques il peut être.

Je suis convaincu que c'est sa foi en Dieu qui l'a aidé à ne pas sombrer dans la déprime qui commençait à s'installer en lui !", raconte Salim, père de famille actif à son propre compte.

"Depuis cette pandémie, je suis la seule à subvenir aux besoins de ma famille après

que mes deux frères aient perdu leurs emplois dans le privé.

Si parfois, ils semblent accepter leur situation, il est des moments où ils vivent moins bien le chômage tant leur nervosité les trahit", témoigne Amel, fonctionnaire dans une administration.

Elle dit s'inquiéter, en particulier, pour le plus âgé d'entre eux qui, avec une famille en charge, est parfois sujet à des tensions conjugales qui ne manquent pas de contrarier la quiétude de leurs enfants, dont l'aîné qui "doit passer son bac cet été et qui supporte mal les disputes sporadiques de ses parents".

Par ailleurs, nombre de parents relatent la difficulté de faire respecter le confinement par leurs enfants, dont certains ont fait montre, à des degrés divers, d'une "nervosité évidente au moment où d'autres, déjà turbulents, sont devenus autrement plus ingérables".

"Il y a quelques mois, mon neveu, lycéen, a subitement perdu connaissance, on saura par son médecin que c'était dû à un grand stress en raison du confinement. Sa maman, quant à elle, était tellement hantée par l'idée d'être contaminée au Coronavirus que cela s'est traduit par l'apparition de plaques rouges sur ses jambes", relate Faiza, mère au foyer.

Les épouses, "premières victimes" de la pandémie...

Le 26 janvier dernier, le journaliste de la TV4, Tinhinane Lacey, succombait aux coups de couteau donnés par son mari, en présence de leurs 2 petites filles.

Des témoignages recueillis auprès des

collègues de la victime révéleront le harcèlement dont elle faisait l'objet de la part de son conjoint, l'une d'eux nous attestant que la crise sanitaire a exacerbé son état mental : excessivement possessif et suspicieux, le conjoint le deviendra davantage après avoir perdu son emploi.

Ce tragique cas est distinctif d'une situation difficilement vécue par les femmes, tel que l'illustrent les données de la DGSN faisant état de 5335 femmes violentées dont 43 féminicides durant les 10 premiers mois de 2020.

Cela, au moment où la présidente de la Fondation pour l'Égalité, Nadia Ait-Zai, assure que les violences recensées durant la pandémie font ressortir que les femmes et les enfants mais "plus particulièrement les épouses", en sont "les premières victimes".

"Il s'est avéré que la violence psychologique prédominait, l'agresseur identifié étant soit le mari, le compagnon mais aussi le frère ou l'oncle", précise-t-elle, faisant savoir que des associations ont approché des femmes "cloîtrées avec leurs bourreaux qui épiaient leurs faits et gestes, afin de leur offrir leur assistance psychologique".

Tout en relevant, toutefois, la "difficulté" d'assister une femme victime de violences, la juriste plaide notamment pour la mise en place, durant cette conjoncture, d'une stratégie nationale d'assistance des femmes et fillettes violentées, d'un protocole sanitaire et d'un "guichet unique" pour leur réception au niveau des commissariats de police.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

PANDÉMIE DANS LE MONDE
Au moins 2.661.919 décès

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 2.661.919 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan annoncé mardi par des sources officielles.

Plus de 122.735.440 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de lundi, 6.730 nouveaux décès et 2.936.414 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 1.057 nouveaux morts, les Etats-Unis (738) et la Russie (443). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 535.661 décès pour 29.495.906 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, viennent le Brésil avec 279.286 morts et 11.519.609 cas, le Mexique avec 194.944 morts (2.167.729 cas), l'Inde avec 158.856 morts



(11.409.831 cas), et le Royaume-Uni avec 125.580 morts (4.263.527 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 221 décès pour 100.000 habitants, suivie par la Belgique (195), la Slovaquie (189), le

Royaume-Uni (185) et le Monténégro (181).

L'Europe totalisait 900.936 décès pour 42.689.923 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 721.581 décès (22.872.052 cas), les Etats-Unis et le Canada 558.143 décès (30.406.981 cas), l'Asie 263.498 décès (16.701.615 cas), le Moyen-Orient 108.681 décès

(5.985.067 cas), l'Afrique 108.117 décès (4.046.232 cas), et l'Océanie 963 décès (33.579 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

EUROPE

Plus de 900.000 morts recensés

Plus de 900.000 décès du Covid-19 ont été officiellement enregistrés en Europe depuis le début de la pandémie en décembre 2019, selon un bilan annoncé mardi par les autorités de santé.

Les 52 pays et territoires de la région (qui inclut la Russie et la Turquie) totalisaient 900.185 décès (pour 40.083.433 cas déclarés), devant l'Amérique latine et les Caraïbes (721.581 morts, 22.872.052 cas), les Etats-Unis/Canada (558.110, 30.406.496), et l'Asie (263.250, 16.692.971). Les pays européens les plus touchés sont le Royaume-Uni avec 125.580 morts pour 4.263.527 cas, l'Italie avec 102.499 décès (3.238.394 contaminations), la Russie (92.937, 4.409.438), la France (90.788, 4.078.133) et l'Allemagne (73.656, 2.581.329).

Ces cinq pays concentrent plus de la moitié des décès en Europe. La

semaine dernière, la région enregistrerait en moyenne 3.000 décès par jour, soit 2,3% de moins que la semaine précédente. Depuis un mois, la région est repassée sous la barre des 4.000 décès quotidiens, au-dessus de laquelle elle se trouvait depuis novembre. Fin janvier, 5.700 décès quotidiens, un record, avaient été atteints. En parallèle, la tendance des contaminations est en hausse.

Lundi, la région a passé le seuil des 40 millions de contaminations, ce qui en fait là aussi la région la plus touchée dans le monde. De début novembre à fin janvier, 100.000 décès étaient enregistrés tous les 20 jours environ.

Le seuil du demi-million de morts a été passé le 17 décembre, celui des 600.000 le 7 janvier puis les 700.000 le 25 janvier. En revanche, un mois a

séparé le seuil des 800.000 décès de celui des 900.000. Rapporté à la population, le pays le plus touché par la pandémie de Covid-19 est la République tchèque avec 218 morts pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (194), la Slovaquie (189), le Royaume-Uni (185) et le Monténégro (180). Les chiffres de morts se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et excluent les révisions réalisées a posteriori par des organismes statistiques sur la base d'études de surmortalité, comme cela a été le cas en Russie, au Royaume-Uni et en Espagne.

Au niveau mondial, près de 120 millions de malades du Covid-19 ont été recensés, dont près de 2,66 millions de morts depuis le début de l'épidémie en décembre 2019.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

La pandémie "est encore loin d'être terminée"

La pandémie de Covid-19 est "encore loin d'être terminée", a alerté le Directeur général de l'OMS, Tedros Ghebreyesus, appelant à ne pas baisser la garde concernant la prévention, ni encore en matière de soutien financier.

Beaucoup a été fait au cours de cette première année, a ajouté M.

Tedros, cité par ONU Info, "mais personne ne doit baisser la garde, ni en matière de prévention, ni en matière de soutien financier", a-t-il ajouté, à l'occasion de la première année du Fonds de solidarité pour la Covid-19, saluant les donateurs pour leur soutien.

Le Fonds de solidarité pour la Covid-19 qui achève

sa première année, doit réunir 1,96 milliard de dollars pour continuer à répondre à la pandémie en 2021, selon l'ONU.

Cette initiative, soutenue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires, permet de fournir aux pays en développement des fournitures médicales, des vaccins, des tests et des traitements contre la maladie, selon ONU Info.

Le Fonds est géré par la Fondation des Nations Unies et la Swiss Philanthropy Foundation en tant que plateforme innovante pour les entreprises, les particuliers et les organisations. L'objectif est de coopérer directement pour prévenir, détecter et

répondre au nouveau coronavirus dans le monde entier. Jusqu'à présent, plus de 661.000 donateurs se sont engagés à verser près de 250 millions de dollars.

Les fonds sont utilisés pour l'équipement de protection de millions de travailleurs et professionnels de la santé en première ligne de la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus. L'argent sert également à apporter des informations vérifiées sur la prévention et le traitement de la Covid-19. Le Fonds aide aussi les réfugiés et les personnes déplacées à faire face à la maladie. A l'occasion de ce premier anniversaire, les organisateurs demandent un finance-

ment solide, qui comprend la livraison de bouteilles d'oxygène à plus de 150 pays, le renforcement des capacités de centaines de laboratoires et la réalisation de plus de 250 millions de tests.

Cette initiative a permis de fournir 12.000 lits de soins intensifs et de coordonner l'arrivée de 180 équipes médicales dans le monde entier pour sauver les systèmes de santé qui s'effondrent sous la pression de la Covid-19.

Une partie du financement du Fonds de réponse à la Covid-19 est également allouée au mécanisme Covax pour distribuer les vaccins contre la maladie dans 142 pays en développement.

RUSSIE

Le Kremlin dénonce une campagne contre le vaccin Sputnik V

Le Kremlin a dénoncé, mardi, l'existence d'une campagne "égoïste" de ses adversaires géopolitiques pour pousser des pays tiers à ne pas utiliser le vaccin anti-covid Sputnik V.

Lors d'un briefing, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, cité par des médias, a été interrogé sur la récente publication d'un rapport du département américain à la Santé évoquant, très succinctement, des efforts pour faire renoncer le Brésil à commander le vaccin russe. "Nous sommes catégoriquement opposés à de telles pressions, catégoriquement contre la concurrence entre vaccins, nous considérons que nous devons unir nos efforts pour qu'un maximum de personnes puisse bénéficier de la vaccination", a dit M. Peskov. "Des telles tentatives égoïstes pour forcer des pays à renoncer à quelque vaccin que ce soit n'ont pas d'avenir, cela va à l'encontre de l'intérêt de chacun", a-t-il ajouté.

La veille, les créateurs du vaccin Sputnik V avaient dénoncé des tentatives américaines visant à convaincre le Brésil de ne pas employer ce produit, en référence à un rapport annuel du département à la Santé cité par plusieurs médias. Dans un paragraphe titré "combattre les influences malignes dans les Amériques", le rapport relève que des efforts avaient été entrepris "pour persuader le Brésil de rejeter le vaccin russe", sans plus de précisions.

PAYS-BAS

Vaccin AstraZeneca: 10 cas possibles de caillots sanguins

Dix cas d'effets secondaires potentiellement liés au vaccin AstraZeneca contre le coronavirus, dans lesquels la formation de caillots sanguins a pu jouer un rôle, ont été signalés aux Pays-Bas, sans lien avéré à ce stade, a déclaré lundi un centre néerlandais de surveillance des médicaments.

Le ministère néerlandais de la Santé a annoncé dimanche suspendre pour deux semaines l'utilisation du vaccin développé par le laboratoire suédo-britannique AstraZeneca et l'université d'Oxford, après le signalement de cas de caillots sanguins notamment au Danemark et en Norvège. Le centre Lareb, qui est chargé d'identifier les risques liés à l'utilisation des médicaments aux Pays-Bas, a indiqué lundi avoir "reçu dix signalements sur le vaccin AstraZeneca, dans lesquels la thrombose ou l'embolie peuvent avoir joué un rôle". Aucun cas de diminution du nombre de plaquettes n'a été rapporté pour le moment, a fait savoir Lareb dans un communiqué.

Le ministère de la Santé avait précédemment déclaré qu'aucun cas de caillots sanguins n'était actuellement connu aux Pays-Bas. Le ministre de la Santé, Hugo de Jonge, a estimé dimanche qu'il était "sage d'appuyer maintenant sur le bouton pause précaution". "La question cruciale est de savoir s'il s'agit de plaintes après vaccination ou en raison de la vaccination. Il ne devrait y avoir aucun doute sur les vaccins", a-t-il expliqué, cité dans un communiqué. Près de 289.000 rendez-vous pour l'administration d'une dose du vaccin AstraZeneca ont dû être annulés en conséquence, a rapporté l'agence de presse néerlandaise ANP.

La suspension du vaccin AstraZeneca est un coup dur pour la campagne de vaccination néerlandaise, qui s'est accélérée ces dernières semaines après un lent démarrage. Une dizaine de pays dont l'Allemagne, dernière en date, ont suspendu précaution l'utilisation du vaccin AstraZeneca, après le signalement d'effets secondaires "possibles" mais sans lien avéré à ce stade.

Les Pays-Bas ont été le dernier pays de l'UE à lancer leur campagne de vaccination. Le pays a jusqu'à présent recensé plus de 1,1 million de cas de coronavirus, et 16.000 décès, selon les derniers chiffres officiels.

SCHIZOPHRÉNIE QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

A l'occasion de la journée mondiale de la schizophrénie, revenons sur une maladie qui touche des milliers de personnes et ses facteurs de risque.

« La schizophrénie est une maladie psychiatrique caractérisée par un ensemble de symptômes très variables : les plus impressionnants sont les délires et les hallucinations, mais les plus invalidants sont le retrait social et les difficultés cognitives », rappelle l'Inserm à l'occasion de la journée mondiale de la schizophrénie, le 14 mars. Mais comment survient-elle ? Quels sont ses facteurs de risques ? Se soigne-t-elle ? Décryptage.

La schizophrénie touche environ 600 000 personnes en France. Il s'agit d'une pathologie psychiatrique complexe qui perturbe la perception de la réalité. Elle a des aspects productifs tels que la paranoïa, la mégalomanie, les hallucinations... Des symptômes "négatifs" qui provoquent l'isolement, l'appauvrissement affectif et émotionnel. Et des symptômes dissociatifs faisant perdre l'attention, la cohérence et la logique au patient. Surtout, elle peut être très variable d'un patient à l'autre et débiter à différents moments de la vie, suite à un épisode psychotique qui donne lieu à des symptômes chroniques plus ou moins intenses par la suite.

A QUEL ÂGE SE DÉVELOPPE LA SCHIZOPHRÉNIE ?

La schizophrénie se déclare souvent au moment de l'adolescence, sur une période estimée entre 13 et 25 ans. Plusieurs paramètres peuvent expliquer son déclenchement : un stress intense, une atteinte infectieuse, l'exposition à des substances. Ces événements jouent sur la biologie du cerveau qui se structure et se restructure au fil du temps et des événements de la vie.

Entre 10 et 30 ans, le cerveau mûrit de façon très active et les régions cérébrales s'organisent continuellement. Perturber les processus cérébraux sur cette période cruciale de développement met donc en danger le bon fonctionnement du cerveau.



QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

On remarque que la plupart des patients schizophrènes vivent en milieu urbain ou ont vécu un processus d'immigration. Cela laisse penser que les facteurs environnementaux ont un véritable impact sur la maladie. Une vulnérabilité génétique peut aussi y être associée, tout en étant rarement le principal moteur de déclenchement.

Le stress et la consommation de drogues comme le cannabis qui sont des facteurs à risques clairement identifiés :

- Le stress peut "altérer différents méca-

nismes biologiques (neurogenèse, activité des facteurs de croissance et survie des neurones...) au niveau de plusieurs structures cérébrales (hippocampe, cortex préfrontal, amygdale...). Il expliquerait ainsi l'incidence plus élevée de la maladie en milieu urbain ou parmi les sujets ayant eu un parcours de migration, notamment au cours de l'enfance et de l'adolescence", souligne l'Inserm.

- Les substances psychogènes (comme le cannabis) peuvent doubler le risque de schizophrénie : "le delta-9-tétrahydrocannabino-

nabino (THC) perturberait la maturation cérébrale en agissant sur les récepteurs qu'il active, nombreux au niveau des zones du cerveau impliquées dans les pathologies psychiatriques, et particulièrement dans les régions où la plasticité est importante à l'adolescence", stipule l'Inserm suite à des études.

Bien que plus modéré, l'hygiène de vie joue aussi un rôle. Il est important de faire attention à la nutrition, au sommeil et à l'apport en facteur neurotrophiques (ce qui permet aux neurones de croître).

UN RISQUE DE SUICIDE TOUJOURS IMPORTANT

Une nouvelle étude américaine révèle qu'en cas de schizophrénie, le risque de suicide est particulièrement élevé, surtout chez les 25-34 ans. La schizophrénie est une pathologie psychiatrique qui touche environ 0,7 % de la population mondiale : en France, 600 000 personnes sont concernées.

Si la culture populaire s'attarde surtout sur les symptômes les plus impressionnants de cette maladie (les délires, les hallucinations sensorielles, les « voix », la paranoïa...), la schizophrénie se caractérise également par une désorganisation de la pensée, un appauvrissement affectif et émotionnel, et une incapacité à planifier des tâches simples.

D'après l'Inserm, 1 patient sur 2 souffrant de schizophrénie fera (au moins) une tentative de suicide au cours de sa vie. Mais dans une récente étude publiée dans la revue

spécialisée Schizophrenia Research, des chercheurs du Centre for Addiction and Mental Health (aux États-Unis) vont même plus loin : selon eux, 12 % des cas de suicide seraient, en réalité, liés à la schizophrénie.

Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs américains ont passé en revue 3530 cas de suicide survenus en Ontario entre 2008 et 2012. Verdict : sur 5650 personnes décédées par suicide, 663 souffraient de schizophrénie. Et dans 20 % des cas où un diagnostic de schizophrénie avait été établi, le suicide survenait entre 25 et 34 ans.

« Bien entendu, en cas de schizophrénie, la mise en place d'un traitement adapté est essentielle. Toutefois, les professionnels de santé doivent également rester vigilants vis-à-vis du risque de suicide, qui est malheureusement très élevé » notent les chercheurs, qui estiment que, dans 90 %



des cas de suicide, un trouble psychique est à mettre en cause.

Pour rappel, selon les spécialistes de l'In-

serm, la consommation régulière de cannabis avant l'âge de 18 ans multiplie par deux le risque de schizophrénie.

Certains gènes du placenta prédisent le risque de schizophrénie

Les chercheurs de l'Institut Johns Hopkins, aux États-Unis, ont découvert que la santé du placenta jouait un rôle important dans le développement futur de la schizophrénie.

Les chercheurs de l'Institut Johns Hopkins et de l'Université de Caroline-du-Nord, aux États-Unis émettent depuis longtemps l'hypothèse que la schizophrénie est un trouble neurodéveloppemental causé pendant la grossesse. Ils sont ainsi parvenus à la conclusion que la combinaison d'un risque génétique élevé et de complications graves pendant la grossesse multiplie par cinq la probabilité de développer une schizophrénie par rapport à ceux qui ont juste un risque génétique élevé. Et en poursuivant leurs recherches, les scientifiques ont découvert que certains gènes du placenta semblaient être la clé du développement ou non du futur risque de schizophrénie.

Des études génétiques récentes ont montré que de nombreux gènes considérés comme des facteurs de risque de schizophrénie sont abondamment exprimés dans le cerveau avant la naissance, laissant entendre que la vie in utero est importante. L'étude montre que les gènes prédictifs du risque de schizophrénie lorsqu'ils sont activés dans le placenta, sont particulièrement actifs si la grossesse est compliquée, par exemple par des conditions telles que la pré-éclampsie ou le retard de croissance intra-utérin. "En identifiant les gènes spécifiques activés dans le placenta qui semblent être uniques pour le risque de schizophrénie, nous nous sommes concentrés sur un ensemble de processus biologiques qui pourraient être ciblés pour améliorer la santé placentaire et réduire le risque de schizophrénie" a déclaré le Dr Daniel Weinberger, principal auteur de l'étude publiée par l'Académie nationale des sciences des États-Unis. "C'est une preuve supplémentaire que le début de la vie est important dans la schizophrénie et que le placenta joue un rôle plus important que nous ne l'imaginions".

Les chercheurs de l'Institut Johns Hopkins, aux États-Unis, ont découvert que la santé du placenta jouait un rôle important dans le développement futur de la schizophrénie. Les chercheurs de l'Institut Johns Hopkins et de l'Université de Caroline-du-Nord, aux États-Unis émettent depuis longtemps l'hypothèse que la schizophrénie est un trouble neurodéveloppemental causé pendant la grossesse. Ils sont ainsi parvenus à la conclusion que la combinaison d'un risque génétique élevé et de complications graves pendant la grossesse multiplie par cinq la probabilité de développer une schizophrénie par rapport à ceux qui ont juste un risque génétique élevé. Et en poursuivant leurs recherches, les scientifiques ont découvert que certains gènes du placenta semblaient être la clé du développement ou non du futur risque de schizophrénie. Des études génétiques récentes ont montré que de nombreux gènes considérés comme des facteurs de risque de schizophrénie sont abondamment exprimés dans le cerveau avant la naissance, laissant entendre que la vie in utero est importante. L'étude montre que les gènes prédictifs du risque de schizophrénie lorsqu'ils sont activés dans le placenta, sont particulièrement actifs si la grossesse est compliquée, par exemple par des conditions telles que la pré-éclampsie ou le retard de croissance intra-utérin. "En identifiant les gènes spécifiques activés dans le placenta qui semblent être uniques pour le risque de schizophrénie, nous nous sommes concentrés sur un ensemble de processus biologiques qui pourraient être ciblés pour améliorer la santé placentaire et réduire le risque de schizophrénie" a déclaré le Dr Daniel Weinberger, principal auteur de l'étude publiée par l'Académie nationale des sciences des États-Unis. "C'est une preuve supplémentaire que le début de la vie est important dans la schizophrénie et que le placenta joue un rôle plus important que nous ne l'imaginions".

COMMENT RÉAGIR FACE AUX DÉLIRES PSYCHOTIQUES ?

A l'occasion des Journées de la schizophrénie, du 13 au 20 mars, une campagne de désigmatisation explique comment réagir face aux délires psychotiques.

La schizophrénie touche 1% des Français, soit 660 000 personnes dans l'hexagone. Elle se déclare le plus souvent entre 15 et 25 ans (85% des cas). Et peut être due à la fois à une fragilité biologique, mais aussi à un stress environnemental.

La pandémie de Covid-19 est venue fragiliser nos déstigmatisés, sa prise en charge et déclencher de nombreux nouveaux cas. "Il est donc très important pendant cette période d'être attentif, chez les jeunes, à des signes tels que l'entente de voix, la perturbation du sommeil ou les troubles alimentaires", souligne l'association Positive Minders. La pandémie a de plus bouleversé le suivi d'une grande partie des patients. Des hôpitaux de jour, des ateliers et des structures ambulatoires ont fermé, les thérapies de groupes ont souvent été stoppées, l'accès à une première prise en charge est rendu plus difficile et de très nombreuses consultations se font désormais par téléphone ou visioconférence.

Pour faire face au délire psychotique, part la plus impressionnante de cette pathologie, l'association lance une campagne de désigmatisation du 13 au 20 mars.

DÉLIRES PSYCHOTIQUES : C'EST QUOI ?

Les phases de délires sont souvent discontinues, et ne concernent pas uniquement des personnes



schizophrènes. Elles se manifestent par des idées de persécution, de culpabilité intense, des désirs de grandeur (sauver le monde), des missions divines... Ils peuvent s'accompagner d'hallucinations auditives, visuelles, olfactives, gustatives et de perturbations de la perception du corps. La schizophrénie est classée dans le top 10 des maladies les plus invalidantes par l'OMS. Mais de nombreux traitements existent et évoluent, permettant à 80% des malades de voir leurs symptômes s'améliorer.

Comment réagir ? Plusieurs

options existent, telles que les thérapies cognitives et comportementales (TCC), qui visent à aider le patient à gérer ses délires, en complément des traitements médicamenteux. La prise en compte du patient est indispensable : face aux crises, l'alliance thérapeutique, les décisions partagées ou encore la psychoéducation sont devenues des stratégies clés. Elles reposent sur l'écoute et permettent d'ouvrir le dialogue avec le patient.

Enfin, le soutien aux proches aidants via les associations d'aïdants est très important dans la

prise en charge. L'objectif étant de faire comprendre aux familles les symptômes dès leur apparition, d'adapter le soutien et la prise de recul.

Mais la thérapie et l'accompagnement associatif ne sont pas les seules réponses, certaines technologies permettent aussi de canaliser les dysfonctionnements du cerveau : applications mobiles, bots, stimulation magnétique transcrânienne, réalité virtuelle ou encore avatars. Toutes sont présentées dans le cadre de Technopsy 21.

ZOOM SUR LES IDÉES REÇUES LES PLUS RÉPANDUES

Le dernier Baromètre National de la Schizophrénie s'intéresse aux idées reçues les plus répandues concernant cette maladie. On fait le point.

En France, 600 000 personnes souffrent de schizophrénie : cette pathologie concernerait 1% de la population nationale. Réalisé par le laboratoire Janssen, les associations Promesses, ANAFAM, la Fondation Pierre Denicker et l'Institut de sondage OpinionWay, le dernier Baromètre National de la Schizophrénie* brague les projecteurs sur cette maladie méconnue... et démonte certaines idées reçues. Première idée reçue : 81% des Français considèrent que le dédoublement de la personnalité est « le » symptôme principal de la schizophrénie. En réalité, les personnes touchées par cette maladie peuvent souffrir d'hallucinations auditives et visuelles, de pensées délirantes, et des troubles du comportement pouvant s'accompagner d'angoisses massives.

LA SCHIZOPHRÉNIE, UNE MALADIE PERÇUE COMME « DANGEREUSE »

Deuxième idée reçue : la schizophrénie est perçue comme une maladie « dangereuse » par 83% des Français, 77% des médecins généralistes et 90% des pharmaciens. Pire : à l'évo-

cation du mot « schizophrénie » 40% du grand public pensent spontanément à la « folie » ! Troisième idée reçue : 20% des Français pensent que l'on peut guérir de la schizophrénie... alors qu'il s'agit d'une maladie dont on ne guérit pas à ce jour.

D'après le Baromètre National de la Schizophrénie, 60% à 78% des personnes malades (ou atteintes de troubles associés) sont sans emploi. On y apprend enfin que 1 personne atteinte de schizophrénie sur 5 est sans domicile fixe ; 1 personne atteinte de schizophrénie sur 3 aura, dans sa vie, des problèmes de toxicomanie.

LE MÊME VIRUS À L'ORIGINE DE LA SCHIZOPHRÉNIE ET DE LA MONOUCLÉOSE ?

Des chercheurs américains ont établi un lien la schizophrénie et le virus d'Epstein-Barr (EBV), responsable de la mononucléose infectieuse. Le Dr Robert Yolken, professeur en neurovirologie au Johns Hopkins Children's Center de Baltimore (États-Unis) vient de découvrir un lien entre la schizophrénie et le virus d'Epstein-Barr (EBV),

un virus extrêmement courant, responsable, entre autres, de la mononucléose. Pour établir ce lien, l'équipe du Dr Yolken a comparé les anticorps au virus d'Epstein-Barr de 432 patients souffrant de schizophrénie et de 311 autres n'ayant aucun antécédent de trouble psychiatrique. Les chercheurs se sont ainsi aperçus que les schizophrènes présentaient un

niveau d'anticorps de 1,7 à 2,3 fois plus élevé. "Cela indique que la prévention et le traitement du virus d'Epstein-Barr pourraient représenter une approche pour la prévention et le traitement de troubles psychiatriques graves tels que la schizophrénie" souligne le médecin dans Science alert. Les chercheurs n'ont pas encore découvert les raisons

de cette réponse immunitaire face au virus. Ils pensent que la schizophrénie pourrait altérer le système immunitaire, rendant les malades plus vulnérables au virus EBV. Ou qu'à l'inverse l'infection par le virus EBV pourrait accroître le risque de schizophrénie.

L'étude des anticorps a été reproduite avec d'autres virus de la famille de l'herpès, mais aucun lien n'a pu être défini.

GUINÉE ÉQUATORIALE Le Cameroun envoie une mission humanitaire en Guinée équatoriale

Le gouvernement camerounais a envoyé une mission humanitaire en Guinée équatoriale suite aux explosions dans ce pays voisin qui ont fait plus de cent morts, selon un communiqué de la présidence camerounaise publié mardi.

Cette mission, qui compte une soixantaine de personnes, est composée de membres du personnel de la santé militaire, du corps national des sapeurs-pompiers, ainsi que du génie militaire, précise le communiqué, ajoutant que la mission est aussi porteuse d'une importante cargaison de fournitures diverses, dont des médicaments.

Par cette mission, le Cameroun réitère sa solidarité envers son "pays frère" la Guinée équatoriale face à la crise humanitaire, selon la même source.

Le 7 mars dans la ville équatorienne de Bata, des dépôts d'explosifs dans le camp militaire de Nkoantoma ont sauté suite à des feux dans des fermes voisines. Les explosions successives ont fait 107 morts et plus de 600 blessés, selon le dernier bilan officiel.

BARRAGE SUR LE NIL Khartoum demande la médiation de l'ONU et de Washington

Le Soudan a demandé officiellement lundi à l'ONU et aux États-Unis de jouer les médiateurs dans les négociations que mènent Khartoum et Le Caire avec l'Éthiopie concernant la gestion et le remplissage du réservoir du Grand barrage de la Renaissance sur le Nil bleu.

"Le Premier ministre a adressé une lettre à l'ONU et une autre aux États-Unis pour leur demander d'intervenir et de jouer un rôle de médiateur pour régler les divergences concernant le barrage de la Renaissance", a déclaré Faisal Saleh, porte-parole du chef de gouvernement soudanais, Abdallah Hamdok.

Le ministère soudanais des Affaires étrangères a de son côté indiqué dans un communiqué que M. Hamdok avait écrit à l'ONU, aux États-Unis, à l'Union européenne et à l'Union africaine.

Le Soudan avait proposé le mois dernier une médiation quadripartite incluant ces acteurs.

Le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie négocient sans succès les modalités de gestion et de remplissage du réservoir du Grand barrage de la Renaissance, lancé en Éthiopie en 2011 et destiné à devenir la plus grande installation hydroélectrique d'Afrique.

L'Égypte, qui dépend du Nil pour environ 97% de son irrigation et de son eau potable, considère le barrage comme une menace pour son approvisionnement en eau.

APS

LIBYE

L'envoyé spécial de l'ONU en Libye salue l'investiture du nouveau gouvernement

L'envoyé spécial du secrétaire général en Libye, et chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Jan Kubis, a salué l'investiture lundi du gouvernement d'union nationale nouvellement désigné, qui a prêté serment à Tobrouk devant la Chambre des représentants (Parlement libyen).

L'émissaire onusien Jan Kubis, a salué l'investiture du gouvernement d'union nationale qui a prêté serment devant la Chambre des représentants réunie en séance à Tobrouk", a déclaré lundi la MANUL dans un communiqué.

M. Kubis a appelé la nouvelle autorité exécutive à s'engager rapidement à relever les nombreux défis auxquels est confrontée la population libyenne, à améliorer les conditions de vie et les services essentiels et à préparer le pays à l'organisation d'élections nationales inclusives plus tard dans l'année", a indiqué le communiqué.

Par ailleurs, la MANUL a confirmé que ses partenaires internationaux et elle-même se tiendraient fermement "prêts à continuer de fournir tout le soutien nécessaire à la population et aux institutions libyennes".

Les membres de la nouvelle autorité exécutive, comprenant le Conseil présidentiel et le gouvernement d'union nationale, ont prêté serment lundi lors d'une



séance officielle de la Chambre des représentants dans la ville de Tobrouk dans l'est du pays. Le Forum pour le dialogue politique libyen (FDPL), soutenu par l'ONU, a récemment désigné cette nouvelle autorité exécutive du pays,

qui a été favorablement accueillie par toutes les parties libyennes.

Moahmed Menfi, a été désigné président du Conseil présidentiel, tandis que Abdul Hamid Dbeibah a été nommé Premier ministre, à la tête d'un gouver-

nement qui a reçu mercredi la confiance de la Chambre des représentants. La principale mission du nouveau gouvernement sera d'organiser de nouvelles élections dans le pays le 24 décembre 2021, comme convenu avec le FDPL.

Le président tunisien en visite officielle en Libye

Le président tunisien, Kais Saïed, effectue mercredi une visite officielle en Libye, au lendemain de la prestation de serment du chef du gouvernement de transition libyen Abdelhamid Dbeibah, a annoncé mardi la présidence tunisienne dans un communiqué. Cette visite s'inscrit dans le cadre du "soutien constant de la Tunisie au processus démocratique en Libye, de l'attachement aux liens historiques

et fraternels unissant les deux pays et de la volonté d'établir de nouvelles traditions de coordination et de concertation entre les dirigeants des deux pays", selon un communiqué de la présidence. "Cette visite représente, également, une occasion de concevoir de nouvelles visions qui consolideront le processus de coopération distinguée existant entre la Tunisie et la Libye et jetteront les fondements réels

d'une solidarité globale répondant aux aspirations légitimes des deux peuples frères pour la stabilité et le développement", ajoute la même source. Après plus de neuf ans de troubles et de profondes divisions, la Libye s'est engagée dans un processus de transition avec la formation d'un gouvernement chargé d'unifier les institutions en vue d'élections prévues en décembre.

MALI

Le Mauritanien El-Ghassim Wane nommé nouvel émissaire de l'ONU

Le diplomate mauritanien, El-Ghassim Wane, a été nommé lundi par le secrétaire général, Antonio Guterres, nouvel émissaire de l'ONU pour le Mali, ont annoncé les Nations unies.

El-Ghassim Wane sera à la tête de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), ou il remplacera Mahamat Saleh Annadif, qui doit quitter son poste en avril. M. Guterres a remercié Annadif pour sa "contribution inestimable aux efforts de paix et de réconciliation au Mali". Après la démission forcée du président Ibrahim Bou-bacar Keita, le 18 août 2020, le mandat du patron de la Minusma,

Mahamat Saleh Annadif, a été prolongé jusqu'au mois d'avril. Au cours de sa carrière, El-Ghassim Wane, a déjà occupé des postes au sein d'organisations internationales, notamment à l'Union africaine de 2009 à 2015, puis de 2017 à 2019, et au Département des opérations de la paix de l'ONU de 2016 à 2017.

Pour le compte de l'ONU, il a réalisé ces derniers mois à la tête d'une équipe un examen stratégique indépendant de l'opération de paix menée par l'ONU au Soudan du Sud, l'une des plus coûteuses missions menées par l'Organisation dans le monde, re-commandant de la réduire sans avoir été suivi sur ce sujet par le

Conseil de sécurité de l'ONU. Il est "connu pour sa loyauté envers l'Union africaine, il est très "solutions africaines pour soucis africains", note-t-on à l'ONU. Fin connaisseur du Sahel, M. Wane avait démissionné à l'été 2019 de son poste de chef de cabinet du commissaire de l'UA, Moussa Faki Mahamat. El-Ghassim Wane succède à l'ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad Mahamat Saleh Annadif, qui pourrait prendre la direction du bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, basé à Dakar. La force de paix de l'ONU au Mali, la Minusma, compte environ 14.500 militaires et policiers déployés dans le pays. Au cours des

derniers mois, un autre nom avait été évoqué pour diriger la Minusma, celui de l'Américain David Gressly jusqu'à récemment numéro deux de la mission onusienne déployée en République démocratique du Congo. Le 15 février, David Gressly a été nommé représentant de l'ONU au Yémen, où il sera aussi coordonnateur humanitaire, selon l'Organisation. Il succède à ce poste à une autre Américaine, Lise Grande. Né en 1959, M. Wane est titulaire de masters en droit public et en études internationales et européennes obtenus respectivement auprès des Universités de Dakar, au Sénégal, et de Lille II, en France.

NIGERIA

Attaque d'une école : trois enseignants kidnappés

Trois enseignants ont été enlevés lundi dans l'attaque de l'école primaire située dans l'Etat de Kaduna, dans le Nord du Nigeria, où aucun élève ne manque finalement à l'appel, ont indiqué les autorités locales dans un communiqué.

Des hommes armés ont envahi cette école de la localité de Rema, dans le district de Birnin Gwari, aux alentours de 08H50 (07H50 GMT), et "ont kidnappé trois enseignants", selon le gouvernement de Kaduna.

Hormis ces trois enseignants, "aucun membre du personnel ou élève ne manque à l'appel", ajoute le communiqué.

Plus tôt lundi, les autorités avaient annoncé que "des enseignants et des élèves avaient été

enlevés" mais que des vérifications étaient nécessaires avant de pouvoir communiquer leur nombre exact. Au moment où les hommes armés sont arrivés à moto dans l'école, les élèves ont immédiatement "pris la fuite", explique le dernier communiqué.

Après l'attaque, "deux élèves manquaient à l'appel", mais ils ont ensuite été "retrouvés", ajoute le texte. Il s'agit de la sixième attaque ou tentative d'attaque d'école en moins de trois mois dans le Nord-Ouest et le centre du Nigeria, où des groupes criminels, appelés "bandits" par les autorités, attaquent des villages, volent du bétail et pratiquent des enlèvements contre rançon.

La veille, les forces de sécurité nigérianes

ont mis en échec une tentative d'enlèvement de centaines d'écoliers dans ce même Etat de Kaduna. Jeudi, toujours à Kaduna, des hommes armés ont pris d'assaut un établissement scolaire, dans la périphérie de Mando.

L'armée était parvenue à secourir dans la foulée près de 180 étudiants et étudiants.

Mais 39 autres, 23 femmes et 16 hommes, restent otages des "bandits" et une opération militaire était toujours en cours pour les secourir, selon les autorités locales.

Les 180 rescapés, jusqu'ici gardés dans un camp militaire, ont pu revenir dimanche dans l'établissement "pour rassembler leurs affaires", avant d'être remis à leurs familles. Les autorités ont également fermé l'école.

SYRIE

Constat d'impuissance à l'ONU au dixième anniversaire de la guerre en Syrie

Les Etats-Unis ont appelé lundi "la communauté internationale à ne pas se laisser bernier par l'élection présidentielle à venir en Syrie", lors d'une session du Conseil de sécurité de l'ONU où aucune nouvelle initiative n'a été avancée pour relancer un processus de résolution politique "dans l'impasse".

"Ces élections ne seront ni libres ni équitables. Elles ne légitimeront pas le régime d'Assad" et "ne répondent pas aux critères de la résolution 2254 -- supervision de l'ONU ou conduites conformément à une nouvelle Constitution", a martelé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield. Présidente en exercice du Conseil de sécurité, elle avait choisi de faire coïncider cette réunion mensuelle du Conseil avec le 10e anniversaire du début de la guerre, le 15 mars. "Les troubles qui ont éclaté en mars 2011 en Syrie ont été utilisés par des forces extérieures pour attiser la situation dans le pays. Leur objectif était de renverser les autorités syriennes légitimes et de remodeler le pays à leurs mains", a riposté son homologue russe, Vassily Nebenzia, reprenant une antienne classique de Moscou. "Des groupes armés illégaux, y compris internationaux, en ont profité" pour proliférer, a-t-il insisté, en récla-



mant à nouveau le départ des troupes étrangères de Syrie non voulues par Damas. Dans un communiqué commun, les ministres

des Affaires étrangères des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni ont par ailleurs affirmé qu'ils "n'aban-

donneraient pas le peuple syrien" et ont appelé à rejeter le scrutin prévu par le régime de Bachar al-Assad.

Damas tient l'UE pour responsable de l'"effusion de sang" en Syrie

Le ministère syrien des Affaires étrangères a déclaré lundi que l'Union européenne (UE) était responsable de l'"effusion de sang" en Syrie, au lendemain de la décision de l'UE de prolonger ses sanctions contre Damas.

Dans un communiqué, le ministère a affirmé que l'UE était "responsable des souffrances du peuple syrien, notamment en ayant soutenu le terrorisme sous diverses formes, dont le terrorisme économique".

Dimanche, l'UE avait annoncé son intention de renouveler ses sanctions

contre le gouvernement syrien au mois de mai. Et lundi, le gouvernement britannique a annoncé des sanctions contre six alliés du président syrien Bachar al-Assad, dont le ministre des Affaires étrangères Fayçal Moqdad.

Outre M. Moqdad, deux hauts gradés militaires, deux hommes d'affaires et la conseillère du président Luna al-Shibl vont faire l'objet d'un gel de leurs avoirs et d'une interdiction de voyager.

Ce sont les premières mesures prises à l'égard de personnalités syriennes dans le cadre du régime de sanctions du

Royaume-Uni, entré en vigueur après la fin de la période de transition marquant la sortie définitive du pays de l'Union européenne, le 1er janvier dernier.

En janvier, l'UE avait ajouté M. Moqdad à sa "liste noire" de personnes sanctionnées. Cette décision a porté à 289 le nombre de personnes inscrites sur cette liste et visées par une interdiction de voyage et un gel de leurs avoirs. L'Iran avait jugé que ces sanctions étaient "déraisonnables" et risquaient d'exacerber la crise dans le pays ravagé par la guerre.

IRAK

Sept roquettes visent une base abritant des Américains en Irak

Sept roquettes ont visé lundi soir une base aérienne abritant des soldats américains au nord de Bagdad, dernier épisode en date d'une série d'attaques dont Washington fait porter la responsabilité à des factions pro-Iran.

Le 3 mars déjà, un sous-traitant américain avait été tué lors

d'une attaque contre une autre base aérienne, celle d'Aïn al-Assad, dans l'ouest désertique de l'Irak. L'attaque de lundi soir n'a fait ni victime ni dégât à l'intérieur de la base de Balad, a précisé un responsable de la sécurité. Selon lui, seules deux roquettes étaient bien tombées dans l'enceinte de la base, tandis

que cinq autres s'étaient écrasées sur le village proche d'al-Bou Hassan.

Les roquettes, de type Katioucha, ont été tirées depuis un village de la province voisine de Diyala, plus à l'est, un lieu où d'autres lancements de roquettes sur Balad ont déjà été localisés, a poursuivi la même source. Les

derniers tirs n'ont pas été revendiqués dans l'immédiat mais Washington pointe à chaque fois les nombreux groupes armés entraînés et financés par l'Iran. Depuis mi-février, les tirs de roquettes en Irak contre des troupes américaines ou l'ambassade des Etats-Unis ont repris.

ETATS UNIS - JAPON - CHINE

Washington et Tokyo lancent une mise en garde à Pékin

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense américains et japonais ont lancé mardi à Tokyo une mise en garde à la Chine, affirmant leur engagement à s'opposer aux manœuvres de "coercition" et de "déstabilisation" dans la région. Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken et le chef du Pentagone Lloyd Austin sont au Japon, étape inaugurale de leur premier déplacement à l'étranger, pour renforcer les liens des Etats-Unis avec leurs alliés dans la région face à l'influence croissante de la Chine. Dans une déclaration commune publiée après des entretiens avec leurs homologues japonais, Toshimitsu Motegi et Nobuo Kishi, ils ont averti que "le comportement de la Chine, lorsqu'il est incompatible avec l'ordre international existant, présente des défis politiques, économiques, militaires et technologiques". Les ministres se sont engagés

à s'opposer à la coercition et aux comportements déstabilisateurs à l'égard des autres pays de la région", ajoute ce texte conjoint. MM. Blinken et Austin consultent également les partenaires régionaux dans le cadre d'une révision de la politique de Washington à l'égard de la Corée du Nord. Ils ont prévu de se rendre en Corée du Sud mercredi. Le nouvel exécutif américain a déjà clairement insisté sur sa volonté de refonder les relations des Etats-Unis avec le reste du monde, spécialement avec leurs alliés traditionnels, en rupture avec le tumulte de l'ère Trump.

La déclaration commune des ministres américains et japonais a de nouveau appelé à la "dénucléarisation complète" de la Corée du Nord, avertissant que l'arsenal de Pyongyang "constitue une menace pour la paix et la stabilité internationales". Mais M. Blinken a refusé de commenter des propos rap-

portés mardi de Kim Yo Jong, l'influente sœur du leader nord-coréen Kim Jong Un, qui a accusé Washington de tenter de "répandre une odeur de poudre" sur son pays.

"Nous examinons si diverses mesures de pression supplémentaires pourraient être efficaces, si ces voies diplomatiques ont un sens, tout cela est à l'étude", a déclaré M. Blinken. "Pour l'avenir, nous partageons la même détermination à relever le défi posé par la Corée du Nord, notamment en ce qui concerne ses programmes de missiles nucléaires et, bien entendu, ses violations des droits de l'homme", a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie américaine a également condamné mardi la junte birmane, qu'il a accusée de "brutalement réprimer des manifestants pacifiques" et de "renverser les résultats d'une élection démocratique".

GRÈCE-TURQUIE

Nouveau round de pourparlers dans un climat pesant

Des diplomates grecs et turcs se réunissent mardi à Athènes pour discuter des délicates relations entre les deux pays voisins qui peinent à régler leurs différends historiques, auxquels se sont ajoutées les récentes convoitises turques en Méditerranée.

Quelques heures avant le début de cette réunion entre les deux pays membres de l'Otan, Ankara a adressé une note diplomatique à la Grèce, l'Union européenne et Israël, leur enjoignant d'obtenir son autorisation pour tous éventuels travaux dans le plateau continental revendiqué par Ankara en Méditerranée orientale, ont rapporté lundi soir des médias turcs.

Cette mise en garde pèse sur la réunion de mardi entre Athènes et Ankara dont les tensions s'étaient intensifiées l'été dernier après l'envoi du navire turc de recherches sismiques Oruç Reis dans des zones disputées, notamment près de l'île grecque de Kastellorizo proche du rivage turc en Méditerranée orientale, considérée riche en hydrocarbures.

La réunion de mardi s'inscrit dans la deuxième phase des pourparlers dits "exploratoires", un mécanisme réactivé fin janvier après cinq ans d'interruption.

Il s'agira de la 62e réunion de ces pourparlers entamés au début des années 2000 mais qui n'ont pas eu de résultat tangible jusqu'ici.

C'était le cas lors de la dernière réunion à Istanbul le 25 janvier. Athènes a souhaité uniquement discuter de la délimitation du plateau continental de ses îles en mer Egée alors qu'Ankara a insisté pour parler de la définition des zones exclusives économiques et de l'espace aérien des deux Etats.

La réunion de mardi aura lieu à huis clos, aucun détail sur l'heure du début de la réunion ou sur sa durée n'a été publié.

GRANDE BRETAGNE

Londres va augmenter son arsenal nucléaire, une première depuis la Guerre

Le Premier ministre Boris Johnson annoncera mardi que le Royaume-Uni relèvera de "plus de 40%" le plafond des ogives nucléaires qu'il est autorisé à stocker, ont révélé lundi soir deux médias britanniques.

Downing street a annoncé dans un communiqué que M. Johnson délivrerait mardi devant le Parlement les conclusions d'un rapport sur la défense, la sécurité et la politique étrangère du pays, qui déterminera la ligne du gouvernement pour la décennie à venir.

D'après le Guardian et le Sun, qui ont pu consulter ce document d'une centaine de pages, le gouvernement prévoit de relever à 260 le nombre maximal d'ogives que le pays est autorisé à stocker, après s'être précédemment engagé à réduire son stock à 180 ogives d'ici le milieu des années 2020.

Selon les médias britanniques, Downing street invoque une "panoplie croissante de menaces technologiques et doctrinales" pour justifier ce changement de cap, inédit depuis la Guerre froide.

SALON NATIONAL DU LIVRE Le rôle de la traduction de et vers Tamazight au centre d'une conférence à Alger

Le thème "Rôle de la traduction de et vers Tamazight dans le développement linguistique et le rayonnement culturel" a été au centre d'une conférence organisée, lundi, avec la participation de spécialistes et académiciens et ce dans le cadre du programme culturel du Salon national du livre qui se poursuit au Palais des expositions Pins maritimes à Alger.

Le Secrétaire général du Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad a évoqué les objectifs de son institution pour promouvoir et encourager la traduction en tant que "passerelle" liant les langues parlées en Algérie à savoir Tamazight et l'Arabe et ce dans le cadre de "l'encouragement de la pluralité et la cohabitation linguistique en Algérie".

"L'intérêt à la traduction vise à établir des traditions codifiées par la passation de conventions avec les différentes maisons d'édition algériennes, et ce pour préserver les droits d'éditeur et d'auteur", a-t-il ajouté.

Dans le cadre de sa stratégie dans le domaine de la traduction, le HCA, poursuit M. Assad, oeuvre à "accompagner les porteurs de projets en traduction à la faveur de l'installation d'un comité de lecture pour évaluer les textes proposés pour publication", indiquant que "le cercle de lectorat de Tamazight en Algérie a franchi de grands pas et s'élargit chaque année".

M. Assad a affirmé en outre l'attachement du HCA à donner une impulsion à la présence du livre amazigh notamment celui littéraire dans la scène culturelle à travers la participation aux foires nationales et au Salon international du livre à l'effet de le renforcer et le promouvoir.

Après avoir appelé les différents partenaires tels que les instances, les institutions publiques et les ministères à s'intéresser à la traduction vers Tamazight, M. Assad mis en avant les projets en cours de réalisation avec le ministère des Affaires religieuses et la traduction de 3 mémoires historiques avec le ministère des Moudjahidines.

Il a salué l'expérience pionnière de l'agence de presse APS depuis 2015 avec l'emploi d'un contenu médiatique basé sur la traduction vers la langue amazigh traitant la vie quotidienne du citoyen et autres actualités politique, sociale, culturelle et économique. Concernant les efforts visant la promotion de la traduction Tamazight, M. Assad a évoqué sa suggestion au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique quant à l'impérative ouverture d'un master en traduction arabe-tamazight au niveau de l'Université d'Alger afin de promouvoir cette langue nationale officielle enseignée dans la majorité des établissements éducatifs du pays, faisant état de l'installation d'une cellule de traduction en début de l'année en cours spécialisée en traduction institutionnelle.

De son côté, le chercheur Benothmane Zein a évoqué, dans son intervention, "les difficultés et les obstacles de la traduction de la langue russe à la langue arabe et au Tamazight", affirmant que la traduction est basée sur "la compréhension" et que le traducteur ne peut faire son travail correctement si l'idée initiale n'est pas claire.

Le chercheur a appelé à "encourager la publication de dictionnaires de proverbes en Tamazight avec toutes les variantes, et ce, compte tenu du rôle axial des dictionnaires spécialisées pour faire pencher la balance en faveur de la traduction sérieuse", soulignant que la traduction permet de créer de nouveaux mots contribuant à l'enrichissement de la langue.

Pour sa part, la chercheuse universitaire, Hadj Aissa Zahra a affirmé que la traduction est un système qui interagit avec tous les aspects de l'environnement de l'auteur, estimant que la traduction doit se baser sur "la lecture, la réflexion et le savoir afin de prendre connaissance des contextes culturels de l'auteur de l'oeuvre à traduire".

Le Salon national du livre, organisé par l'Organisation nationale des éditeurs de livre (ONEL), se poursuit jusqu'au 20 mars en cours au Palais des expositions (Alger).

APS

THÉÂTRE 14^e FNTF : Le spectacle "Nestenaw fel hayt" traite d'une société en quête de valeurs

La pièce de théâtre ?Nestenaw fel hayt? (nous attendons le mur), drame social existentiel traitant d'une société en quête de sens, est entrée, lundi à Alger, en compétition du 14^e Festival national du théâtre professionnel (Fntf), devant un public nombreux.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), ?Nestenaw fel hayt?, pièce inscrite dans le registre du théâtre de l'absurde a été brillamment mise en scène par Halim Zeddad sur un texte de sa plume tiré des oeuvres universelles, ?En attendant Godot? de Samuel Beckett et ?Fendo et Lis? de Fernando Arrabal.

Sept comédiens ont dressé un constat amer sur la réalité vécue où l'absence de sens et de perspectives d'avenir sème le désordre et le désarroi dans la société.

Fruit d'un atelier de formation, dirigé par le metteur en scène durant huit mois, le spectacle, d'une durée de près d'une heure, rend les tourments d'un groupe d'individus, aux allures égarées, vivant dans l'incertitude en attente - nulle part - d'un train qu'ils ne prendront jamais.

L'absence de perspectives, symbolisé par trois personnages attachés entre eux, se contredisa nt tout le temps et refusant d'aller dans le même sens, la soif de s'exprimer librement, suggérée par un personnage clownesque au nez rouge, muselé et tenu en laisse par son maître, ne se déplaçant qu'accompagné d'une ambiance musicale de cirque, sont autant de situations appuyant l'idée de la nécessité d'un changement salutaire.

Les comédiens, dont c'est le premier spectacle professionnel, ont su porter la densité du texte et ont brillé dans des rôles pleins, aux échanges courts et énigmatiques, alternés par des silences interrogatifs, révélateurs d'un égarement profond.

La dualité dans le titre entre la résilience à atten-



dre qui nourrit l'espoir et l'idée du mur qui n'offre aucune issue, met en valeur l'urgence d'engager une réflexion sérieuse pour mettre "du sens dans la vie" et "aller vers la lumière".

La scénographie minimaliste mais hautement significative, a consisté en un véritable théâtre des choses, avec une lune comme seul repère temporel renvoyant au repli sur soi et l'absence de vision, et un arbre aux branches dures disposé à l'envers, avec des racines orientées vers le haut, renvoyant à l'absence du sens dans la vie.

La musique a été d'un grand apport au spectacle, illustrative pour les scènes burlesques et planante et relevée lorsqu'il s'est agi de souligner un moment

important de la trame à méditer.

Le public, tenu en haleine durant tout le spectacle, a salué les comédiens, par un torrent d'applaudissements.

Distinguée en 2020 au 12^e Festival culturel local du théâtre professionnel de Guelma, la pièce de théâtre ?Nestenaw fel hayt? (nous attendons le mur) a été produite par l'association culturelle ?Numidia? de Bordj Bou Arreridj.

Le 14^e Festival national du théâtre professionnel se poursuit jusqu'au 21 mars, avec au programme de mardi, "Peintura spéciale", spectacle en off, de l'association culturelle "Taftika" d'El Eulma et "Ez-zawech" (Le moineau), prestation en compétition programmée au Tna.

MÉDIAS - TÉLÉVISION

Inauguration d'une nouvelle antenne de l'EPTV à Djelfa

Une nouvelle antenne de l'Établissement public de la Télévision Algérienne (EPTV) a été inaugurée, lundi à Djelfa, dans le cadre du renforcement du réseau de cet établissement médiatique dans le but de rapprocher le service public du citoyen.

La cérémonie d'inauguration de cette nouvelle structure, sise à proximité de la radio locale de la wilaya a été présidée par le Directeur général de l'EPTV, Ahmed Bensebane, en présence du wali de Djelfa, Djillali Doumi.

Dans une déclaration à la presse, M. Bensebane a souligné que "l'ouverture d'une antenne de la télévision

algérienne à Djelfa est un premier pas vers le renforcement de l'information de proximité, s'inscrivant dans le cadre du service public prodigué par la télévision algérienne".

"L'EPTV veille à transmettre les décisions des autorités locales et hautes autorités du pays au citoyen, ainsi qu'à soulever les préoccupations des citoyens", a indiqué le DG de l'EPTV, ajoutant qu'en sus de "relier le nord au sud, Djelfa est une wilaya connue pour son élite et ses intellectuels".

"La présence de la télévision algérienne à Djelfa répond au besoin d'accompagner les efforts des autorités locales et de transmettre fidèlement les préoccupations des citoyens pour présenter la réalité des zones d'ombre aux téléspectateurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays", a-t-il poursuivi.

Pour sa part, M. Doumi s'est félicité de l'ouverture de cette nouvelle structure de la télévision algérienne, au regard de son rôle dans l'accompagnement des efforts de développement et le traitement des préoccupations des citoyens".

Approchés par l'APS, plusieurs citoyens ont exprimé leur satisfaction quant à l'inauguration de cette structure importante, en ce sens qu'elle assurera la couverture médiatique de leur wilaya.

THÉÂTRE

Appel à la réhabilitation de la scénographie (scénographe)

Le scénographe Fawzi Benhimi a appelé lundi dans une déclaration à l'APS le ministère de la Culture et des arts à la réhabilitation de la Scénographie à travers "son enseignement comme nouvelle discipline à l'Ecole supérieure des beaux arts (ESBA)".

M. Benhimi qui anime un workshop sur la scénographie au profit des étudiants de l'ESBA, toutes spécialités confondues, a affirmé que le "scénographe est avant tout un

plasticien", ajoutant que seul le scénographe-plasticien est capable d'être créatif en la matière notamment sur le plan esthétique. Il a appelé, dans ce sens, à s'ouvrir aux expériences étrangères.

Le même scénographe, diplômé en 2007 de l'ISMAS et de l'Ecole des Beaux arts en Bologne (Italie) en 2011, a déploré l'absence de la formation scénographique en Algérie d'autant qu'elle n'est enseignée dans aucun institut" Il a en outre fait

savoir que le workshop qu'il encadre au niveau de l'ESBA visait à assurer une formation en scénographie notamment au profit de la gente féminine. Et d'enchaîner que cette initiative qui se poursuivra jusqu'au jeudi prochain tend à "sensibiliser à l'importance de cette discipline par rapport au 4^e art" souligne-t-il ajoutant que le théâtre est une activité "intégrée" c'est pourquoi tout manquement de ses éléments à l'image de la scénographie,

le tournage ou la réalisation impactera le travail entier". A noter que M. Benhimi est l'auteur de scénographies de plusieurs pièces théâtrales dont "Adjnihatou Nemmoula", présentée récemment au TNA Mahieddine Bachtarzi. Cet atelier a été organisé dans le cadre de la 14^e édition du Festival national du théâtre professionnel (FNTF) qui se poursuivra jusqu'au 21 mars en cours avec au programme 10 oeuvres en compétition et 9 autres en off.

ICT MAGHREB

Une première édition sous le signe de l'innovation

La première édition du Salon des technologies de l'information et de la communication "ICT Maghreb", qui s'est ouverte lundi à Alger, a drainé un public nombreux, pour son premier jour, venu s'enquérir des dernières innovations et solutions proposées par une centaine d'entreprises nationales et internationales activant dans le domaine.

Des dizaines de professionnels du secteur ainsi que des étudiants ont été au rendez-vous de ce salon qui ambitionne d'être un espace d'échanges entre les acteurs des TIC, regroupant, entre autres, des opérateurs des télécoms, fournisseurs de services Internet et de matériel informatique, intégrateurs, éditeurs de logiciels, équipementiers, institutions financières et organisations gouvernementales.

Ainsi, l'opérateur national, Mobilis, a procédé, en tant qu'acteur des télécommunications mobiles, d'hébergement et de stockage en Algérie, au lancement de la "Solution Startup" destinée aux jeunes entrepreneurs, offrant une panoplie de services avec les "meilleures" formules mobiles, a-t-on expliqué auprès de l'opérateur.

Mobilis s'engage, dans le même cadre, à accompagner les startups et les jeunes entrepreneurs du secteur IT, qui proposent des solutions innovantes, et contribuer à leur développement.

Parmi les entreprises présentes au salon figurent également Huawei-Algérie, qui a exposé un matériel technologique de dernière génération et présenté ses dernières solutions

destinées aux opérateurs télécoms.

Il s'agit notamment de la solution "Fast connect", qui permet d'avoir une connexion rapide pouvant atteindre un débit de 100Mbps et "Super vecteur", qui est une carte Vdsl pouvant atteindre jusqu'à 200Mbps chez le client final, a expliqué à l'APS, le directeur général adjoint de Huawei-Algérie, Jérémy Linx.

D'autres entreprises, à l'image de la suédoise Ericsson, se sont également engagées à accompagner les startups, dont un espace leur a été dédié à cette occasion.

Il s'agit d'une trentaine de jeunes entreprises activant pour la majorité dans les technologies nouvelles, ou s'appuyant sur celles-ci pour développer leur activité, a-t-on indiqué auprès d'Ericsson.

Pour Ericsson, cette démarche a pour objectif de contribuer aux côtés des jeunes porteurs de projets, à mettre la digitalisation au service de l'économie et la croissance.

L'entreprise algérienne "ELIT" (El Djazaïr information technology, spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication), a présenté, quant à elle, plusieurs solutions.

Comptant plus de 300 ingé-



nieurs informaticiens et une quarantaine de clients, cette entreprise a présenté sa messagerie 100% algérienne, ainsi que des systèmes innovants de gestion notamment de la trésorerie, des finances et de la comptabilité, de la médecine du travail et du télétravail.

D'autres solutions sont cette fois-ci présentées par des startups comme l'application "SihaTech" qui ambitionne de simplifier l'expérience e-santé (santé

électronique) en Algérie. Elle permet, ainsi, la recherche d'un médecin ou praticien de la santé via le système GPS à travers l'ensemble du territoire national et de prendre rendez-vous en ligne gratuitement et ce 24h/24 et 7j/7.

L'entreprise, "Cosys Informatique" étudie, réalise et fournit, pour sa part, des solutions informatiques adaptées aux besoins du secteur de la santé, en proposant une gamme complète de matériels, de logiciels médi-

caux et de service informatique destinée aux laboratoires et autres établissements hospitaliers, a-t-on indiqué auprès de cette jeune entreprise.

ICT Maghreb est organisé par Prolink et MMCommunication, sous le parrainage du ministère de la Poste et des Télécommunications ainsi que du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie et des Startup.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE : CHLEF DAIRA DE : TAOUGRITE COMMUNE DE : TAOUGRITE
N° FISCAL 0984 0205 9023527

TAOUGRITE LE.....
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 03/ 2021
LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE DE TAOUGRITE, lance un avis d'appel
d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet suivant:

AMENAGEMENT ET REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE DU STADE COMMUNAL
A TAOUGRITE (TRANCHE 1)

Les entreprises ayant certifié de qualification et classification (Travaux publics ou Bâtiment principal
catégorie 04 et plus) intéressées peuvent retirer le dossier de soumission au bureau d'équipement et de
marchés de la commune contre le paiement de 8 000,00 DA

Les offres devront parvenir à MONSIEUR LE PRESIDENT DE L'APC DE TAOUGRITE -SECRETARIAT
- GÉNÉRALE en trois enveloppes différentes dans une enveloppe principale anonyme portant la mention :

«soumissions à n'ouvrir que par la commission d'ouvertures des plis et d'évaluations des offres » Initiale du
projet.

Offre de candidature :
- la déclaration de candidature (selon le modèle ci-joint en cahier de charges) remplie, signée, cachetée et datée
- la déclaration de probité (selon le modèle ci-joint en cahier de charges) remplie, signée, cachetée et datée
- le statut pour les sociétés
- copie du document C20
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats des soumissionnaires ou le cas échéant des
sous-traitants

a- capacités professionnelles certifiées de qualification et classification en cours de validité
b- capacités financières moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires
c- capacités techniques moyens humains et matériels et références professionnelles

Offre technique :
- Une déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint en cahier de charges) remplie, signée, cachetée et datée
- Planning et délai d'installation de chantier et d'exécution des travaux.
- Mémoire technique justification

-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout document
exiges conformément à l'article 67 du présent décret

- le cahier de charges remplie, signée et portantes à la dernière page la mention manuscrite " lu et accepté "
Offre financière :
- Bordereau des prix unitaires signée et cachetée
- Devis estimatif et quantitatif signée et cachetée

NB : le soumissionnaire retenu présenter les documents justificatifs des données en déclaration de
candidature dans un délai maximum de dix (10) jours de la date de notification
Le dépôt des offres est fixé à quinze (15) jours à compter de la date de la parution du présent avis dans les
quotidiens nationaux et le BOMOP correspondant au jour d'ouverture des plis, si ce jour coïncide avec un jour
férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable.

Cet avis tient lieu de convocation à toutes Les soumissionnaires pour prendre part à la réunion d'ouverture des
plis qui se tiendra le dernier jour ouvrable à la date limite de dépôt des offres au siège de l' A.P.C de
TAOUGRITE à 14h00 mn
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (03) mois à compter du dernier jour de
dépôt de leurs offres.

DK NEWS

Anep : 2116004923 du 17/03/2021

EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DE TIARET
NIF : 000 216 299 033 049.



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES
N° 02/AT/DO14/SD.FS/DAL/2021

La direction opérationnelle de Tiaret lance un avis d'appel d'offres national N°02/AT/DO14/SD.FS/DAL/2021 ouvert
avec exigence de capacités minimales pour : la réalisation des travaux de canalisations urbaines FTTH au niveau des sites
suivants :

- LOT N° 01 OCC-CITE AOUED BAGHADAD AUTO CONSTRUCTION - SOUGUEUR
- LOT N° 02 OCC-CITE 4 Emme TRANCHE -SOUGUEUR
- LOT N° 03 OCC-CITE TIDJINI MOHAMMED Rue de TIARET -SOUGUEUR
- LOT N° 04 CANALISATION -ODN-CITE 450 LOGEMENT - TIARET

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service achats de
la DO de Tiaret contre paiement d'une somme de deux mille dinars algériens 2000 DA.

A l'appui de leur soumission, les candidats devront obligatoirement joindre les documents exigés par la
réglementation en vigueur, soit :

- DOSSIER ADMINISTRATIF :**
- Une déclaration de probité, renseignée, signée, datée et comportant le cachet de l'entreprise, établie selon le
modèle joint en annexe 02 ;
 - Copie du numéro d'identification fiscale « NIF » ;
 - Copie des statuts de l'entreprise, le cas échéant ;
 - Délégation de pouvoir de signature, le cas échéant, établie selon le modèle joint en annexe 10.
 - Copie de l'extrait du registre du commerce électronique ;
 - Copie des attestations de mise à jour CNAS, CASNOS en cours de validité ;
 - Copie de l'attestation de rôle en cours de validité, apurée ou avec échéancier de paiement ;
 - Copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux du CNRC ;
 - La convention de groupement momentané, dûment signée et datée par les fondateurs de pouvoirs des entreprises
respectives, le cas échéant.

OFFRE TECHNIQUE

- Une déclaration à souscrire renseignée, signée, datée et comportant le cachet de l'entreprise,
établie selon le modèle joint en annexe 01 ;
- Copie de l'attestation de qualification et classification pour les lots dont la distance est supérieure
à 600 mètres linéaires (artère) ;
- Les références professionnelles détaillées de l'entreprise, portant principalement sur son expérience
dans l'exécution des travaux de même nature, justifiées par des attestations de bonne exécution ou
PV de réception ;
- La lettre d'engagement sur les moyens humains à affecter pour chaque lot, établie et signée, en
respectant le modèle en (ANNEXE 06) ;
- La lettre d'engagement sur les moyens matériels à affecter pour chaque lot, établie et signée, en
respectant le modèle en (ANNEXE 07) ;
- Lettre d'engagement sur les délais d'exécution pour chaque lot (ANNEXE 08) ;
- Lettre d'engagement sur la durée de garantie pour chaque lot (ANNEXE 09) ;
- Le Planning de réalisation des travaux pour chaque lot (ANNEXE 11) ;
- Déclaration sur l'honneur pour l'éligibilité aux lots inférieurs à 600 m (ANNEXE 12) ;
- Le présent cahier de charges portant le cachet et la signature du soumissionnaire précédées de la
mention « lu et accepté ».

OFFRE FINANCIERE :

1. La lettre de soumission renseignée, datée, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire, respectant le modèle
joint en annexe CCAAG 3.
2. Le bordereau des prix unitaires daté, signé, daté et cacheté, en hors taxes, en lettres et en
chiffres, joint en annexe 04 ;
3. Le détail quantitatif et estimatif en hors taxes et en toutes taxes comprises daté, signé et
cacheté, joint en annexe 05.

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes
séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la
référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant la mention « dossier
administratifs, « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et
anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DE TIARET
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°02/AT/DO14/SD.FS/DAL/2021

«TRAVAUX DE CANALISATIONS URBAINES FTTH »
«A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATIONDES
OFFRES»

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel
d'offres dans la presse.

La date limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de préparation des offres tel qu'indiqué ci-dessus, de
08h00 à 14h00.

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi),
la date de dépôt sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant une durée de cent quatre-vingts (180) jours,
à partir de la date d'ouverture des plis.

DK NEWS

Anep : 2116004936 du 17/03/2021

Programme de la soirée

TF1 21:15



The Resident

Suite à un crash d'avion, des passagers blessés, parmi lesquels figure Bell, sont transportés à l'hôpital. De-
von culpabilise en comprenant qu'il aurait peut-être pu empêcher la catastrophe. Peu avant, il avait en effet renoncé à dénoncer le pilote de ligne, en état d'ébriété. Pendant ce temps, Nic et Conrad sont décidés à en savoir plus sur le médicament qui pourrait être responsable de l'embolie pulmonaire de Jessie, mais en sont empêchés par Red Rock.

France 2 21:05



Les chatouilles

Odette, une danseuse trentenaire, exprime sur scène les violences qu'elle a subies dans son enfance. Elle se rend également chez un psychiatre, pour évoquer ce qu'elle a vécu. Elle raconte comment Gilbert Miguié, voisin de ses parents, a commencé à la violer quand elle était une enfant. Mais les premiers échanges entre la thérapeute et Odette sont heurtés : la professionnelle a peur de ne pas être capable de l'aider. Odette refuse l'argument et poursuit son récit, racontant comment ses parents étaient totalement aveugles à la situation dramatique.

France 3 20:55



Faut pas rêver

Carolina de Salvo voyage en Ardèche, dans une nature incroyablement préservée qui réserve beaucoup de surprises. Vous connaissez la Montgolfière mais avez-vous déjà vu la Ciné Bulle de Dany Cleyet-Marel ? A bord de cet engin volant unique au monde, Carolina défie les lois de la gravité au cœur des gorges de l'Ardèche. Puis, elle découvre en canoë une rivière plus intime, celle de Jean Paul, un enfant du pays ! Ce département regorge de petits coins secrets, presque inaccessibles. Ceux de Julien et Nicolas, deux guides pêcheurs, sont idéaux pour taquiner la truite. Egalement au programme : - Louis, l'amoureux des arbres. - Châtaine, le trésor de l'Ardèche.

CANAL+ 20:05



The Quarry

David Martin, un prêtre itinérant, a quitté l'Ohio et sillonne les routes de l'Ouest du Texas à destination d'une petite ville du Mexique. En chemin, il découvre un homme inanimé sur la chaussée et l'emmène avec lui après lui avoir offert un repas. Quand les deux hommes font une pause quelques centaines de kilomètres plus loin dans une carrière, le prêtre décide de se confier à son passager et enjoint celui-ci à se confesser. Mais l'autostoppeur profite de leur isolement pour tuer Martin et endosser son identité.

6 20:35



Top chef

Neuf candidats sont encore en compétition. Pour la première épreuve, ils devront mettre le riz au centre de leur assiette. Choix des variétés, précision de la cuisson, création de tuiles, mousse et autres textures, les candidats vont devoir être créatifs pour surprendre le chef Pascal Barbot et Christophe Rohat, son associé. Les cuisiniers s'inspireront ensuite d'Angel Leon, restaurateur triplement étoilé du sud de l'Espagne, pour imaginer une méthode de cuisson originale pour un produit de la mer. Enfin, les candidats sur la sellette tenteront de sublimer des moules.

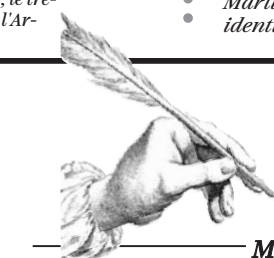
Jeux

Samourai-Sudoku n°2673

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

2			9					3				1			5					8
				6											9					
			3		8									4		6				
	9					3						1				2				
4	7			2				9	1			8	6		7				9	3
			6			5								7					4	
			2	6										3	7					
				8						5		3				6				
8			4					9				5			8					4
						6									4					
						9									8					2
						1									9					
4			8						1			7			7			6		9
				3								7			6					
			9		5							5			5			8		
		3				1						3			3				8	
2	9			1								1	7			9			2	3
			1			5							9					6		
			6	7										4	2					
				9											7					
8			5										4		1					8

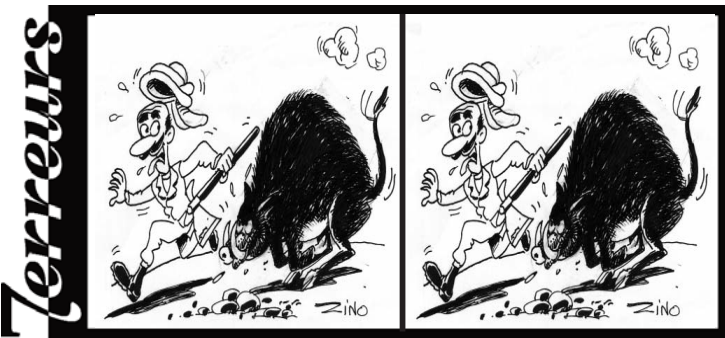


La constance humaine n'est que l'inconstance en repos.
Citation de Pierre-Jules Stahl ; Les pensées et réflexions diverses (1841)

Mots croisés n°2673

- Horizontalement :**
- 1 - Macrobiotique
 - 2 - Processus de calcul - Rayons bronzants
 - 3 - Fin tissu - Ebrécha
 - 4 - En matière de - Elles tiennent bien la bride
 - 5 - Trou de façade - Lieu de forçage
 - 6 - Barlotière - Élément d'atmosphère
 - 7 - Génisse privée de liberté - Prenons pour moitié
 - 8 - Possédée - Source de cadres - Périodes
 - 9 - Vérifie - Rivière alpine
 - 10 - Virage en planches - Téléphone - Musique moderne
- Verticalement :**
- A - De bon coeur
 - B - Groupe de graines - Nom de Voltaire
 - C - Engendra - Croqueuse de pomme
 - D - Qui se ronge facilement - 999 pour César
 - E - Poudre pour le cuir - Punaises d'eau
 - F - Numéro 85 - Machine volante
 - G - Néant - Se donna du mal
 - H - Bien chargés - Un tiers
 - I - Assemblée - Adversaire du F.L.N.
 - J - Orchestre
 - K - Digitaliser
 - L - Elargir - Support de soc

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



CHAMPIONNAT MILITAIRE DE TIR AU FUSIL SEMI-AUTOMATIQUE

67 athlètes en lice à Mila

Le championnat militaire de tir au fusil semi-automatique s'est ouvert lundi au siège de la 7ème brigade blindée chahid Messaoud Benhadj de Telegma (Mila) avec la participation de 67 athlètes représentant les différentes institutions militaires.

Cette compétition qui se poursuivra jusqu'au 18 mars en cours sera disputée par 18 équipes composées de 51 athlètes chez les messieurs et 16 chez les dames issus de plusieurs régions militaires, divers corps d'armes et écoles relevant du Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP). Dans son allocution d'ouverture au nom du commandant de la 5ème région militaire, le commandant de la 7ème brigade blindée chahid Benhadj Messaoud, le général Mahmoud Dridi, a relevé que ce rendez-vous sportif permet aux athlètes participants de faire valoir leurs performances dans le tir au fusil semi-automatique en faisant honneur à leurs établissements avec fair-play.

L'officier supérieur a également mis l'accent sur l'intérêt accordé par le Commandement de l'armée à ces compétitions en mettant en place tous les moyens nécessaires à leur tenue afin de bien représenter le sport national militaire au niveau arabe et mondial. Le même intervenant a également considéré le tir parmi les domaines indispensables aux militaires en plus de la préparation physique et l'entraînement continu pour rester fin prêt et accomplir au mieux ses missions.

D'après les explications fournies à la presse sur le champ de tir électronique de la 7ème brigade blindée, le suivi et l'évaluation des athlètes lors des tirs dans les trois positions debout, avec appui et couché sont effectués d'une manière électronique permettant de déterminer les résultats des tirs avec précision. Selon les organisateurs, les premiers résultats du championnat traduisent "d'excellentes performances" et confirment les résultats des athlètes nationaux obtenus dans le championnat africain organisé dernièrement à Tipasa en décrochant 14 médailles. Ce championnat de quatre jours permettra notamment la sélection des éléments qui composeront la sélection nationale civile qui participera à la prochaine édition des Jeux méditerranéens, a-t-on indiqué.

CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE INTER-ÉCOLES DE TIR AU FUSIL SEMI-AUTOMATIQUE

25 équipes en compétition à Tipasa

Vingt-cinq (25) équipes représentant différentes écoles de l'Armée nationale populaire (ANP) participent au championnat national militaire inter-écoles de tir au fusil semi-automatique (dames et messieurs), qui s'est ouvert, lundi, à l'École d'application d'infanterie chahid Abidate Djelloul de Cherrhell (Tipasa).

Ce championnat inscrit au titre du programme sportif militaire de la saison 2020/2021 et qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain met en compétition un total de 144 tireurs de l'ANP, dont 24 femmes.

Cette compétition, dont le coup d'envoi a été donné par le commandant de l'École d'application d'infanterie chahid Abidate Djelloul de Cherrhell, le Général major Rih El Djilali, au nom du Commandant de la première région militaire (1ère RM), s'inscrit au cœur des missions du soldat.

Le général major Rih El Djilali a insisté dans son intervention, à l'ouverture de ce championnat, sur "l'importance de saisir l'opportunité pour réaliser des résultats positifs". Pour la première journée de ce championnat, les messieurs participent à des épreuves de tir de précision

par équipe dans les trois positions, debout, en appui et couché sur un champ de tir de 200 mètres linéaires. Même épreuve de tir de précision pour les dames, mais en position couché et sur un champ de tir de 100 mètres. Ce championnat se déroule dans des conditions climatiques "relativement favorables" pour les tireurs. Le vent faible de cette journée qui permet de réaliser des tirs précis, selon les techniciens, suscite la concurrence chez les compétiteurs.

Le Général major Rih El Djilali a souligné dans son allocution "l'importance du sport militaire et l'intérêt portée par le Haut commandement de l'ANP à la pratique sportive et à son développement", insistant sur "l'importance de la concentration et de la bonne maîtrise de soi", appelant à saisir l'opportunité pour renforcer les



liens d'amitié entre militaires. Les épreuves de demain mardi concerneront le tir de vitesse par équipes messieurs et tir de précision dans les trois positions par équipes dames et tir de précision en individuel dames en position couchée. La troisième journée (mer-

credi) est réservée aux épreuves de tir de précision en individuel messieurs dans les trois positions, et en position couchée pour les dames. Cette manifestation sera clôturée jeudi avec des preuves de tir de vitesse en individuel messieurs et l'annonce des résultats.

SPORT SCOLAIRE Plus de 70 professeurs d'éducation physique en formation à M'sila

Soixante-et-onze (71) professeurs en éducation physique prennent part du 15 au 20 mars à M'sila, à une session de formation pour l'obtention du diplôme d'équivalence d'entraîneur 2ème degré, dans cinq disciplines sportives, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne de sport scolaire.

Ce stage, qui se déroule à l'Institut Supérieur de la Formation Paramédicale à M'sila, est chapoté par des encadreurs de l'Institut Supérieur de la Technologie des Sports de Ain-Benian (Alger). Cinq disciplines sportives sont concernées par cette formation de 45 heures, il s'agit du football, handball, basketball, volleyball et l'athlétisme.

Organisée par la Fédération algérienne de sport scolaire (FASS) en collaboration avec la Ligue de wilaya de M'sila, cette formation concerne les

éducateurs du niveau secondaire (lycée), issus de 14 wilayas de l'est du pays : M'sila, Tébessa, Skikda, Jijel, Guelma, Oum El-Bouaghi, Khenchela, Souk-Ah-ras, Sétif, Bordj Bou Arréridj, El-Tarf, Mila, Batna et Annaba.

L'ouverture de cette session a été marquée par la présence du président de l'instance fédérale Ab delhafid Izem, en compagnie du président de la Ligue de wilaya de M'sila, Dokhane Mohamed et le Directeur de l'éducation de la wilaya, Battal Mohamed-Tayeb, ainsi que le représentant de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la même ville.

D'autres sessions de formation pour l'obtention du diplôme d'équivalence d'entraîneur 2ème degré, seront organisées en avril prochain, en faveur des zones Sud et le Grand-Sud, selon la même source.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE YOSEIKAN BUDO

Report de l'AG élective à une date ultérieure

L'assemblée générale élective (AGE) de la Fédération algérienne de yoseikan budo (FAYB), initialement programmée pour le 18 mars (10h00) à Tipasa, a été reportée à une date ultérieure pour des "raisons techniques, a appris l'APS lundi du secrétaire général de l'instance fédérale.

"En concertation avec les services du ministère de la Jeunesse et des Sports, il a été décidé le report de l'AG élective à une date ultérieure pour des raisons liées à l'accomplissement de documents concernant l'opération de vote.", a indiqué Belkacem Lachache. Par ailleurs, l'assemblée générale ordinaire (AGO) avait été organisée le 6 mars avec l'adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2020 ainsi que l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes.

La commission de candidatures a reçu le dossier du président sortant, Salah Mouhoub comme l'unique candidat au poste de président ainsi que 15 dossiers de candidature pour la représentation au sein du bureau fédéral, composé de 12 membres et trois suppléants.

L'assemblée constitutive de la Fédération algérienne de yoseikan budo avait été organisée le 8 mai 2019, alors que l'agrément officiel du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a été reçu en janvier 2020.

Avant, la désormais instance fédérale activait en tant que commission nationale sous l'égide de la Fédération algérienne des arts martiaux (FAAM).

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE D'HALTÉROPHILIE Deux candidatures pour la présidence retenues

Deux candidatures ont été retenues pour la présidence de la Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH), dont l'assemblée générale élective (AGE) aura lieu jeudi à Alger, a-t-on appris mardi du secrétariat général.

Il s'agit du président de la Ligue de Batna, Smaïl Boulahia et de Fethi Merrad-Boudia, président d'une association à Tlemcen, selon la même source. Une troisième candidature, celle de l'ancien patron de la FAH, Abdelaziz Brahimi, a été rejetée. Ce dernier attend la décision de la commission de recours pour savoir s'il est définitivement écarté ou s'il peut revenir dans la course à la présidence.

La commission de candidatures a, en outre, retenu les dossiers de 13 postulants



au bureau fédéral de la FAH qui compte neuf membres dont le président. Une can-

didature a, par ailleurs, été définitivement rejetée et deux autres provisoirement, a informé le SG Khaled Zerrouk. La FAH était gérée par un directeur chargé d'assurer la continuité des activités, après la suspension, en janvier dernier, du désormais ex-président Larbi Abdellaoui et des membres de son bureau fédéral, à titre "temporaire" par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour "mauvaise gestion".

Ce directeur était composé d'Abderrahmane Morsli comme président et des membres Abdelkrim Bekhti et Smaïl Boulahia, candidat à la présidence de la FAH.

A rappeler que les bilans moral et financier de l'exercice 2020 de la FAH ont été rejetés par les membres de l'assemblée générale.

BOXE

Anthony Joshua et Tyson Fury signent pour deux combats des titres unifiés

Les boxeurs britanniques Anthony Joshua, 31 ans, champion du monde WBA, IBF et WBO des poids lourds, et Tyson Fury, 32 ans, champion WBC, s'affronteront prochainement lors de deux combats avec toutes les ceintures en jeu, ont annoncé lundi les médias britanniques.

"Toutes les parties ont signé et nous allons travailler dur ces prochaines semaines pour confirmer la date et le lieu du plus

grand des événements de boxe", a indiqué à Sky Sports le promoteur Eddie Hearn, confirmant une information donnée initialement par ESPN.

Sur la chaîne de sport américaine, Hearn a affirmé avoir été approché par "huit ou neuf sites" désireux d'accueillir l'événement. L'impact qu'aura la pandémie de Covid-19 sur l'organisation du combat, car elle pourrait avoir une influence importante sur la

jauge du public et les déplacements, sera un facteur important pour ce choix. L'idée d'un combat 100% britannique à Londres fait forcément saliver, mais il se pourrait aussi qu'il soit délocalisé, comme la revanche de Joshua contre

Andy Ruiz Jr qui s'était tenue en Arabie saoudite. Selon ESPN, les boxeurs se sont mis d'accord d, après des mois d'âpres discussions, sur un partage équitable de la

bourse pour le premier combat et d'une répartition 60/40 en faveur du vainqueur pour le second. Les organisateurs espèrent que les deux rencontres auront lieu en 2021, la première au tout début de l'été et la seconde juste avant l'hiver. Le dernier boxeur à avoir été champion du monde unifié des lourds est le Britannique Lennox Lewis en 2000.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2E JOURNÉE) La JSK en quête de confirmation, l'ESS pour la relance

Vainqueur lors de la journée inaugurale de la phase de poules de la Coupe de la Confédération de football, la JS Kabylie, en quête de confirmation, affrontera à Lusaka les Zambezi Stars de NAPSA Stars, alors que l'autre représentant algérien dans cette épreuve, l'ES Sétif, aura à cœur de se racheter en Egypte face aux Libyens du Ahly Benghazi, à l'occasion de la 2e journée, mercredi.

Versée dans le groupe B, la JSK, vainqueur dans le "money time" à Tizi-Ouzou face aux Camerounais de Coton Sport (1-0), devra confirmer ses ambitions dans cette compétition face à NAPSA Stars, battu lors de la 1re journée au Maroc par la RS Berkane (2-0).

Même si, a priori, la mission reste dans les cordes des "Canaris", il n'en demeure pas moins que les joueurs de l'entraîneur Denis Lavagne seront appelés à faire preuve de vigilance face à une équipe zambienne qui vise la victoire chez elle pour se relancer.

"Le match sera difficile, mais nous allons jeter toutes nos forces pour revenir avec un résultat probant, et confir-



mer du coup notre excellent début. Je pense que nous sommes en train de gagner en confiance, nous avons les moyens pour préserver cette dynamique.

Ce que nous craignons, ce sont les conditions climatiques, mais nous sommes prêts à relever le défi", a indiqué le défenseur Walid Bencherifa.

Cette rencontre sera dirigée par l'Ivoirien Kalilou Traoré, assisté de ses compatriotes Ashumu Hermann et Nouhou Ouattara.

De son côté, l'ES Sétif (Gr. A), tenue en échec "à do-

micile" par les Sud-africains d'Orlando Pirates (0-0) -- cette rencontre devait avoir lieu au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, avant d'être délocalisée à Accra (Ghana) en raison des risques liés au variant sud-africain de Covid-19 -- sera en appel au Caire pour défier le Ahly Benghazi, dans une rencontre où le faux-pas est interdit pour les coéquipiers d'Amir Karaoui.

"Nous devons absolument remporter ce match, d'autant que nous avons perdu deux précieux points lors du premier match.

Décrocher la victoire face

au Ahly Benghazi va nous permettre de nous repositionner en vue de la qualification pour les quarts de finale", a affirmé le latéral droit sétifien, Abdelhak Debbari.

Le Ahly Benghazi, contraint de recevoir l'Entente au stade Petrosport du Caire en dépit du feu vert reçu de la CAF pour retourner jouer à nouveau en Libye, va également chercher à s'imposer pour éviter de compliquer sa mission.

Ce match sera officiel par le Marocain Adel Zourak, assisté de ses compatriotes Yahia Nouali et Zakaria Brinsi.

Le programme

Groupe A :
Orlando Pirates (Afrique du Sud) - Enyimba (Nigeria) =17h00=
Ahly Benghazi (Libye) - ES Sétif (Algérie) =20h00=

Groupe B :
NAPSA Stars (Zambie) - JS Kabylie (Algérie) =14h00=
Coton Sport (Cameroun) - RS Berkane (Maroc) =14h00=

Groupe C :
ASC Jaaraf (Sénégal) - CS Sfaxien (Tunisie) =17h00=
Salitas FC (Burkina Faso) - ES Sahel (Tunisie) =17h00=

Groupe D :
Namungo FC (Tanzanie) - Pyramids FC (Egypte) =14h00=
Nkana FC (Zambie) - Raja Casablanca (Maroc) =17h00=

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

LIGUE 1 L'USMA confirme l'arrivée du Ghanéen Kwame Opoku pour quatre ans et demi

La direction de l'USM Alger a confirmé mardi le recrutement de l'attaquant international ghanéen de l'Asante Kotoko SC, Kwame Opoku, pour quatre ans et demi.

"La direction de l'USM Alger informe ses supporters qu'un accord a été trouvé avec son homologue ghanéen de l'Asante Kotoko SC pour le transfert définitif de l'attaquant Kwame Opoku qui s'engagera pour quatre ans et demi.

Les formalités administratives seront finalisées dès l'ouverture du mercato, le 22 mars prochain", a indiqué un communiqué publié sur la page Facebook des Usmistes.

Plusieurs médias ghanéens avaient annoncé le 10 mars l'engagement du buteur d'Asante Kotoko, Kwame Opoku (21 ans), avec l'USM Alger, sans dévoiler toutefois la durée du contrat.

Selon les sites spécialisés Ghana Soccer et Footy-Ghana.com, le transfert a été réalisé contre un chèque de 350.000 euros, précisant que le joueur a finalisé son transfert le 9 mars après avoir signé les documents nécessaires, en ligne.

Opoku rejoindra le club algérois au terme des deux matchs que doit livrer fin mars le Ghana face à l'Afrique du Sud et Sao Tomé-et-Principe, dans le



cadre des deux dernières journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022.

Auteur de huit buts cette saison, toutes compétitions confondues, Kwame Opoku "se verra remettre une voiture personnelle à son arrivée en Algérie et percevra un mois de salaire de 15.000 euros", avait précisé Ghana Soccer.

Kwame Opoku était également sur le radar de l'ES Sétif et du club égyptien vice-champion d'Afrique, le Zamalek, selon la même source.

Pour rappel, l'USMA a déjà renforcé son secteur offensif en engageant l'attaquant du Paradou AC, Zakaria Naïdji, qui sera qualifié lors du mercato d'hiver, fixé du 22 mars au 11 avril.

LIGUE 1 La LFP fixe les dates de huit matchs en retard

La Ligue de football professionnel (LFP) a arrêté mardi les dates de huit matchs en retard du championnat de Ligue 1 qui se dérouleront désormais entre le 24 et le 30 mars.

Le derby algérois USMA - MCA comptant pour la 12e journée est programmé pour le vendredi 26 mars, à l'instar de deux autres rencontres : JSS-ESS et JSK-CSC.

La mise à jour du calendrier de Ligue 1 débutera le mercredi 24 mars avec la rencontre entre l'ASO et le CRB et se terminera le mardi 30 mars avec le déroulement de trois matchs : MCA-ASO, ESS-ASAM et JSK-RCR.

Mercredi 24 mars
ASO - CRB (12e journée)
Vendredi 26 mars
USMA-MCA (12e journée)
JSS-ESS (13e journée)
JSK-CSC (13e journée)
Dimanche 28 mars
CRB-WAT (13e journée)
Mardi 30 mars
MCA-ASO (13e journée)
JSK-RCR (14e journée)
ESS-ASAM (14e journée).

LIGUE 1 - USM ALGER Lancement officiel des travaux de réalisation du centre de formation professionnelle

Les travaux de réalisation du centre de formation professionnelle de la société par actions SSPA/USM Alger (Ligue 1 de football), ont été officiellement lancés lundi dans la commune d'Ain Benian (Alger).

S'étendant sur une superficie de 3 hectares, le Centre de formation professionnelle de l'USMA est composé du siège du club algérois, d'un centre de formation et d'entraînement, deux futsal, deux vestiaires, un terrain en gazon synthétique et un terrain homologué.

La réalisation de ce projet a été confiée à l'entreprise "Batimetal" dont la livraison est prévue dans un délai de 20 mois, selon les explications de M.Rachid Douh, directeur central technique et réalisation au sein de l'entreprise publique "EPE Batimetal SPA".

Le centre de formation professionnelle constitue l'un des grands projets que compte lancer le groupe des services portuaires "Serport", propriétaire de l'USMA, ainsi que l'exploitation d'un stade de football conforme au standing et aux ambitions du club algérois ainsi que la mise en place d'un pôle commercial dédié aux produits dérivés du club.

Pour rappel, le groupe Serport, qui compte 15.000 employés, est issu de la transformation juridique de l'ex-société de gestion des participations de l'Etat Port "GP SOGEPOR-SPA".

Il est chargé, entre autres, d'exercer les activités de dix ports commerciaux et 48 ports de pêche avec un chiffre d'affaires de 56 milliards de dinars.

LIGUE 1 (SANCTIONS) L'USMA écope d'une mise en garde pour jet de fumigènes (LFP)

L'USM Alger a écopé d'une mise en garde, plus une amende de 100.000 dinars, pour jet de fumigènes sur le terrain (1re infraction), a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Disputé à huis clos, à l'instar de toutes les rencontres du championnat en raison de la pandémie du Covid-19, le match USM Alger - ASO Chlef (3-0) a enregistré samedi un fait inédit, avec jet de fumigènes de l'extérieur du stade Omar-Hamadi.

Le club algérois s'est vu infliger également 300.000 dinars d'amende pour "absence de l'eau chaude aux vestiaires des arbitres".

Par ailleurs, le CR Belouizdad, le CABB Arreridj, et la JSM Skikda ont écopé chacun de 40.000 dinars d'amende pour "conduite incorrecte", alors que l'ASO Chlef devra s'acquitter de 50.000 dinars d'amende pour "arrivée tardive au stade".

Le NC Magra s'est vu infliger, quant à lui, 200.000 dinars d'amende pour "non-respect du protocole sanitaire". Le président de l'US Biskra Benaïssa Abdellah a écopé d'une mise en garde plus 50.000 dinars d'amende.

Enfin, huit joueurs ont écopé chacun de d'un match de suspension ferme plus 30.000 dinars d'amende pour "contestation de décision" : Frioui Samy (MC Alger), Sofiane Bouchar (CR Belouizdad), Lyes Yaïche (CS Constantine), Houssein-Eddine Ouassini (WA Tlemcen), Aziz Fegass (NC Magra), Youcef Zahzouh (JSM Skikda), Boualem Mesmoudi (MC Oran), Ahmed Gagaâ (CABB Arreridj).

FIFA

La FIFA lance son programme mondial d'intégrité pour intensifier la lutte contre la manipulation de matches

La Fédération internationale de football (FIFA) a lancé mardi son programme mondial d'intégrité, qui vise à fournir à l'ensemble des 211 associations membres des connaissances approfondies et des outils modernes de lutte contre la manipulation de matches, a indiqué l'instance. L'instance dirigée par Gianni Infantino a élaboré ce nouveau programme afin d'améliorer la formation et les compétences en matière d'intégrité au sein des 211 associations membres et de permettre le partage de connaissances et ressources entre les responsables intégrité, précise la FIFA sur son site officiel.

Le programme reflète en outre l'engagement pris par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) vis-à-vis des gouvernements et des organisations sportives pour les soutenir dans leurs initiatives de protection du sport contre la corruption et le crime. Il s'articule autour de webinaires à trois modules qui seront organisés dans chacune des confédérations et a pour but de mettre en place des initiatives d'intégrité et de lutte contre la corruption durables et efficaces au niveau local. Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a évoqué le Programme mondial d'intégrité de la FIFA en expliquant que : "La manipulation de matches est un problème bien réel qui menace l'intégrité et la crédibilité du football dans de nombreux pays du monde.

Grâce à la collaboration étroite que nous entretenons avec les experts de l'UNODC et aux autres initiatives menées par la FIFA, le Programme mondial d'intégrité de la FIFA est une étape supplémentaire en vue de préserver l'intégrité du football et nul doute qu'il jouera un rôle clé dans la formation de nos associations membres et le renforcement de leurs compétences, contribuant ainsi à la lutte contre la manipulation de matches au niveau local." Outre ce programme, la FIFA a également annoncé qu'elle allait bientôt mettre en place une plateforme communautaire pour les responsables intégrité. Il s'agira de la première plateforme en ligne entièrement dédiée aux responsables intégrité de toutes les associations membres et des confédérations. Cette plateforme communautaire privée permettra un partage d'expériences et de bonnes pratiques liées à la prévention et la lutte contre la manipulation des matches ainsi qu'à la promotion de l'intégrité.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC "Profonde déception" du CNASPS suite aux manœuvres "souroises" durant l'AG de la CAF

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) a noté lundi avec une "profonde déception" les "manœuvres souroises" déniant aux Sahraouis le droit à une représentation sportive continentale, lors de l'assemblée générale (AG) de la Confédération africaine de football (CAF), tenue vendredi à Rabat. "Les membres du CNASPS ont noté avec une profonde déception les manœuvres souroises lors des dernières élections à Rabat pour la constitution du Comité exécutif de la CAF (...) La manœuvre de la part des responsables marocains était grossière afin d'exclure la RASD (République arabe sahraouie démocratique) d'être reconnue comme associée et membre d'une organisation sportive continentale", a indiqué le CNASPS dans un communiqué. Les membres de l'assemblée générale de la Confédération africaine de football ont voté vendredi à Rabat, à l'occasion de la 43e session ordinaire et élective de l'instance, une modification statutaire concernant les conditions d'admission à la CAF. "Dénier aux Sahraouis le droit à une représentation

sportive continentale, c'est les priver injustement du droit d'exister en tant que peuple et en tant qu'Etat, dans la communauté sportive africaine. C'est aussi fermer la porte cruellement au nez de la jeunesse sahraouie, déjà frustrée, d'un légitime épanouissement", a ajouté la même source, soulignant à cette occasion le rôle du président Abdelmadjid Tebboune, qui a mobilisé "de façon magistrale ses pairs africains autour de la question du Sahara Occidental et les responsabilisait quant à la recherche agissante et concrète d'une solution au conflit (...)". Le texte a pointé la responsabilité du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, présent à Rabat pour le congrès de la CAF et qui, pour le CNASPS, a voté en faveur de cette modification statutaire. Le communiqué rappelle que "déjà en janvier 2020, les fonctionnaires marocains avaient monté une opération de communication en organisant à Laâyoune occupée (la Coupe d'Afrique) de futsal avec la complicité avérée de l'ignoble Ahmad Ahmad, ex-président de la CAF, qui vient

d'être renvoyé pour délinquance documentée.

Nos responsables élus des instances sportives nationales concernées avaient alors brillé par leur inaction et leur absence, faisant fi déjà de l'intérêt national et des droits du peuple sahraoui". "A ce niveau de responsabilité, tout acte sportif a forcément une dimension et un prolongement politiques.

Croire le contraire, c'est faire preuve de naïveté, d'inconscience et donc d'incompétence", selon le comité présidé par Saïd Ayachi. De retour de Rabat dimanche, Zetchi a indiqué qu'il s'était abstenu de voter la modification statutaire concernant les conditions d'admission, proposée par la CAF, affirmant que "(s)a position envers la cause palestinienne et celle du Sahara occidental est celle de l'Algérie". "L'Algérie s'est abstenue de voter la modification statutaire, proposée par la CAF concernant les conditions d'admission à la qualité de membre de l'organisation, et a même refusé d'approuver le bilan financier", a-t-il déclaré à la presse à l'aéroport international d'Alger.

APS

PREMIER TOURNOI DES ÉCOLES DE FOOTBALL "LE PETIT FENNEC" 16 équipes en compétition à Hassi-Messaoud

Seize (16) équipes participent au 1er tournoi des écoles de football du grand sud, baptisé "Le petit Fennec", qui a débuté lundi au complexe sportif "Irara" à Hassi-Messaoud (80 Sud-est d'Ouargla), à l'initiative du Groupe Sonatrach et de la Fédération algérienne de football (FAF).



S'étalant sur quatre jours (15-18 mars), cette manifestation sportive regroupe 16 équipes, dont 4 féminines, totalisant plus de 208 jeunes pousses (13 à 15 ans), représentant des clubs et académies de football des wilayas d'Adrar, Bechar, El-Oued, Ghardaïa, Laghouat, Tamanrasset, Tougourt et Ouargla, selon les organisateurs.

Elle a pour objectif de contribuer à l'essor et au développement du football national chez les jeunes catégories dans le grand Sud et plus particulièrement dans les zones d'ombre, ont-ils souligné.

Le tournoi s'inscrit dans le cadre des efforts

consentis par l'Etat dans le but de garantir l'égalité des chances entre les jeunes des quatre coins du pays, notamment des zones d'ombre, a déclaré à la presse le conseiller du Président directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, Boualem Oudjani, en marge de la cérémonie d'ouverture de ce tournoi.

Il s'agit de donner l'opportunité aux jeunes du Sud de participer à ce rendez-vous sportif, permettant aussi aux cadres de la FAF d'évaluer et de sélectionner les jeunes talents de porter haut le drapeau national, souligné M. Oudjani.

Pour sa part, le repré-

sentant de la FAF et directeur du tournoi, Abdelkrim Benaouda, a indiqué que le tournoi entre dans le cadre d'une stratégie visant à booster le football national, en précisant que l'initiative n'est pas la dernière mais sera suivie d'autres à l'avenir, afin de continuer l'effort de développement de la pratique de cette discipline sur tout le territoire algérien.

"Nous avons réfléchi à

l'organisation prochaine d'un tournoi international qui regroupera les jeunes footballeurs de différents pays", a-t-il poursuivi.

M. Benaouda, a fait savoir que la plateforme des identifications des écoles au département du développement et de l'élite à la FAF a permis d'identifier près de 50.000 joueurs et joueuses structurés dans 700 équipes à travers le pays.

QUALIFICATIONS CAN-2021 La CAF maintient la 5e journée

La Confédération africaine de football (CAF) a confirmé, sur son site officiel, la tenue de la 5e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2021, du 24 au 27 mars.

A cause de la pandémie de Covid-19, la Fifa a revu ses règlements qui obligeaient les clubs à mettre leurs joueurs à la disposition de leurs équipes nationales, une nouvelle disposition intéressante particulièrement les clubs anglais.

L'entraîneur espagnol de Manchester City, Pep Guardiola, a décidé de son côté de ne pas libérer ses joueurs internationaux lors de la prochaine fenêtre internationale.

En France, le FC Metz et Lyon ont décidé de ne pas lâcher leurs joueurs tandis que le coach de Rennes, Bruno Génésio, a invité la Ligue de football professionnel (LFP) à déprogrammer les matchs prévus début avril pour mettre les joueurs à disposition des sélections.

Face à cette situation, la Confédération d'Amérique Latine et du Sud (CONMEBOL) a décidé de reporter ses éliminatoires de la Coupe du monde 2022, programmées au même moment.

S'ils acceptent de venir en sélection nationale, les footballeurs africains basés en Europe et en Angleterre plus précisément doivent faire face à un isolement de sept jours, de retour de voyages effectués hors Union européenne.

La 5e journée des éliminatoires de la CAN-2021 débute le 24 mars avec les équipes du groupe A : Guinée-Mali (à Conakry) et Tchad-Namibie (à Ndjamena).

L'Algérie, déjà qualifiée à la CAN-2021 dans le groupe H, se rendra à Lusaka pour affronter la Zambie le 25 mars tandis qu'à Francistown, le Botswana accueillera le Zimbabwe. La 5e journée sera bouclée le 27 mars par les matchs du groupe L où toutes les équipes sont en course, avec Bénin-Nigeria (à Porto-Novo) et Lesotho-Sierra Leone (à Maseru).

KINGSLEY COMAN À L'AMENDE ?

Le Bayern ne badine pas avec ses partenaires et le respect des contrats, quelque soit le statut du joueur concerné.

Selon Bild Kingsley Coman est sur le point de recevoir une amende salée (50 000 euros) de la part du Bayern Munich. L'ailier français s'est en effet présenté au centre d'entraînement au volant de son véhicule de la marque Mercedes, alors que les joueurs bavarois sont tenus d'arriver dans leur voiture de fonction mise à disposition par Audi, actionnaire minoritaire et sponsor du Bayern.

Selon Bild, l'ailier français n'a même pas été autorisé à pénétrer dans le parking souterrain du centre d'entraînement par le service de sécurité lorsqu'il s'est présenté au volant de sa Mercedes.



ARSENAL VEUT CONSERVER ØDEGAARD

Prêt sans option d'achat par le Real Madrid depuis le mois de janvier, Martin Ødegaard (22 ans, 10 matchs et 2 buts toutes compétitions avec Arsenal cette saison) enchaîne les bonnes prestations avec Arsenal. Des performances remarquables qui incitent déjà les dirigeants du club anglais à voir plus loin avec le milieu offensif norvégien.

Selon le Daily Mail, les décideurs londoniens ont déjà entrepris des démarches pour prolonger l'aventure du Nordique dans la capitale anglaise.

Alors qu'un nouveau prêt est envisagé, Arsenal serait prêt à boucler le transfert sec du joueur appartenant à la Maison Blanche pour éviter qu'un prétendant ne s'immisce dans le dossier.

Sous contrat jusqu'en juin 2023, Ødegaard, valorisé entre 40 et 50 millions d'euros, ne serait pas intéressé par un retour à Madrid tant que Zinedine Zidane sera en poste.

MANÉ RÉVÈLE LA PRIORITÉ DES REDS

Provisoirement relégué à 8 points du 4e Chelsea en Premier League, Liverpool devra revenir de Wolverhampton avec une victoire ce lundi (21h) afin de se rapprocher des places qualificatives pour la Ligue des Champions.

Dans le cas contraire, l'autre possibilité pour valider son billet passe par un sacre en C1, soit la priorité annoncée par l'attaquant Sadio Mané (28 ans, 25 matchs et 7 buts en Premier League cette saison). "Terminer dans le top 4 est notre grand objectif. Mais remporter la Ligue des Champions est notre grand, grand objectif, a insisté le Sénégalais. Ça ne sera pas facile parce qu'on va affronter les meilleures équipes d'Europe, mais on est là pour battre les meilleures équipes au monde. On fera tout ce qui est possible pour y parvenir et pour gagner la Ligue des Champions." Tombeurs du RB Leipzig (0-2, 2-0), les Reds attendent de connaître l'identité de leur futur adversaire en quarts de finale.



DORTMUND VEUT MAXENCE LACROIX

Arrivé l'été dernier à Wolfsburg en provenance de Sochaux, le défenseur central Maxence Lacroix (20 ans, 22 matchs et 1 but en Bundesliga cette saison) est l'une des révélations de la saison en Bundesliga. Épatant au sein de la meilleure défense du championnat d'Allemagne (21 buts), à égalité avec le RB Leipzig, le Français a tapé dans l'œil du Borussia Dortmund. Confronté à des problèmes défensifs, le BVB en a fait l'une de ses priorités pour le prochain mercato estival, selon France Football.

Thauvin priorité de Leicester ?

Florian Thauvin, l'attaquant de l'Olympique de Marseille, serait l'une des priorités de Leicester City pour le mercato estival 2021. Les contacts sont établis entre les deux parties depuis octobre dernier. Selon des informations de TeamTalk, Florian Thauvin serait toujours dans le viseur de Leicester City. Et pas qu'un peu. Le média britannique indique que « les Foxes s'intéressent depuis longtemps à l'attaquant âgé de 28 ans ». Ce dernier précise que « des contacts ont été initiés en octobre dernier avec les représentants du joueur ». Les dirigeants s'intéressent à l'ancien joueur de Newcastle car il aura l'avantage d'être gratuit en juin prochain. Outre Leicester City, le média britannique précise que le Milan AC et le FC Séville seraient également sur les rangs pour l'international français. Toutefois, le changement d'entraîneur survenu à l'OM ces derniers temps pourrait convaincre Florian Thauvin de prolonger avec l'OM. Affaire à suivre....



Van de Beek sur le départ ?

Arrivé l'été dernier à Manchester United avec plein d'ambition, Donny Van de Beek déçoit. L'international néerlandais envisagerait déjà son départ lors du mercato estival 2021.

Donny Van de Beek et son entourage aurait demandé un rendez-vous avec les dirigeants de Manchester United pour leur signifier son envie de départ rapporte le journal anglais Daily Star ce mardi. Le milieu de terrain néerlandais qui n'a débuté qu'à deux reprises en Premier League cette saison s'est dit très déçu du traitement que lui inflige Ole-Gunnar Solskjær.

Avec seulement 11 titularisations toutes compétitions confondues malgré des absences répétées de Paul Pogba pour blessures, Donny Van de Beek, sous contrat jusqu'en juin 2025, pense n'avoir aucun avenir chez les Red Devils. Le journal anglais qui laisse entendre une exclusivité sur cette information, indique que le manager Ole-Gunnar Solskjær n'aurait jamais demandé le recrutement de l'international néerlandais qui craint maintenant pour sa place en sélection nationale pour l'Euro 2020 en juin prochain.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ALLEMAGNE

Le Président Tebboune reçoit l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi à Alger l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie, Mme Elisabeth Wolbers.

Au terme de cette audience, Mme Wolbers a indiqué dans une déclaration à la presse qu'elle a été "honorée" d'être reçue par le président de la République, qualifiant les relations entre les deux pays "d'excellentes".

"Nous avons évoqué la possibilité de mettre en valeur davantage nos relations bilatérales, notamment le segment économique qui représente l'un des domaines les plus forts dans nos relations", a-t-elle précisé, rappelant que l'Allemagne "a toujours contribué, à travers ses entreprises, à la diversification de l'économie algérienne par la création des postes d'emploi et le transfert des technolo-



gies". Dans le même sillage, la diplomate allemande a évoqué la coopération dans le secteur de l'énergie, considérant qu'il s'agit d'un partenariat "concentré sur les questions de la transition énergétique où il y a plusieurs projets à développer, notamment le domaine de l'hydrogène vert". A ce

propos, elle a fait savoir que "le ministre algérien de la Transition énergétique et des Energies renouvelables prendra part, mardi et mercredi prochains à Berlin, à une rencontre internationale de haut niveau sur le dialogue international de l'énergie". Par ailleurs, à une question sur le Sahara occidental, Mme Wol-

bers a indiqué que l'Allemagne "plaide en faveur d'une solution sur la base du droit international dans le cadre du processus des Nations Unies", exprimant son souhait de voir "bientôt la désignation d'un nouvel Envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental afin de redynamiser le processus".

Pour ce qui est de la Libye, Mme Wolbers s'est félicitée de la désignation d'un gouvernement d'union nationale, soutenu par le parlement et toutes les parties en Libye, formulant l'espoir que ce gouvernement "permettra à la Libye d'aller dans le sens de la paix, de l'unité et de la délimitation du pays".

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE Farid Zineddine Bencheikh nommé DGSN (ministère de l'Intérieur)

M. Farid Zineddine Bencheikh a été nommé Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) en remplacement de M. Khelifa Ounissi dont il a été mis fin aux fonctions, indique mardi un communiqué du ministère de l'In-

térieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire. "Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire annonce qu'en vertu du décret présidentiel du 1^{er} Chaâbane 1442, correspon-

dant au 15 mars 2021, M. Farid Zineddine Bencheikh est nommé Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), en remplacement de Khelifa Ounissi dont il a été mis fin aux fonctions", précise le communiqué.

SONATRACH

Signature la déclaration générale de la politique hygiène, sécurité et environnement

Le Président directeur général de la Compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach, Toufik Hakkar a signé mardi la déclaration générale de la politique hygiène, sécurité et environnement (HSE) de l'Entreprise, confortant sa volonté d'atteindre les meilleures performances en matière de Santé, de Sécurité et de Protection de l'Environnement, a indiqué mardi le groupe dans un communiqué.

"Le P-dg du Groupe



Sonatrach, Toufik Hakkar, a procédé ce jour, à la signature de la Déclaration Générale de la Politique HSE de

l'Entreprise", a précisé la même source.

Cette déclaration générale vient "conforter la volonté assumée de SO-

NATRACH de tout mettre en œuvre pour atteindre et maintenir les meilleurs standards et performances en matière de Santé, de Sécurité et de Protection de l'Environnement", affirme le groupe pétrogazier.

A travers cette démarche, SONATRACH "vise l'excellence dans les pratiques du HSE qui permet de répondre aux attentes internes et externes et la création de la valeur ajoutée", ajoute le communiqué.

PÉTROLE Le Brent à 67,81 dollars

Les cours du pétrole poursuivaient leur descente mardi après un tout début de semaine en hausse, les investisseurs préférant prendre une partie de leurs bénéfices faute de "nouveaux moteurs" haussiers tant sur l'offre que sur la demande.

Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 67,81 dollars à Londres, en baisse de 1,65% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour avril perdait 1,50%, à 64,41 dollars. La semaine "avait

pourtant démarré dans une ambiance dynamique" a souligné Tamas Varga, analyste.

La production industrielle et les ventes de détail ont en effet affiché des hausses record en Chine sur un an lors des deux premiers mois de l'année, selon les chiffres publiés lundi par le Bureau national des statistiques.

"Les données chinoises ont aidé le marché européen du pétrole brut à flirter brièvement avec la barrière des 70 dollars le baril dans les premières heures d'échange (...) mais l'enthousiasme n'a pas prévalu", a continué M.Varga.

Les marchés du brut "manquent de nouveaux moteurs, ce qui incite les investisseurs à prendre leurs bénéfices", a estimé de son côté l'analyste Jeffrey Halley.

Le marché adopte également une position attentiste avant la conclusion de la réunion de la Banque centrale américaine (Fed) mercredi, à même de faire bouger le prix du dollar et donc celui de l'or noir, vendu et acheté en billets verts.

APS

DÉFENSE - INSTALLATION

Le Général de Corps d'Armée Chanegriha installe le nouveau SG du MDN par intérim



Le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a procédé lundi, au nom du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, à l'installation officielle du Général-major, Mohammed Salah Benbicha, dans les fonctions de secrétaire général du ministère de la Défense nationale par intérim, en remplacement du Général-major Abdelhamid Ghris", a indiqué le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha.

A cette occasion, le Général de corps d'Armée "a donné des instructions et des orientations aux cadres du secrétariat général du MDN, à l'effet de poursuivre les efforts visant à servir l'Algérie et à protéger ses intérêts majeurs, tout en les exhortant à faire preuve d'engagement total, de rigueur et de persévérance dans l'accomplissement des missions assignées". Ont pris part à la cérémonie d'installation, les chefs de départements, le Contrôleur général de l'Armée, les directeurs et les chefs de services centraux du MDN et de l'Etat-major de l'ANP. A l'issue, le Général de corps d'Armée a signé le procès-verbal de passation de pouvoir, conclut le communiqué.

présidentiel du 11 mars 2021, j'installe officiellement le Général-major Mohammed Salah Benbicha, dans les fonctions de secrétaire général du ministère de la Défense nationale par intérim, en remplacement du Général-major Abdelhamid Ghris", a indiqué le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha.

A cette occasion, le Général de corps d'Armée "a donné des instructions et des orientations aux cadres du secrétariat général du MDN, à l'effet de poursuivre les efforts visant à servir l'Algérie et à protéger ses intérêts majeurs, tout en les exhortant à faire preuve d'engagement total, de rigueur et de persévérance dans l'accomplissement des missions assignées". Ont pris part à la cérémonie d'installation, les chefs de départements, le Contrôleur général de l'Armée, les directeurs et les chefs de services centraux du MDN et de l'Etat-major de l'ANP. A l'issue, le Général de corps d'Armée a signé le procès-verbal de passation de pouvoir, conclut le communiqué.

59^e ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE

Appel à l'installation d'un conseil supérieur de la mémoire

Le secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Saïd Mokkadem a appelé, lundi à Alger, à l'occasion du 59^e anniversaire de la fête de la victoire (19 mars 1962), à l'installation d'un conseil supérieur de la mémoire pour en faire "une tribune et une force de proposition".

Intervenant à une conférence organisée par l'Organisation nationale de préservation de la mémoire et de transmission du message des martyrs, M. Mokkadem a mis en avant l'importance de créer un conseil supérieur de la mémoire pour en faire "une tribune et une force de proposition importantes dans la défense de l'histoire et la préservation de la mémoire nationale", soulignant le rôle des jeunes dans l'édification de l'Etat de droit.

Pour sa part, le colonel à la retraite Ahmed Kerrouche a axé son intervention sur "l'ancrage de l'Armée nationale populaire (ANP) au sein de la société algérienne à travers l'histoire", arguant que l'institution militaire "a accompagné le peuple lors des différentes crises vécues, en témoigne la création de l'Organisation spéciale (OS) relévant du Front de libération nationale".

L'Armée de libération nationale (ALN) a mené "la plus grande révolution de l'histoire contemporaine", insistant sur l'importance de "la cohésion entre l'Armée et le peuple", a-t-il ajouté. Le conférencier a passé en revue les contributions de l'ANP aux côtés des enfants du peuple pour la réalisation des "projets de développement économique comme le barrage vert et la route de l'unité africaine", sous le slogan "fidèle au serment et au message des choudaha".

De son côté, le secrétaire général de l'Organisation nationale de préservation de la mémoire et de transmission du message des martyrs, Hadri Abdelkrim a affirmé que l'ANP en tant qu'institution constitutionnelle "s'est pleinement acquittée de son rôle et a assuré l'extraction de 12 millions de mines antipersonnelles implantées par l'occupation sur nos frontières".

La plupart des interventions ont été focalisées sur l'importance de "la prise de conscience des jeunes et l'adoption d'une politique claire pour leur redonner espoir et réaliser leurs aspirations, en sus de consacrer les valeurs de citoyenneté, à travers la consolidation de la solidarité entre le peuple et l'Armée".